

## L'ENTREVUE DU LUNDI



PHOTO JACQUES GRENIER

### PATRICK WATSON

#### L'ambitieux projet de transformer Radio-Canada

Page 9

## Ryan sent le besoin de réfléchir à l'avenir

Michel Venne

CLAUDE RYAN n'a pas offert sa démission, assure le premier ministre, M. Robert Bourassa, mais il continue de réfléchir après avoir encaissé du moment, samedi, un cuisant revers devant l'aile nationaliste du Parti libéral sur le plancher du congrès.

Après la défaite de l'amendement qu'il avait proposé pour atténuer la position constitutionnelle du parti telle qu'exprimée par le rapport Allaire, le ministre des Affaires municipales et de la Sécurité publique avait précipitamment quitté les lieux, en se déclarant « déçu de ce résultat ». Il n'est pas réapparu hier au Palais des congrès où les 3000 militants libéraux réunis lui ont toutefois réservé une ovation, lorsque leur chef a fait son éloge.

« Je regrette que M. Ryan ait été désappointé, a-t-il déclaré à la clôture du congrès. Je voudrais l'assurer quand même que cela n'altère d'aucune façon la profonde admiration que nous avons tous pour lui. » En conférence de presse, il ajouta que « tous les militants libéraux souhaitent vivement que M. Ryan continue d'être très actif au Parti libéral ». M. Ryan est l'un des piliers du conseil des ministres. M. Bourassa, qui a parlé à quelques reprises à son ministre depuis samedi soir, n'a toutefois pas encore l'assurance qu'il participera à la prochaine rencontre du cabinet, mercredi.

Plusieurs de ses collègues déploieraient hier son absence et s'en inquiétaient. « M. Ryan est un phare, a déclaré le ministre de l'Environnement M. Pierre Paradis. Et lorsque le phare s'éteint, ne serait-ce que momentanément, dit-il, cela porte à la réflexion. »

Avant de s'échapper, samedi, Claude Ryan a déclaré qu'il avait besoin de « réfléchir à tout ce qui regarde l'avenir ». Faut-il comprendre le sien comme celui du Québec. « Je vais mesurer toutes les implications de ce résultat », dit-il en exprimant le désir de consulter son entourage et ses proches conseillers. « Dans ces grandes choses-là, on n'agit pas seul. »

L'amendement numéro 5 visait essentiellement à faire du document adopté ce week-end une base de négociation et prévoyait des discussions avec « le reste du Canada » plutôt qu'avec le seul gouvernement fédéral. Il a été battu à plate couture par le vote combiné des jeunes libéraux, des députés nationalistes, des députés de leurs circonscriptions et de quelques ministres, notamment celui responsable du dossier constitutionnel au gouvernement, M. Gil Rémillard.

Selon ce dernier, l'amendement proposé ouvrait la porte à des négociations constitutionnelles à 11 gouvernements, un processus rejeté par M. Bourassa le 23 juin, au lendemain de l'échec de l'accord du lac Meech. **Voir page 4: Ryan**

## Bourassa choisit d'abord le Canada

Pierre O'Neill

L'AILE SOUVERAINISTE du PLQ a remporté d'éclatante façon le débat constitutionnel qui s'est soldé par l'adoption du rapport Allaire. Mais Robert Bourassa a aussitôt voulu rassurer les fédéralistes, en proclamant que les libéraux venaient de choisir le Canada.

Après la démonstration de force des Jeunes libéraux, l'amertume exprimée par de nombreux ténors de l'aile fédéraliste et la fracassante sortie du ministre Claude Ryan ont forcé le chef du parti à freiner l'enthousiasme des souverainistes.

Profitant de son discours de clôture devant les 2700 délégués réunis au Palais des congrès de Montréal, M. Bourassa a senti le besoin de rappeler la longue tradition fédéraliste du parti. « Il nous faut comme premier choix développer le Québec à

l'intérieur du Canada, dans une structure fédérale. »

Applaudi à plusieurs reprises, le chef du PLQ a longuement insisté sur la nécessité de l'interprétation qu'il fallait donner aux conclusions des délibérations, en précisant que l'union économique que suggère de renforcer le rapport Allaire doit être assortie d'une forme d'intégration politique.

« Nous avons des valeurs communes, deux siècles d'histoire commune. Le Canada est l'un des pays les plus enviables du monde. Les Québécois veulent pouvoir développer leur identité et assurer leur sécurité économique, mais ils préfèrent que cela se fasse à l'intérieur de la structure canadienne. L'Union monétaire implique une fiscalité commune, qui implique une forme d'intégration politique. L'important, c'est de concilier l'interdépendance économique fondamentale et le respect des identités nationales », a déclaré le pre-

mier ministre.

Adopté à l'issue de sept heures de débats, avec quelques amendements mineurs, le rapport Allaire propose essentiellement une nouvelle entente Québec-Canada, accordant l'autonomie politique du Québec et une plus grande intégration économique avec le Canada. Si d'ici 18 mois, le Canada accepte la nouvelle union, l'entente sera soumise à un référendum devant être tenu au plus tard à l'automne 1992. Advenant un refus du Canada, le référendum portera sur l'accession du Québec au statut d'État souverain.

Dès les premiers instants du débat, dès les premiers votes de l'assemblée plénière, il est apparu évident qu'une irrésistible vague allait renverser toutes les oppositions au rapport Allaire. Le congrès a d'abord rapidement disposé d'un amendement initié par le ministre Pierre Paradis et son comité de Brôme-Mis-

**Voir page 4: Bourassa**

## Entre deux chaises

### ANALYSE

Gilles Lesage

SORTANT de la grande salle du Palais des congrès où Robert Bourassa venait de livrer son discours de clôture aux militants libéraux, hier après-midi, Graham Fraser me demande : Faut-il interpréter les assises du PLQ à la lumière de l'adoption presque intégrale du rapport Allaire ou selon le message final du premier ministre et chef du PLQ ? Je ne sais que lui répondre.

Aussi perplexe, une heure plus tard, au terme de la conférence de presse, je croise M. Bourassa : Êtes-vous satisfait ? demande-t-il, narquois. Lui faisant part de l'interrogation du confrère du *Globe and Mail*, il répond : Mais je me situe au milieu, au centre, voyons. In medio stat virtus ? comme au Collège, que je fais. C'est en plein ça, lance-t-il en éclatant d'un grand rire et en s'éloignant, entouré de sa famille et de gardes du corps.

Tel est M. Bourassa, accroché au centre, solidement assis entre deux chaises. La recette est parfois dangereuse, pas toujours infaillible, mais elle lui a permis, en fin de semaine, de sauvegarder, du moins pour le moment, l'unité de son parti. Tout aurait été presque parfait, n'eût été de ce qu'il appelle pudiquement le « désappointement » de M. Claude Ryan et du départ hâtif de son superministre, qui se sent toujours inconfortable entre deux chaises. Sans cet esclandre, tout le monde aurait été satisfait.

Dès vendredi soir, le chef libéral avait demandé à ses troupes d'appuyer le rapport Allaire, le jugeant à la fois fédéraliste et reflétant le besoin de changement en profondeur recherché par les Québécois. Refusant toutefois toute étiquette, M. Bourassa se définissait d'abord et avant tout comme un libéral profondément québécois qui place l'intérêt supérieur du Québec comme premier objectif. En disant cela, il ne courait aucun risque. Son ralliement au rapport Allaire, qu'il avait influencé en extrême, il le faisait à la suite de ses militants, consultés et sondés pendant un an. Son flair lui disait clairement que s'il exprimait quelque réticence, c'est lui qui se serait fait rabrouer poliment par ses troupes. Et contrairement à ce que l'on peut penser, il affiche clairement la couleur : libérale. Ce que les militants comprennent bien en l'ovationnant à tout rompre pendant plus de deux minutes, ce qui est inhabituel chez les libéraux, en train de se québécoiser...

Samedi matin, pendant que les délégués discutaient sérieusement en ateliers régionaux (une première prometteuse au PLQ), puis secto-

**Voir page 4: Entre**



PHOTO JACQUES NADEAU

Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, a dit hier, à l'issue du congrès de son parti qui a adopté le rapport Allaire, que son choix était d'abord celui du Canada et que la position du PLQ était négociable.

## LE SILENCIEUX

### Le Dictionnaire du marginal

**L**A PENSÉE du jour : « Les peuples heureux n'ont pas d'esprit. »

Abstentionniste. — Électeur qui a pris le parti de ne pas en prendre.

Frère. — En d'autres mots, notre semblable. De ce fait, chacun est bien avisé de s'en méfier.

Compétence. — Incapacité de s'adapter au savoir-faire de la moyenne des travailleurs.

Diplomate. — Personnage politique qui, fatigué des empoignades dans son pays, est chargé des embrassades à l'étranger.

Campagne électorale. — Hostilités menées avec armes conventionnelles, soit pots-de-vin, vol, mensonge, calomnie et autres séductions démocratiques.

Étiquette. — Distinguo comme mode permettant de classer les individus selon l'ordre mythologique.

Argent. — Excrément inodore du veau d'or.

ALBERT BRIE

## Israël veut repropose le plan Shamir à Baker

### Un Palestinien poignarde quatre juives

d'après AP, AFP et Reuter

JÉRUSALEM (AP) — Les dirigeants israéliens ont décidé hier de présenter le plan de paix Shamir, vieux de deux ans, au secrétaire d'État James Baker qui arrive ce matin à Jérusalem pour la partie la plus difficile de sa mission de paix au Moyen-Orient.

James Baker, dont c'est le premier voyage dans l'État hébreu, doit se rendre dans une ville où les affrontements entre Palestiniens et Israéliens sont de nouveau très violents depuis hier.

Le premier ministre Itzhak Shamir et les ministres du gouvernement se sont réunis hier pour discuter de la visite de M. Baker et ont décidé, selon la radio israélienne, que le plan de paix israélien de 1989 serait la base des discussions avec le secrétaire d'État.

Alors que George Bush avait annoncé la semaine dernière qu'il proposerait un plan de paix global en

échange de la restitution des territoires occupés, le plan israélien offre aux Palestiniens une autonomie limitée avec un contrôle israélien sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

Avi Pazner, porte-parole de M. Shamir, a déclaré qu'Israël défendra son plan qui offre des élections aux Palestiniens et des négociations sur l'offre d'autonomie.

À Jérusalem, un Palestinien a poignardé et tué hier quatre femmes juives à Jérusalem avant d'être interpellé par la police après avoir été blessé par balle. L'agresseur serait un Arabe de 26 ans, originaire du camp de réfugiés palestinien de Jabalya (bande de Gaza).

La police a précisé qu'il s'agissait « à coup sûr d'un acte terroriste et nationaliste ».

Les victimes, qui attendaient un autobus à un arrêt lorsqu'elles ont été agressées, ont été transportées à l'hôpital Hadassah où elles sont tou-

**Voir page 4: Israël**



PHOTO AP

### 300 000 Soviétiques réclament le départ de Gorbatchev

Au moins 300 000 partisans de Boris Eltsine se sont rassemblés hier devant les murs du Kremlin, à Moscou, pour apporter leur soutien au président réformateur de la Fédération de Russie et réclamer le départ de Mikhaïl Gorbatchev. Aux cris de « Gorbatchev dehors ! », des manifestants brandissaient des banderoles qui proclamaient « Eltsine est notre espoir », « Oui à l'union sans Gorbatchev ». **Page 7**

## CAHIER SPÉCIAL

# LES 30 ANS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

PARUTION LE 23 MARS DANS LE DEVOIR

Date de tombée: 15 mars Réservation publicitaire: 842-9645

# «Un coup de poing important sur la table constitutionnelle»

Chantal Hébert

de notre bureau d'Ottawa

LE PARTI libéral du Québec vient d'assener « un coup de poing important sur la table constitutionnelle traditionnelle du Canada » a reconnu Marcel Masse, le ministre québécois dépeché par Brian Mulroney pour réagir à chaud aux événements de la fin de semaine mais Robert Bourassa a encore de l'espace pour manoeuvrer.

Dans le camp fédéral hier, on mesurait déjà la distance prise par Robert Bourassa à l'égard des conclusions de ses militants pour conclure avec soulagement que le premier ministre québécois conserve des coudées encore assez franches pour

accueillir une éventuelle offre fédéraliste qui ne rencontrerait pas toutes les exigences du rapport Allaire.

C'est ainsi que même s'il qualifie de « très radicales » les positions des libéraux du Québec, Marcel Masse calcule que Robert Bourassa s'en est situé à une distance rassurante pour le gouvernement fédéral. « Il fait comme René Lévesque l'a fait à plusieurs reprises, affirme le ministre fédéral, les chefs de partis n'aiment pas être liés à 100 % à des résolutions de parti ».

Une analyse qu'à distance, les deux partis d'opposition à Ottawa ont repris à leur compte. Il y a toujours une marge de manoeuvre, ont conclu Sheila Copps pour les libéraux et Audrey McLaughlin du NDP.

Mais cette évaluation tempérée

des politiciens d'Ottawa détonne par rapport aux premiers échos de l'opinion publique du reste du Canada, où la réaction est viscérale. « Qu'on les laisse partir tout de suite » réclamaient les uns après les autres les auditeurs de la tribune téléphonique pan-canadienne de la CBC quelques heures après le discours de Robert Bourassa à ses militants. Plusieurs affirmaient regretter amèrement que la tenue d'un référendum sur la souveraineté n'ait pas lieu immédiatement. « Tant qu'à moi, ils auraient dû se décider la semaine prochaine » raillait un interlocuteur de la région d'Ottawa.

Il faut maintenant envisager la séparation du Québec, affirme de son côté le premier ministre de Terre-

Neuve qui offrait comme une branche d'olivier au Québec un veto partiel sur la langue et la culture dans un discours prononcé dans la capitale fédérale vendredi soir. Quant au rapport Allaire, Clyde Wells a déjà indiqué à quelle enseigne il loge. Le premier ministre terre-neuvien préfère un Canada sans Québec que le Canada du rapport libéral.

« Le Canada anglais ferait une grande erreur de ne pas tenir compte des décisions du parti libéral du Québec » a prévenu hier le ministre Marcel Masse. Nous avons 18 mois pour nous organiser, faute de quoi, il y aura un référendum sur la souveraineté et cette fois-ci, les libéraux feront campagne pour le oui aux côtés du Parti québécois. »

maintenant venu « d'organiser un dialogue ». Le Québec ne veut pas d'un simple dépoussiérage, reconnaît-il, ce qu'il avance, c'est une toute nouvelle approche.

Et même si dans ses discours de Toronto et de Québec le mois dernier, Brian Mulroney a rejeté en substance les principaux éléments du rapport Allaire : les négociations à deux et la décentralisation massive qu'il préconise, ses porte-paroles n'étaient pas disposés hier à dire que la proposition entérinée par les libéraux du Québec ne pourra être le véritable point de départ d'une nouvelle négociation.

« Il y aura d'une façon ou d'une autre des négociations à un moment donné, prédit plutôt sur un ton caté-

gorique le député Jean Charest, qui a suivi comme observateur l'ensemble des délibérations de la fin de semaine. « Quand on négocie, on en donne et on en prend. »

Il est très difficile d'indiquer ce qu'Ottawa et le reste du Canada pourront vraiment retenir du rapport Allaire, indique pour sa part le ministre Masse.

Mais dans un premier temps, les ténors conservateurs du camp fédéral insistent : les événements de la fin de semaine rendent encore plus impératif un changement à la formule d'amendement de la Constitution. « La formule actuelle ne permettrait pas de refaire le Canada même si c'était la volonté de tous les Canadiens », affirme Marcel Masse.

## Les libéraux fédéralistes sont généralement rassurés

Michel Venne

de notre bureau de Québec

DÉCOURAGÉS la veille par l'échec de l'amendement Ryan, les libéraux fédéralistes ont été généralement rassurés hier par le discours de leur chef. Dans ce camp, comme dans celui des nationalistes, on trouve raison de se satisfaire des résultats de ce congrès. L'unité semble tenir, ne serait-ce qu'en apparence.

Les fédéralistes, notamment les anglophones, s'accrochent au discours à forte connotation fédéraliste prononcé par M. Bourassa et souhaitent tous que le ministre Claude Ryan décide de rester au sein de leur parti. Tandis que les militants de l'autre camp se satisfont de ce que le rapport Allaire, adopté sans amendement fondamental, constitue un message ferme et clair au reste du pays.

« M. Bourassa a dit aujourd'hui (dimanche) ce que l'on voulait entendre hier », a déclaré le candidat libéral défait dans Westmount aux dernières élections, M. William Cosgrove. Membre du comité Allaire et de l'exécutif du parti, M. Cosgrove prévoit que l'hémorragie de militants anglophones que certains appréhendaient n'aura finalement pas lieu.

« Par sa déclaration, M. Bourassa situe nos efforts pour changer la Constitution dans un cadre fédéraliste », opinait, ravi, l'ex-député de Jacques-Cartier Mme Joan Dougherty, laquelle soutenait il y a à peine deux jours être incapable de vivre avec le rapport Allaire tel que libellé. « M. Bourassa a clarifié l'objectif du Québec, dit-elle. Il a démontré notre bonne foi lorsque nous proposons au Canada une véritable dernière chance. »

Selon Mme Dougherty, le premier ministre a « rétabli la confiance des militants fédéralistes » et a réussi de la sorte à préserver l'unité.

Si la plupart des ministres ont fait

des commentaires optimistes, le président du Conseil du Trésor, M. Daniel Johnson, réputé être l'un des ministres les plus résolument opposés aux thèses de la souveraineté, s'est réfugié dans un mutisme prudent. « Je regarde ça avec un oeil ouvert », déclarait-il aux débuts des assises. Dans une déclaration sibylline, il a fait allusion samedi aux prochaines étapes du débat, notamment celle de la discussion au conseil des ministres.



Le ministre Pierre Paradis est parmi ceux que le discours de Robert Bourassa a rassurés.

L'interprétation généralement entendue ce week-end veut que le gouvernement conserve avec le rapport Allaire une bonne marge de manoeuvre. Le premier ministre l'a confirmé hier. C'est pourquoi plusieurs députés fédéralistes ne se sont pas formalisés du fait que le texte de la résolution adoptée samedi ne précise pas formellement qu'il s'agit d'une base de négociation.

« L'important dans tout ça c'est qu'on a 18 mois pour arriver à une entente », soutient le député de Viger, M. Cosmo Maciocia. Selon lui,

M. Bourassa n'a pas d'autre choix que de négocier avec le reste du Canada le partage des pouvoirs. Par essence, la position libérale est négociable.

« Un gouvernement a toute la marge de manoeuvre qu'il veut bien se donner, dit le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia. Il doit respecter l'esprit des discussions. Il faut regarder le rapport, mais aussi les déclarations du premier ministre. Le sens de la décision des militants c'est de refuser les négociations à 11, mais l'élément négociation est toujours présent. »

Le message officiel véhiculé à partir de samedi après-midi, après la défaite de l'amendement Ryan, c'était que les militants voulaient « la fermeté pas la fermeture ».

« La tâche de polir les contours d'un accord appartient au gouvernement du Québec », précisait le président du comité constitutionnel, Me Jean Allaire, dans un discours samedi.

Pour le député de Vanier, le nationaliste Jean-Guy Lemieux, le rapport Allaire est une autre version de « l'étapisme ». Il n'est pas question pour lui de parler d'indépendance totale. Il préfère l'expression « souveraineté tranquille », une grande autonomie politique doublée d'une association économique qui se réalisera à terme, une fois, faut-il comprendre, que le reste du Canada aura rejeté, d'ici à la fin de l'automne 1992, la dernière chance que lui offre le Parti libéral.

« On ne parle pas d'indépendance, on parle de rapport de force et de stratégie », soutient le député de Vimont, M. Benoît Fradet. « Le Parti libéral a démontré en fin de semaine le sérieux de sa démarche. Oui il y a une deuxième hypothèse (NDLR : celle de la souveraineté si la négociation échoue) et un référendum, dit-il. Mais ce qui est important pour le moment, c'est de s'engager à demander plus d'autonomie à l'intérieur de la fédération. »



## Libman se dit inquiet alors que Landry ne voit que de l'ambiguïté

d'après la Presse Canadienne

LE VICE-PRÉSIDENT du Parti québécois, Bernard Landry, estime quant à lui que « les libéraux ont accepté de ne pas choisir ». Présent dimanche sur le parquet du congrès pour participer à une émission de télévision, M. Landry a indiqué que certains libéraux ne se contenteraient pas de la position « ambiguë » du PLQ.

« Je pense que les libéraux ont encore raté une occasion — ils en avaient eu une il y a 20 ans alors que René Lévesque leur avait dit de choisir la souveraineté, a rappelé M. Landry. Ici, un certain nombre d'entre eux a choisi la souveraineté, sauf que dans son discours, le premier ministre a jeté des tonnes de glace là-dessus. »

« Ce discours est une apologie du fédéralisme. Ceux qui espéraient la clarté se retrouvent dans l'ambiguïté, un peu plus grande qu'avant, même : fédéraliste et souverainiste en même temps. L'ambiguïté n'est pas une vertu démocratique, M. Bourassa cultive cela et il a réussi encore une fois. »

« Je pense que les souverainistes du PLQ sont sincères : dès qu'ils veront que le premier ministre pose des gestes incompatibles avec la souveraineté ou qu'il ne la poursuit pas dans le sens du congrès, tôt ou tard ils vont aller se battre sur le vrai terrain », a soutenu M. Landry, ouvrant visiblement les bras aux éventuels

transfuges libéraux.

Le chef du Parti Égalité, Robert Libman, venu lui aussi participer à une retransmission télévisée du congrès libéral, s'est dit de son côté inquiet des décisions prises au congrès libéral. « Je tremble, et je pense que tous les fédéralistes au Québec s'inquiètent après ce qui s'est passé cette fin de semaine. Un parti traditionnellement fédéraliste au Québec qui prend un virage souverainiste comme ça, c'est un moment très im-

portant au Québec », a-t-il dit.

Selon M. Libman, le chef libéral a voulu, dans son discours, « jeter un bonbon aux fédéralistes et aux anglophones pour les calmer, pour les retenir dans le parti ».

« M. Bourassa a avoué dans son discours que la seule différence entre le projet libéral et le projet péquiste, c'est la forme que prendrait l'association économique. Ce n'est pas un discours fédéraliste », a-t-il soutenu.



Robert Libman



Bernard Landry

## Les libéraux ont dépassé l'objectif de leur campagne de financement de 25 %

Norman Delisle

de la Presse Canadienne

LE PARTI LIBÉRAL a recueilli plus de 5 millions \$ au cours de sa campagne de financement 1990, a indiqué hier la présidente de l'opération, la ministre de la Condition féminine Violette Trépanier.

L'objectif de la campagne, qui était de 4 millions \$, a été dépassé de 25 %.

« Le financement, c'est un peu comme l'argent pour une famille », a soutenu Mme Trépanier, qui s'est dite très heureuse de ce résultat, compte tenu de la récession économique qui frappe le Québec.

C'est dans la région de l'Estrie que les résultats ont été les plus probants pour le PLQ, cette région dépassant son objectif de 45 pour cent grâce à des fonds recueillis atteignant 290 000 \$.

Par contre, la traditionnelle faiblesse du PLQ au Saguenay-Lac-Saint-Jean se traduit au niveau de la campagne de financement. Seule-

ment 117 000 \$ ont été amassés dans cette région, soit à peine 73 % de l'objectif qui avait été fixé à 161 000 \$.

Les résultats détaillés dans chacune des 125 circonscriptions montrent que c'est surtout dans les comtés représentés à l'Assemblée nationale par un ministre que la campagne a été la mieux réussie.

Dans Outremont, dont le député est le ministre de l'Industrie et du Commerce Gerald Tremblay, les libéraux ont recueilli 192 000 \$, soit plus de cinq fois l'objectif original de 37 000 \$.

D'autres comtés qui ont largement dépassé leur objectif sont ceux de Charlesbourg du ministre de la Santé Marc-Yvan Côté (165 000 \$, soit 300 %) et Chomedey de la vice-première ministre Lise Bacon, qui a multiplié son objectif par trois avec des fonds de 114 000 \$.

Par contre, les libéraux ont connu un échec complet dans trois circonscriptions électorales, soit une cueillette de 25 \$ dans le comté de Bertrand sur la Rive-Sud métropolitaine, de 10 \$ dans celui de Johnson (Es-

trie) et aucune somme dans celui d'Ungava, au Nunavik.

Ces trois comtés sont détenus traditionnellement par des députés du Parti québécois.

Dans l'ouest de Montréal, le financement a trébuché dans certaines circonscriptions à majorité anglophone, comme D'Arcy-McGee (seulement 300 \$ amassés) ou Notre-Dame-de-Grâce (seulement 16 % de l'objectif).

Depuis 1985, le PLQ amasse annuellement entre 5 et 8 millions \$ pour garnir sa caisse électorale, tandis que le principal parti d'opposition, le Parti québécois, recueille annuellement quelque 2 millions \$.

La loi traitant du financement des partis politiques stipule depuis 1977 que seuls des électeurs, et non des entreprises ou des associations, peuvent verser des contributions financières aux partis politiques. Elle interdit les caisses occultes.

La loi limite également à 3000 \$ par année le maximum des contributions qu'un citoyen peut verser.

**RÉSULTATS**  
l o t o - q u é b e c

**PANCO**  
Tirage du 91-03-08  
2 4 8 14 18  
21 22 23 24 25  
27 28 34 49 52  
54 57 59 62 64  
Prochain tirage: 91-03-11

**Le Mini**  
Tirage du 91-03-08  
NUMÉROS LOTS  
48 5 6 1 1 50 000 \$  
8 5 6 1 1 5 000 \$  
5 6 1 1 250 \$  
6 1 1 25 \$  
1 1 5 \$  
48 5 6 1 1 1 000 \$  
48 5 6 1 100 \$  
48 5 10 \$

**Quotidienne**  
Tirages du 91-03-04 au 91-03-09  
3 4  
LUNDI 050 0615  
MARDI 360 4537  
MERCREDI 680 9744  
JEUDI 185 7107  
VENDREDI 381 7041  
SAMEDI 169 9049

**INTER PLUS**  
Tirage du 91-03-08  
NUMÉROS LOTS  
1 7 3 8 7 3 250 000 \$  
7 3 8 7 3 2 500 \$  
3 8 7 3 250 \$  
8 7 3 25 \$  
7 3 10 \$  
NUMÉROS MOBILES  
3 2 2 9 5 1 000 \$  
8 1 7 4 100 \$  
7 2 7 25 \$

**Extra**  
Tirage du 91-03-09  
NUMÉROS LOTS  
0 0 5 0 4 6 100 000 \$  
0 5 0 4 6 1 000 \$  
5 0 4 6 250 \$  
0 4 6 50 \$  
4 6 10 \$  
6 2 \$

**SELECT 2**  
Tirage du 91-03-09  
8 9 15 19 23 26  
No complémentaire 31  
GAGNANTS LOTS  
6/6 0 615 301,20 \$  
5/6+ 1 29 755,60 \$  
5/6 58 342,00 \$  
4/6 2 367 37,70 \$  
3/6 35 172 5,00 \$  
VENTES TOTALES: 1 159 330,00 \$  
PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 800 000,00 \$  
PROCHAIN TIRAGE: 91-03-16

**PROMISSEAL**  
Tirage du 91-03-08  
NUMÉROS DÉCOMPOSABLES  
NUMÉROS LOTS  
1916069 500 000 \$ 4202985 250 000 \$  
916069 5 000 \$ 202985 5 000 \$  
16069 500 \$ 02985 500 \$  
6069 100 \$ 2985 100 \$  
069 25 \$ 985 25 \$  
69 5 \$ 85 5 \$  
NUMÉROS NON-DÉCOMPOSABLES  
LOTS NUMÉROS  
100 000 \$ 3693731  
50 000 \$ 1655186 3930042  
5 000 \$ 1196398 2501455 3182373 4236916  
1356836 2653314 3204269 4280969  
1450547 2906861 4153470 4789802  
2136942 2934749 4212443 4863856  
2398833

**649**  
Tirage du 91-03-09  
8 13 22 34 43 45  
No complémentaire 16  
GAGNANTS LOTS  
6/6 1 13 249 075,30 \$  
5/6+ 25 76 062,40 \$  
5/6 745 1 951,80 \$  
4/6 38 643 72,30 \$  
3/6 676 120 10 \$  
VENTES TOTALES: 39 881 894,00 \$  
PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 2 000 000,00 \$  
PROCHAIN TIRAGE: 91-03-13

Le billet donne droit à 4 tirages consécutifs

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

# Bourassa est disposé à « discuter » de la réforme fiscale avec les municipalités

PC et LE DEVOIR

LE CONGRÈS LIBÉRAL du week-end, largement dominé par la question constitutionnelle, a vu aussi quelques autres sujets timidement émerger dans les discussions et discours du week-end au Palais des congrès de Montréal.

C'est ainsi qu'une passe d'armes est survenue entre le Parti libéral et les collectivités locales, l'Union des municipalités régionales de comté ayant demandé samedi la démission du ministre Claude Ryan, invoquant le « scandale » des nouvelles dépen-

ses que celui-ci veut refiler à ces collectivités.

En guise de réponse, le premier ministre Robert Bourassa a donné hier l'assurance que son gouvernement était disposé à « discuter » avec le monde municipal relativement à cette réforme fiscale, présentée l'autisme dernier par M. Ryan.

« Cela vaut la peine qu'on puisse au moins en discuter. Nous sommes prêts à dialoguer avec les autorités municipales, à écouter leurs représentations », a déclaré le chef du gouvernement alors qu'il s'adressait aux quelque 3000 militants libéraux, au

terme de leur congrès.

Mais il n'est pas question que son gouvernement recule sur le principe de transférer l'équivalent d'un demi-milliard de dollars de charges fiscales à l'ensemble des municipalités du Québec.

Plus tard en conférence de presse, M. Bourassa a nié que son ministre Claude Ryan ait refusé de dialoguer avec les représentants municipaux. Mais il a écarté toute possibilité de décréter un moratoire d'un an sur l'application de cette réforme. « Le moratoire existe déjà, a-t-il dit, puisque la réforme ne s'appliquera que

l'an prochain. »

Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau — qui a par ailleurs refusé de donner hier sa réaction globale au congrès libéral —, a cependant commenté la « passe d'armes » sur la question municipale survenue ce week-end. M. Parizeau a trouvé le ministre Ryan « terriblement casant » avec les représentants municipaux quand il est allé défendre « le pelletage de nouvelles dépenses » vers les municipalités.

Par ailleurs, l'environnement a eu droit à une mention dans le discours de Robert Bourassa. Ce dernier a rappelé que l'objectif de son gouvernement était « de concilier de façon réaliste le développement économique et la protection de l'environnement ».

C'est pourquoi, a-t-il dit, son gouvernement favorise le développement d'une forme d'énergie « propre et renouvelable », dans la lignée, a-t-il souligné, de ce que prêche l'écologiste français René Dumont, le rapport Brundtland et le Club Inter-Action.

Par ailleurs, se plaignant de l'absence des questions sociales dans le débat politique actuel, quelques centaines de manifestants, parlant au nom de diverses organisations, avaient défilé samedi, jusqu'aux portes du Palais, pour dénoncer « le congrès de la honte », citant pêle-mêle l'incurie ou les « politiques injustes » du gouvernement et du Parti libéral en matière de logement, de frais de scolarité ou encore d'aide sociale.

Autre sujet traité samedi par les congressistes et ayant donné lieu à de vifs échanges : l'imputabilité externe « des hauts fonctionnaires devant les instances politiques. Selon les délégués de la tendance souverainiste au sein du PLQ (notamment Jean-Guy Lemieux de Vanier), les grands commis de l'État devraient à l'avenir répondre de leurs dépenses devant une commission parlementaire, et non simplement devant des instances administratives « internes ».

En vain, le président du Conseil du trésor Daniel Johnson a tenté de faire valoir qu'une telle pratique n'était concevable qu'en régime présidentiel. Mais les congressistes en ont décidé autrement, faisant adopter l'idée de l'imputabilité externe — donc politique — des hauts fonctionnaires.

Dans un autre ordre d'idées, M. Bourassa a signalé hier que la démographie était une des priorités de son gouvernement. Le premier ministre a évoqué le récent accord avec Ottawa en matière d'immigration et les primes offertes par Québec pour la naissance de nouveaux enfants.

Enfin, un passage du discours de clôture du premier ministre a été consacré aux communautés culturelles, dont il a loué le rôle dans la société québécoise : « On sait jusqu'à quel point le Parti libéral du Québec, le gouvernement du Québec et l'ensemble de la société québécoise considèrent comme un de leurs actifs les plus précieux la diversité culturelle. »

Dans ce même passage, M. Bourassa a aussi parlé de la nécessité de « sécuriser les droits qui sont accordés aux autochtones ».

## La CSN juge Ottawa seul responsable de la récession

Isabelle Paré

LA DÉBANDADE économique qui frappe le Québec est avant tout une récession « made in Canada ». La souveraineté s'impose donc plus que jamais comme la seule issue, la seule façon d'assurer la survie du Québec.

C'est par ce constat que le président de la CSN, M. Gerald Larose, a ouvert hier la réunion conjointe de deux jours que tiennent les instances du secteur privé de la CSN afin de formuler une offensive contre la récession.

« La récession est 'made in Canada'. Elle est due à un gouvernement qui fait payer aux régions périphériques l'échec de sa politique centrale. Au cœur de cette récession, la question nationale prend tout son sens. Le Québec doit décider de se prendre en main sinon ce sont nos acquis qui risquent d'être laminés. Il en va de notre avenir », a tranché M. Larose dans son discours d'ouverture.

Dix ans de politiques laissant libre cours aux seules forces du marché, le libre-échange, les réformes de la fiscalité sont autant de mesures dictées par Ottawa qui ont érodé chaque jour davantage les minces filets de protection sociale que se sont données les provinces, a souligné M. Larose.

« On prévoit que le Québec n'aura plus du tout de transferts fédéraux en 1998 », a-t-il dit, insistant sur l'urgence d'agir.

Le chef syndical n'a d'ailleurs pas manqué de critiquer au passage la position prise en fin de semaine par les libéraux du Québec réunis en congrès à Montréal, convaincu que le rapport Allaire ne peut mener qu'à l'éclatement du Canada.

« En désarticulant le Canada, le

rapport Allaire nous est aussi défavorable car il affaiblit le principal partenaire économique que sera le Canada après la souveraineté », a souligné Gerald Larose.

La vice-présidente de la CSN, Mme Monique Simard, a de son côté fait état des principaux dégâts causés par la crise actuelle, pointant du doigt la hausse du taux de chômage au Québec de 8,9 % à 12 % en six mois et les 96 000 emplois perdus en 90 dont 58 000 dans le seul secteur des services.

« Nous avons tiré des leçons de la crise de 1982. Il n'est pas question que les travailleurs et travailleuses paient encore pour une situation qui a été causée par des politiques du gouvernement canadien et par l'absence de politiques cohérentes et efficaces du gouvernement québécois », a-t-elle dit, d'avis que la présente crise s'annonce encore plus dévastatrice que celle de 1982.

Quelque 5362 travailleurs affiliés à la CSN auraient perdu leur emploi depuis le début de la récession, et 6300 autres seraient directement affectés, soit par des mesures de temps partagé ou des mises à pied temporaires, indiquent les plus récents chiffres de la centrale.

Aussi, après les constats posés hier, les instances du secteur privé de la CSN ont mis en relief la nécessité pour les diverses centrales syndicales, tant au Québec qu'ailleurs au pays, de liquer les efforts pour mieux se prémunir contre les politiques fédérales.

« Il ne faut pas céder à la fatalité, il y a des moyens d'agir et raffiner nos stratégies au niveau sectoriel, régional et national », a insisté M. Larose. Un plan d'action commun contre la récession sera d'ailleurs proposé aujourd'hui par la CSN au terme de ces deux journées de réflexion.

## L'Opposition attend le chef du gouvernement de pied ferme

André Bellemare

de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Le débat constitutionnel retrouvera sa place dans le salon des élus à compter de demain quand l'Assemblée nationale reprendra ses travaux sessionnels à Québec.

Le grand absent de la session d'automne, le premier ministre Robert Bourassa, sera de retour après avoir subi l'ablation d'une tumeur maligne (mélanome) en septembre dernier.

Cette intervention chirurgicale avait tenu le chef du gouvernement à l'écart pendant tout l'automne. Il est revenu de sa convalescence en janvier.

Ce n'est certes pas l'Opposition qui va se plaindre de la présence du premier ministre en Chambre à qui elle pourra enfin adresser des questions (et elles sont nombreuses) sur des dossiers aussi chauds que la constitution, la fiscalité municipale, les finances publiques, l'état de l'économie (la récession, l'augmentation du chômage, le ralentissement des investissements, etc.), les coupures dans le budget du ministère de l'Environnement, notamment.

Au lendemain du congrès du parti au pouvoir, après le dépôt du rapport de la commission Bélanger-Campeau prévu au plus tard le 28 mars, il y aura matière à alimenter le débat sur l'avenir du Québec entre l'étude de projets de loi et du budget d'ici à l'ajournement de juin.

Au plan législatif, le projet de loi 120 sur la réforme du régime de la santé et des services sociaux du mi-

nistre Marc-Yvan Côté constituera la pièce majeure de même que le projet de réforme du Code civil (parainé par Gil Rémillard), la loi la plus importante après la Constitution.

Dans les deux cas, les ministres responsables espèrent faire adopter le principe de leur projet de loi (deuxième lecture) avant le 22 juin.

Entre-temps, le président du Conseil du trésor et le ministre des Finances devront faire des acrobaties pour tâcher de ne pas trop écorcher les finances publiques dans la présentation des crédits budgétaires (avant le 28 mars) et du budget 1991-92 prévu pour la fin avril ou début mai.

Les dépenses du prochain exercice financier commençant le premier avril se situeraient dans les 38 milliards \$.

Quant au budget du ministre des Finances Gérard D. Lévesque, il n'annoncerait rien de bien bon pour le contribuable, surtout après la publication de celui d'Ottawa. Le ministre a vivement déploré la réduction de quelque 700 millions \$ sous forme de transferts fiscaux ou autres d'Ottawa vers Québec.

De plus, M. Lévesque confirmerait pas plus tard que la semaine dernière que le déficit budgétaire dépasserait les deux milliards de dollars en 1990-91 (il atteindrait même les 2,5 milliards \$).

Augmentation de taxes (sur la bière, le vin et l'alcool ?), ou d'impôt ou compressions budgétaires plus sévères encore ? Vous avez le choix

mais il faudra que le ministre des Finances trouve un moyen de freiner l'endettement des Québécois dans son prochain budget.

Parallèlement aux questions de pain et de beurre, il faudra s'attendre à de vives discussions sur l'avenir constitutionnel du Québec. À ce sujet, le gouvernement n'écarte pas la possibilité de voir le PQ réclamer un débat sur le rapport Bélanger-Campeau qui doit être déposé au plus tard le 28 mars à l'Assemblée nationale.

La loi qui a mis en place cette commission élargie (qui n'est pas parlementaire) ne prévoit pas de débat lors du dépôt du rapport, contrairement à une commission parlementaire dont tout rapport est susceptible de faire l'objet de discussions.

Le Parti québécois ne ratera sûrement pas une occasion de parler de constitution, d'avenir politique du Québec et tâchera d'amener le gouvernement à faire appel au peuple le plus tôt possible (référendum ou élection) afin de clarifier une fois pour toutes le statut constitutionnel du Québec.

D'autres projets de législation porteront sur la protection des consommateurs (louage de biens à long terme), l'aide financière aux étudiants en formation professionnelle, l'enseignement privé du pré-scolaire au collégial, la protection de l'environnement (les rejets industriels), l'aide financière à des immigrants, la fiscalité municipale (réforme Ryan).

## L'UQ donne un coup de barre vers les sciences appliquées

Jean-Pierre Proulx

L'Université du Québec entend donner un coup de barre du côté des sciences appliquées. C'est le sens du « plan sectoriel de développement » que ses gouverneurs viennent d'adopter avec l'objectif explicite de hausser ses effectifs étudiants dans ce secteur.

L'UQ, explique le document préparé par sa vice-présidence à la planification, a centré à l'origine son développement sur les sciences de l'éducation, les sciences humaines et celles de la gestion. Elle a « été jusqu'à maintenant moins impliquée que d'autres dans le secteur des sciences pures et appliquées ».

Dans l'ensemble de son réseau, seulement 10 % des étudiants, en moyenne, se sont inscrits dans ce secteur depuis dix ans. Après quelques années de croissance, surtout en 1982 et 1983, le nombre des effectifs « n'a toujours pas décollé » ; il a plutôt stagné de 1983 à 1986 et même diminué depuis 1985.

On y comptait 12 206 étudiants en 1984 contre 8 333 en 1988. Plus de 4 000 nouveaux étudiants s'y étaient inscrits en 1983, contre 2 288 en 1988. Les nouvelles inscriptions n'étaient plus en 1988 que de 57 % de ce qu'elles étaient en 1984.

Les baisses sont toutefois davantage observables chez les étudiants à temps partiel qu'à temps complet, et davantage au premier cycle qu'aux deuxième et troisième, où elles sont en croissance, quoiqu'en nombre limité. Les effectifs y sont passés de 516 à 1982 à 714 en 1988.

Cette tendance n'est toutefois pas unique à l'UQ. Dans l'ensemble des autres universités québécoises, il y a globalement régression depuis 1986-87, quoique ce ne soit pas le cas à Laval, à l'Université de Montréal, à l'École Polytechnique et à Sherbrooke.

Chose certaine, la part de la clien-

tèle que détient l'UQ n'a pas cessé de diminuer depuis 1984 pour passer de 31 % à 24 % en 1987.

Le plan confie donc à chacune des constituantes le soin de développer de nouveaux projets dont la réalisation dépendra à la fois de l'obtention du financement, mais aussi de l'approbation du Conseil des universités. ■ À Montréal, l'UQ constituera un « pôle intégrateur » en sciences de l'environnement ; elle décerne déjà une maîtrise et un doctorat dans cette discipline et possède la chaire de recherche Hydro-Québec. De « nouvelles perspectives » se dessinent avec la création du centre d'excellence de l'ACDI, la collaboration avec le cégep Sorel-Tracy et l'industrie « pour le développement de la recherche sur le contrôle des déchets industriels » et l'ouverture d'un baccalauréat en génie de l'environnement.

■ À Trois-Rivières, l'UQ veut devenir « un pôle intégrateur » en technologie industrielle, en étoyant la programmation existante, mais aussi par l'implantation d'une maîtrise en génie industriel, le développement de la recherche en électronique industrielle, la préparation d'un doctorat en génie électrique, l'ouverture d'une chaire en électronique, l'implantation d'un centre de recherche sur l'hydrogène.

■ À Chicoutimi, l'UQ projette un doctorat en ingénierie.

■ À Rimouski, l'université veut se doter d'un baccalauréat en génie unifié.

■ Hull deviendrait un « pôle intégrateur » dans le domaine des sciences de l'information. L'UQAH dispose déjà de programmes et de ressources en informatique. Elle proposerait un programme de génie informatique, et de nouveaux programmes notamment en sciences cognitives.

■ En Abitibi-Témiscamingue, on implanterait une deuxième année de baccalauréat en génie unifié en col-

laboration avec l'UQAC.

■ L'Institut national de la recherche scientifique ouvrirait un centre de recherche en sciences des matériaux tandis que l'Institut Armand-Frappier aurait une Centre de recherche sur l'innovation technologique et la conception de vaccins.

■ L'École de technologie supérieure décernerait une maîtrise en technologie des systèmes et la Télé-Université créerait un laboratoire de recherche en informatique cognitive.

L'UQ entend en même temps pousser plus à fond l'étude de la conjoncture dans le domaine des sciences appliquées, particulièrement sur les besoins de formation en biotechnologie, en gestion de la technologie et sur les sciences et technologies de l'information.

Elle fera en outre un « bilan interne » plus approfondi de ses activités dans les sciences biologiques, les sciences de l'informatique et l'ingénierie. On y analysera particulièrement l'évolution des effectifs étudiants, les programmes offerts et la situation de la recherche.

### CARTES D'AFFAIRES



**ROBIC**

Fondée en 1982

55 St-Jacques  
Montréal, Québec  
Canada, H2Y 3X2  
Télex 05 268656  
Fax: (514) 845 7874  
Tél: (514) 987-6242

**Agents de brevets d'invention et de marques de commerce**

**SWABEY OGILVY RENAULT**

AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE

Une Société dont SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER et le cabinet juridique OGILVY RENAULT sont les associés

1001, boul. de Maisonneuve ouest  
Montréal, Canada H3A 3C8  
(514) 845-7126, Télex: 05-24355  
Facsimilé (514) 288-8389  
MONTRÉAL OTTAWA

### À propos de votre déclaration de revenus de 1990...

« Pourquoi remplir une déclaration si je ne dois rien ? »

Revenu Canada ne fait pas que percevoir l'impôt, mais voit aussi à remettre les crédits et autres avantages à ceux et celles qui pourraient y avoir droit. En négligeant de remplir une déclaration de revenus, vous risquez donc d'être désavantagé.

### « Quels sont les crédits d'impôt offerts ? »

Il y a le crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS), le crédit d'impôt pour enfants, certains crédits pour la taxe provinciale et, pour la dernière fois, le crédit pour taxe fédérale sur les ventes.

### « Comment demander ces crédits ? »

Vous devez remplir les formules appropriées ainsi qu'une déclaration de revenus. Par exemple, remplissez la formule verte pour obtenir le crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS). Consultez l'étape 5 dans votre Guide pour en savoir plus long sur les crédits offerts. Si vous remplissez la déclara-

tion 65 plus de couleur jaune ou la déclaration abrégée, votre demande de crédits sera traitée automatiquement.

### « Est-il trop tard pour demander les crédits de l'an dernier ? »

Vous avez jusqu'à trois ans à partir de la fin d'une année d'imposition pour demander des crédits. Si vous avez déjà envoyé votre déclaration et que vous avez oublié de demander des crédits, il est encore temps d'en faire la demande. Pour plus de renseignements, communiquez avec votre bureau de district d'impôt.

### « Si je déménage, est-ce que je recevrai quand même mon chèque ? »

Si vous changez d'adresse, informez-en Revenu Canada par écrit ou par téléphone. Votre chèque vous sera envoyé directement à votre nouvelle adresse. Si vous avez d'autres questions, parlez-en aux gens attentionnés de Revenu Canada.

Revenu Canada  
Impôt

Revenu Canada  
Taxation

Canada

**Des gens attentionnés pour répondre à vos questions.**

## Les 13 millions \$ du 6-49 ont été gagnés au Québec

PC) — Une seule personne ou un seul groupe de personnes, qui a fait l'acquisition de son billet au Québec, détient la combinaison gagnante lui permettant d'empocher la somme de plus de 13 millions \$ accordée, samedi soir, lors du tirage du Lotto 6-49.

Le montant exact remporté par le billet gagnant est de 13 249 075,30 \$.

D'autre part, 25 détenteurs de billets mériteront respectivement la

somme de 76 062,40 \$ pour avoir misé juste pour le 5/6 plus.

Un total de 745 billets gagnent, de leur côté, la somme de 1951,80 \$ dans la catégorie des 5/6.

Un montant de 72,30 \$ sera remis par ailleurs aux 38 643 détenteurs de 4/6 gagnants.

Enfin, 676 120 billets pourront obtenir la remise de 10 \$ pour avoir visé juste avec trois des six numéros gagnants du tirage de samedi soir.

## SUITES DE LA PREMIERE PAGE

### ◆ Entre

riels, selon dix grands thèmes, les tractations de dernière heure allaient bon train dans les corridors et couloirs du congrès. Selon le projet de résolution issu du rapport Allaire, le PLQ et le gouvernement s'engageaient à présenter le projet de réforme constitutionnelle et politique au gouvernement du Canada dans les meilleurs délais. M. Ryan avait laissé accrocher son nom, via son association d'Argenteuil, à un amendement demandant plutôt d'entreprendre dans les meilleurs délais, avec le reste du Canada, la négociation du projet de réforme. Les nationalistes, surtout les jeunes, ne veulent pas de cette distorsion, si sémantique soit-elle, pour satisfaire les fédéralistes, surtout les aînés. Une nouvelle version du conflit des générations, des plus vieux qui tiennent à leur Canada, des jeunes qui tiennent à leur Québec d'abord.

Il y a de la tension dans l'air alourdi d'une immense salle livrée à la pénombre, pour mieux faire triompher la magie de l'électronique et des écrans où s'inscrivent les textes, amendements et sous-amendements en discussion, comme aux plus beaux jours du PQ, pillé effrontément là aussi. On a assez dit que c'est le congrès des militants que les ministres, même les députés, se tiennent loin des micros. Et lorsque des membres trop zélés du comité Allaire s'affairent à défendre avec ferveur la moindre virgule de leur document, d'autres, telle la sénatrice Lavoie-Roux ou M. William Cosgrove, leur rappellent que leur travail est terminé et qu'il ne faut pas refaire des débats internes. Nul besoin d'ailleurs. Bien organisés et à l'affût de tout, les « orthodoxes » du rapport ne laissent ni répit ni chance à ceux qui, tel M. Ryan, craignent par-dessus tout qu'il ne devienne, comme le catéchisme du concile de Trente, un dogme de foi. Les compromis hâtivement bâclés des fédéralistes se butent à l'obstination des autres, méfiants de quelque déviation. On ne veut même pas négocier « conformément aux discours du 23 juin dernier de M. Bourassa ». C'est dans cette intervention, pourtant, qu'il dénonçait la négociation à 11 et en réclamait à 2, entre Québec et Ottawa. Mais quand la méfiance s'installe, n'est-ce pas ?

Le jeune président Michel Bissonnette se fait ovationner, le débat s'enfarge dans la procédure, pendant que la meute des caméraman et photographes s'agglutine autour de M. Ryan. Les jeux sont faits. Pour les militants, de toute évidence, le rapport Allaire, leur rapport, n'est pas négociable. Ce qui le sera, c'est ce que le gouvernement en fera par la suite. Ils le savent bien et ne s'en offusquent pas, eux qui se disent réalistes et pragmatiques maillons d'un parti de pouvoir et de gouvernement, et donc de compromis et d'accommodements, même avec le ciel. Des ministres l'ont bien compris. M. Pierre Paradis ne se formalise pas que l'on se moque littéralement des études d'impact dont il dit avoir besoin avant de discuter. M. Daniel Johnson rappelle avec morgue qu'il y a 3000 congressistes, 300 membres du

conseil général du PLQ, 30 ministres. Ce qui laisse entendre, avec pertinence, que l'influence, le pouvoir en tout cas, est inversement proportionnel au nombre de personnes en cause. Mais M. Ryan, homme de principes et de convictions, ne l'entend pas de cette oreille. N'étant pas plus habile tacticien que lorsqu'il était chef du PLQ — la greffe tardive de cet insolite corps étranger est restée fragile et suspecte — M. Ryan, voyant son principal amendement cloué au pilori, a du moins le bon sens de se retirer, sans intervenir au micro. Heureusement d'ailleurs, car la rebuffade, gentille, aurait pu être cruelle envers cet homme de devoir qui ne la méritait pas.

Après son départ, vers 17 heures, le Boeing libéral a continué de voler jusqu'à épuisement des 56 amendements, sans interruption jusqu'à 22 h 30. Mais le cœur n'y était plus. Anti-climax. De la lourdeur plane sur la salle qui, intense et vibrante au début, se vide graduellement. Le rythme est cassé. On est un peu inquiet, malgré la confiance apparente. De 3000, ils étaient quand même encore plus de 1100 à 22 h.

Durant les heures qui suivirent et hier, M. Bourassa s'employa à ce à quoi il est le plus habile : tenter de convaincre M. Ryan que le Québec a besoin de lui et qu'il ne peut abandonner son devoir, tenter de refaire les ponts entre son superministre-pompier, immense caution morale dont il a besoin aujourd'hui et demain, et les jeunes, qui ont l'âge de ses enfants et sont la relève essentielle du PLQ, objet principal de son souci permanent. De façon extraordinaire, le premier ministre garde l'entière confiance de ses troupes : avec leur chèque en blanc, lui seul peut les sortir de l'impasse, faire un pied de nez au PQ et en gruger 10 %, gagner du temps, tranquillement, jusqu'au référendum promis, seule échéance véritable. Les fédéralistes le voient comme leur dernier espoir, mince, au PLQ, les jeunes, comme un chef qui les mènera à la nouvelle Terre-Québec. Situation inconfortable pour quiconque d'autre. Pas pour M. Bourassa. Depuis un quart de siècle, cet homme nage entre deux eaux. De façon magnifique, au centre, extrême.

### ◆ Israël

tes décédées. Le meurtrier présumé a été blessé par balle à une jambe. La police a précisé que l'agression avait eu lieu dans le quartier de Kiryat Hayovel à Jérusalem-ouest. Une foule en colère s'est aussitôt rassemblée sur les lieux du crime en criant des slogans anti-arabes. La police a déployé des renforts pour contrecarrer toute tentative de vengeance.

Il s'agit du dernier acte en date d'une série d'agressions à l'arme blanche qui a débuté en octobre et qui a fait 13 morts dans la population juive. Huit Palestiniens sont morts à la suite de ces agressions, certains en les commettant, d'autres étant victimes de représailles commises par des juifs.

Avant l'arrivée de M. Baker, des ministres israéliens ont exclu hier d'échanger des territoires contre la paix avec la Syrie.

« Les hauteurs du Golan ne sont pas négociables », a déclaré après le Conseil des ministres hebdomadaire le ministre de l'Économie, David Magen, et a précisé qu'il exprimait ainsi le point de vue du premier ministre Yitzhak Shamir.

On s'attend à ce que James Baker, réitère la position développée la se-

maine dernière par George Bush. Le président américain avait dit que le règlement du conflit israélo-arabe devait se fonder sur le principe de l'échange de territoires contre la paix.

Les territoires occupés par Israël depuis la guerre des six jours en 1967 incluent la Cisjordanie prise à la Jordanie, la bande de Gaza qui était administrée par l'Égypte, et les hauteurs du Golan qui appartenaient à la Syrie.

Cisjordanie et bande de Gaza sont peuplées d'1,75 million de Palestiniens. Contrairement à ces deux territoires, les hauteurs du Golan, plateau stratégique faiblement peuplé, ont été annexées par Israël en vertu d'une loi votée en 1981.

« Les hauteurs du Golan sont sous souveraineté israélienne. Ce n'est pas négociable », a souligné David Magen.

Le président du Parlement israélien, Dov Shilanski, membre du parti du premier ministre, le Likoud (droite), a effectué hier une tournée sur les hauteurs du Golan pour rassurer les colons juifs qui y sont installés.

Après le conseil des ministres, les 15 membres du cabinet de défense se sont réunis pour étudier les propositions qu'Israël fera lors de la visite de James Baker.

Yitzhak Shamir a déclaré la semaine passée que son projet d'élections palestiniennes devant conduire à une autonomie limitée dans les territoires occupés constituerait la base des entretiens avec le secrétaire d'État.

Le gouvernement a également émis l'idée d'une conférence régionale à laquelle prendraient part Israël et des pays arabes, sous les auspices des États-Unis et peut-être de l'URSS. Mais l'Union soviétique doit rétablir ses relations diplomatiques avec Israël afin de pouvoir participer à une telle conférence, a déclaré hier Moshe Katsav, ministre des Transports.

Plusieurs partis d'opposition de gauche avaient organisé hier une manifestation devant les bureaux du premier ministre, pour réclamer une initiative fondée sur l'échange de territoires contre la paix, des négociations avec les Palestiniens et l'OLP, et la création d'un État palestinien.

Avant de se rendre en Israël, James Baker a quitté hier l'Arabie saoudite pour l'Égypte.

À Ryad, il a présenté aux ministres des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, d'Égypte, de Syrie, d'Oman, du Koweït, du Qatar, de Bahrein et des Émirats arabes unis des propositions sur un nouveau système de sécurité régionale, l'arrêt de la prolifération des armes de destruction massive, la coopération économique et le règlement du conflit israélo-arabe.

« Nous soutenons cette initiative », a déclaré le prince Saoud al Fayçal, chef de la diplomatie saoudienne, après deux heures d'entretiens avec le secrétaire d'État. James Baker a fait état d'une convergence de vues sur les trois premières questions mais laisse entendre que des divergences demeuraient sur la façon de promouvoir la paix entre les Arabes et Israël.

Le ministre syrien des Affaires étrangères a notamment déclaré que les pays arabes tenaient à la convocation d'une conférence de paix sous les auspices des Nations unies, idée rejetée par Israël.

James Baker avait effectué samedi une visite éclair au Koweït où il avait rencontré le prince héritier, Cheikh Saad al Abdoullah al Sabah,

qui est aussi premier ministre. Le prince avait déclaré que le Koweït ne se sentirait pas en sécurité tant que Saddam Hussein serait au pouvoir à Bagdad.

### ◆ Ryan

« J'interprète ce vote comme la confirmation par les militants de ce que le premier ministre a déclaré. J'ai voté pour qu'il soit clair que nous ne retournerons pas nous asseoir à 11, avec un Clyde Wells qui n'a pas honoré sa signature. »

Comme l'on s'attendait à ce que cet amendement soit battu, un complot de dernière minute avait été concocté par l'entourage du premier ministre et accepté par le président des jeunes libéraux, M. Michel Bissonnette. Il a été torpillé sur le plancher du congrès par le président de l'association de Vimont, M. Philippe Garceau, au demeurant coprésident du congrès et membre du comité Allaire, avant même que M. Ryan n'ait eu l'occasion d'en défendre le contenu.

Hier, M. Bourassa a tenté d'atténuer l'importance de ce coup de théâtre. Selon lui, M. Ryan est parti parce qu'il était déçu de la façon dont le débat s'était déroulé et non par l'adoption du rapport Allaire. Dans l'entourage du chef libéral on ne cessait de répéter combien M. Ryan était un grand démocrate.

La partie s'était jouée durement avant le débat, en coulisses, comme sur le plancher du congrès. Une trentaine de députés auraient d'ailleurs menacé de claquer la porte. Si M. Ryan était allé défendre son point de vue au micro, il était prévu d'envoyer l'influent ministre de la Santé, M. Marc-Yvan Côté, lui donner la réplique sans rémission.

Des tractations s'étaient déroulées tard la nuit précédente et jusqu'à quelques heures avant l'ouverture du débat. À midi, le député fédéraliste de Verdun, M. Henri-François Gauthier, courait encore d'une délégation à l'autre, les yeux bouffis par le manque de sommeil et un téléphone cellulaire à la main, dans l'espoir de sauver la mise.

In extremis, le président des jeunes libéraux, M. Michel Bissonnette, accepta de se rallier à une proposition modifiant l'amendement 5 de façon à remplacer les mots « avec le reste du Canada » par « conformément à la déclaration de M. Bourassa du 23 juin 1990 ».

Les députés dits souverainistes du parti refusèrent toutefois d'endosser ce « deal alambiqué ». Visiblement, ils n'étaient pas même disposés à donner aux fédéralistes l'occasion de sauver la face. L'appui de M. Bissonnette, dont la délégation « Jeunes » représentait le tiers des droits de vote, procura quand même au camp Ryan l'espoir d'une victoire très serrée.

Un délégué demanda et obtint que lecture soit faite de la déclaration de M. Bourassa, ce qui prolongea le suspense. M. Ryan demeurait toutefois optimiste jusqu'à ce que le président de l'association de Vimont conteste la recevabilité du sous-amendement. La salle lui a donné raison contre le président d'assemblée, M. Michel Bouliane.

L'amendement 5 fut aisément battu. À sa sortie, l'ancien chef libéral déplorait que le débat fut ainsi écourté. « Des voix très importantes voulaient se faire entendre », dit-il, admettant avoir fait tous les efforts « raisonnables » pour que ce compromis soit retenu.

Le sort du rapport Allaire en était jeté. Comme l'avait souhaité la veille

le chef du parti, il devait être adopté presque intégralement au terme d'un débat de neuf heures sans interruption. Les observateurs assistaient au triomphe de la stratégie des jeunes libéraux qui, sous la direction de Michel Bissonnette, 23 ans, ont mené le débat à leur guise.

Le président de la Commission Jeunesse, qui céda hier ses responsabilités à M. Mario Dumont, s'était assuré dans les semaines précédant les assises libérales du soutien formel d'au moins 14 associations de comités. Dans les faits, plus d'une trentaine de délégations s'étaient à l'avance rangées derrière lui. De sorte que près de trois députés sur cinq étaient acquis à la plupart des positions des jeunes et cherchaient des consignes d'un regard vers le grand et mince jeune militant, qui se tenait debout à l'arrière de la salle.

Des députés et des ministres venaient s'assurer auprès de lui que l'amendement qu'ils proposaient serait adopté ou que telle autre proposition serait battue. Humble, M. Bissonnette eut la victoire modeste. Au cours d'un bref entretien, il a insisté pour que le résultat du congrès ne soit pas analysé en termes de victoire ou de défaite. Les seuls gagnants sont les militants du parti, dit-il, qui ne souhaitent qu'une chose, que le rapport Allaire soit adopté dans son intégrité, afin qu'un message non équivoque soit envoyé au reste du pays.

### ◆ Bourassa

sisquoi, invitant le congrès à reporter sa décision après la publication d'études d'impacts sur le rapatriement des pouvoirs.

Dans un deuxième temps, samedi, l'assemblée a débattu l'amendement mis de l'avant par le ministre Ryan, visant à préciser que les négociations auraient lieu, non pas uniquement avec le gouvernement du Canada, mais également avec les gouvernements provinciaux. Suggestion qui fut massivement rejetée, sans que M. Ryan puisse intervenir. Déçu, il a quitté la salle des délibérations et n'est jamais revenu. À son instar, plusieurs ministres et députés fédéralistes, dont des anglophones, ont exprimé leur dépit. Ils avaient soutenu la force des souverainistes et avaient improvisé leurs stratégies.

Le départ de M. Ryan du plancher du congrès a créé un profond malaise. Les coups de téléphone du premier ministre n'ont pas réussi à le ramener. Dans son discours de clôture, non seulement M. Bourassa a senti le besoin d'une profession de foi dans le fédéralisme, mais il a longuement déploré l'incident, faisant valoir que les fédéralistes avaient obtenu leur part d'amendements significatifs : une clarification selon laquelle la Charte canadienne des droits continuera à s'appliquer au Québec ; une précision voulant que c'est seulement le Sénat dans sa forme actuelle qu'il est question d'abolir ; le retrait d'un amendement qui faisait du rapport Allaire, un projet de réforme non-négociable et final ; l'introduction de dispositions assurant la protection des droits de la minorité anglophone.

D'abord dans son discours aux militants, puis en conférence de presse, M. Bourassa est apparu visiblement préoccupé par l'escandale de Claude Ryan, à qui il a rendu hommage, lui témoignant son admiration et souhaitant qu'il demeure actif au sein du parti et du gouvernement.

Les tensions internes générées par la sortie de M. Ryan et ce débat autour du rapport Allaire auront pro-

curé les seuls moments forts de ce congrès. Ce fut par ailleurs pour les militants libéraux l'occasion de constater que leur chef affiche une splendide forme physique et qu'il a retrouvé le goût de ridiculiser les péquistes et de se moquer des journaliers. À l'entrée du Palais des congrès, des représentants de la FTQ, Construction et une centaine de maires de la région de Lanaudière ont manifesté durant ce week-end contre le gouvernement Bourassa.

Enfin, le congrès a élu de nouvelles figures au sein du comité exécutif du parti et a recueilli 5,5 millions \$ au cours de sa dernière campagne de financement.

## 11 mars

par la PC et l'AP

1990 : la Lituanie proclame le rétablissement de son indépendance.

1989 : La Haye : le sommet sur la protection de l'atmosphère se termine par l'appel de 24 pays en faveur de la création d'un organisme mondial de sauvegarde de l'environnement.

1987 : fin du conflit de travail au mont Grand-Fonds entre la CSN et l'homme d'affaires Raymond Malenfant.

1986 : la police intervient pour disperser 2000 Noirs rassemblés devant un tribunal dans l'est du pays : deux adolescents sont tués et 81 autres personnes, blessées.

1985 : Mikhaïl Gorbatchev, 55 ans, est élu secrétaire général du PC soviétique, succédant à Constantin Tchernenko, décédé; les forces vietnamiennes s'emparent de la base de la résistance cambodgienne à Tatum, à la frontière khmère-thaïlandaise.

1978 : des terroristes s'emparent de deux autobus sur la route de Tel-Aviv : 32 Israéliens sont tués et 76, blessés; neuf terroristes sont abattus et deux autres faits prisonniers; mort du chanteur français Claude François, alors âgé de 39 ans.

1977 : le gouvernement de Brasília dénonce un traité d'assistance militaire avec les États-Unis, à la suite d'un rapport du Département d'État faisant état de violations des droits de l'Homme au Brésil.

1976 : l'ancien président Nixon reconnaît avoir demandé à la CIA d'empêcher Salvador Allende d'accéder à la présidence de la République chilienne en 1970.

1975 : échec d'un coup d'état militaire au Portugal : deux avions de l'armée de l'air portugaise attaquent une caserne à Lisbonne.

1966 : second jour de désordres à Calcutta et dans les villes voisines : cinq émeutiers sont tués par la police.

1955 : mort de Sir Alexander Fleming, l'inventeur de la pénicilline.

1943 : la 8e armée britannique repousse de violentes contre-attaques allemandes en Tunisie.

1938 : Anschluss : l'armée allemande entre en Autriche.

1935 : la Banque du Canada entre en opération.

1917 : des forces britanniques occupent Bagdad.

1915 : entrée en vigueur d'un blocus britannique de l'Allemagne.

1911 : la France renonce au méridien de Paris pour s'aligner sur l'heure du méridien de Greenwich.

1908 : Sir Wilfrid Laurier fonde la Commission des champs de bataille nationaux, surtout en vue de prévenir le développement immobilier sur les Plaines d'Abraham.

1905 : inauguration officielle du métro parisien.

1879 : la ville de Guelph, en Ontario, est incorporée.

1818 : la romancière Mary Shelley publie « Frankenstein »; la pétition des boulangers de Saint-Jean pour interdire l'importation de biscuits des États-Unis est rejetée par le Conseil exécutif du Nouveau-Brunswick.

1810 : Napoléon épouse par procuration Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche.

1597 : l'archiduc autrichien Albert s'empare d'Amiens.

Ils sont nés un onze mars : le chef d'orchestre Lawrence Welk; l'ex-premier ministre britannique Harold Wilson; le magnat de la presse Rupert Murdoch.

## CAMPS D'ÉTÉ

CAMP DE JOUR DES

**CHAMPIONS**

GARÇONS ET FILLES 4-14

ANIMATION EN ANGLAIS, ANIMATEURS BILINGUES

SPORTS, BEAUX-ARTS, HOCKEY, GYMNASTIQUE, NATATION  
TERRAIN SPACIEUX DU COLLÈGE NOTRE-DAME, PRÈS DU MONT-ROYAL, OUTREMONT

9H À 16H LUN. AU VEN. - JUILLET ET AOÛT

739-3721 ACCUEIL ET SURVEILLANCE DE 8H À 18H. 739-3423

**CAMP Oolahwan du YWCA 866-9941**

- Camp bilingue — anglais par le jeu
- Activités aquatiques et plein air

Organisme sans but lucratif - exempté de la TPS

**ANGLOFUN**

Pour une immersion totale **1-297-3717**

**De nombreuses activités**

- Camp de vacances mixte 7 à 14 ans
- Accueil de groupe (autonomes)
- Équipe aventure mixte 14 à 16 ans
- Journées plein air (printemps)

(514) 834-6383 / 834-3125

**DE SUPERBES VACANCES EN MUSIQUE**

Pour filles et garçons de 8 à 17 ans  
Cours d'instruments, chant choral, musique d'ensemble et choix multiple d'activités en plein air.  
Pour informations : C.P. 147, Sillery, Québec (418) 624-1636

**TROIS SAUMONS ET MINOGAMI**

Séjours de 9 jours à 4 semaines  
pour garçons et filles de 5 à 17 ans

Pour informations: (418) 529-5323

Ou écrire à: 11 rue Crémazie Est Québec, Québec - G1R 1T1

**CAMP DE-LA-SALLE**

- LE CHOIX DES ACTIVITÉS PAR L'ENFANT.
- une grande variété d'activités offertes aux campeurs(SES)
- répartition des campeurs(SES) dans des chalets de 20, sous l'animation d'un(e) responsable de chalet.

C.P. 26  
Varennes  
J3X 1P9  
(514) 449-4826

## Les hauts fonctionnaires volent plus en 1ère classe que les cadres privés

OTTAWA (PC) — En comparaison avec les cadres supérieurs, les hauts fonctionnaires volent plus souvent en première classe, sont membres de plus de clubs et, à l'occasion, obtiennent des compensations pour perte d'emploi étonnantes.

Toutefois, les hauts fonctionnaires ne possèdent qu'un avantage minime — sinon aucun — sur leurs homologues du secteur privé au chapitre des avantages sociaux. Et, mis à part certaines exceptions, les petits profits gouvernementaux s'avèrent « moins généreux » que ceux dont bénéficient les cadres supérieurs de compagnies privées, avance-t-on dans des rapports pour 1989 du Bureau du Conseil privé.

Les rapports, réalisés par Louise Trépanier, alors conseillère, et par la firme William M. Mercer Ltd., ont été obtenus en vertu de la Loi sur

l'accès à l'information. Ils s'attardaient à 27 agences de la Couronne et comparaient les avantages sociaux et les indemnités des hauts fonctionnaires avec ceux des cadres supérieurs.

La Société canadienne des Postes, la Société pour l'expansion des exportations et la Banque fédérale de développement se sont avérées les organismes gouvernementaux les plus généreux, offrant des bénéfices et indemnités supérieurs à la moyenne. Les détails de ceux-ci ont toutefois été retardés à la source, le gouvernement, dans sa réponse, estimant de tels renseignements de nature personnelle et d'affaires.

Parmi les points touchant aux organisations gouvernementales dévoilés dans les rapports :

— plus de 50 % des hauts fonctionnaires ont volé en première classe,

contre une proportion de 25 à 30 % dans le cas des cadres supérieurs du privé ;

— les deux-tiers des organisations fédérales offraient un, deux ou trois abonnements à des clubs, la moitié des entreprises privées offrant le même privilège. Trente-sept pour cent des organismes fédéraux offraient trois abonnements différents.

À d'autres niveaux cependant, les hauts fonctionnaires souffrent de la comparaison avec les cadres supérieurs. Les avantages sociaux sur la santé et l'assurance-vie étaient comparables, mais la plupart des agences offraient de minces compensations pour perte d'emploi.

En outre, les hauts fonctionnaires n'avaient pas autant de vacances et se voyaient prêter des voitures de moindre qualité.



Défense nationale

National Defence

## AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DE FARNHAM (QUÉBEC)

Des exercices de tir aux armes portatives se poursuivront de jour et de nuit au Champ de tir de Farnham (Québec) jusqu'à nouvel ordre.

Ce champ de tir se trouve sur une propriété du MDN, située à l'intérieur du Camp militaire de Farnham, sur la rive gauche de la rivière Yamaska, à environ 2,8 km au nord-ouest de Farnham. Il est possible d'obtenir un plan détaillé du champ de tir en s'adressant au chef du Génie construction de la BFC Montréal.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

### MUNITIONS ET EXPLOSIFS EGARÉS

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.

PAR ORDRE

Sous-ministre

Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, CANADA  
17630-77

Canada



Défense nationale

National Defence

## AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DE SAINT-BRUNO

Jusqu'à avis contraire, il y aura des exercices de tir de jour et de nuit au champ de tir de Saint-Bruno. La zone de danger est circonscrite par les limites du camp de Saint-Bruno près de Saint-Basile-le-Grand (Québec), et s'étend dans la paroisse Sainte-Julie (cinquième concession) et la paroisse Saint-Bruno. Il est possible d'obtenir une description du champ de tir de Saint-Bruno en s'adressant au chef des opérations de la BFC Montréal.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

### MUNITIONS ET EXPLOSIFS EGARÉS

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.

PAR ORDRE

Sous-ministre

Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, CANADA  
17630-77

Canada

# LA VIE ECONOMIQUE

Montréal, lundi 11 mars 1991

## Cette semaine à la Bourse

### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

| Nom de la Compagnie         | date  | heure   | lieu        |
|-----------------------------|-------|---------|-------------|
| Canada Northwest Energy     | 11-03 | 10 h 00 | Calgary     |
| Conpak Seafoods             | 11-03 | 10 h 00 | St-John     |
| Teledyne Canada             | 11-03 | 11 h 00 | Toronto     |
| Matco Mart                  | 13-03 | 16 h 30 | Montréal    |
| CT Financial Services       | 15-03 | 11 h 00 | London, Ont |
| Desjardins Deragon Langlois | 15-03 | 10 h 00 | Montréal    |

### ÉCHÉANCE DE BONS DE SOUSCRIPTION

#### Canada Tungsten Mining

Symbole : CTM.WT

Valeurs : action ordinaire.

Base de souscription : 10 \$ par action.

Date d'échéance : le 25 mars 1991.

### ÉCHÉANCE DU PRIVILÈGE

#### D'ENCAISSEMENT PAR ANTICIPATION

##### Bramalea

Symbole : BCD.PR.B

Valeurs : actions privilégiées, Série B.

Prix à l'encaissement : 25 \$.

Date limite pour exercer votre privilège : le 18 mars 1991.

Date d'encaissement : le 30 mars 1991.

#### Société financière Alexis Nihon

Symbole : AXN.PR.A

Valeurs : actions privilégiées, 7.40 \$ série 1.

Prix à l'encaissement : 25 \$.

Date limite pour exercer votre privilège : le 15 mars 1991.

Date d'encaissement : le 15 avril 1991.

### OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

#### Informatrix 2000

Modalités : **Softkey Software Products** a l'intention de déposer une offre d'achat pour la totalité des actions de la société **Informatrix 2000**. **Softkey Software Products** offrira pour chaque action d'**Informatrix** : soit 2.55 \$ en espèces ou 0.925 actions ordinaire de **Softkey Software Products** ou 1 action privilégiée Série A de **Softkey Software Products**.

#### Consoltech Canada

La Bourse a été informée que la société **Coats Viyella Plc**, actionnaire majoritaire de **Consoltech Canada**, a avisé la société qu'un groupe d'investisseurs avait l'intention de faire une offre visant la totalité des actions ordinaires en circulation de la société au prix de 38 \$ l'action. L'offre devrait être transmise aux actionnaires au plus tard le 3 avril 1991.

### PROJET DE CONSOLIDATION

#### Exploration Essor

Valeurs : actions ordinaires.

Base de la consolidation proposée : 1 nouvelle action pour chaque 10 actions détenues.

Date de l'assemblée : le 19 avril 1991.

### PROJET DE RÉORGANISATION DU CAPITAL

#### Gaz Métropolitain

La Bourse a été avisée que la société a entrepris des démarches pour obtenir des autorités gouvernementales compétentes les autorisations préalables requises pour une réorganisation corporative visant à transformer la société en une société en commandite. La Bourse a aussi été avisée que la société a l'intention de racheter par anticipation les actions privilégiées à dividende cumulatif série 1965, ses actions privilégiées à dividende cumulatif série 1966 et ses actions privilégiées de second rang série C, en autant que toutes les autorisations requises pour réaliser la réorganisation soient obtenues.

### MODIFICATION DE LA RAISON SOCIALE

#### Red Lake Buffalo Resources

La société a modifié sa raison sociale pour **Madsen Gold**. Les actions de **Madsen Gold** se transigeront sous le symbole le MGF.

#### New Signet Resources

La société a modifié sa raison sociale pour **Chilleanire Resources**. Pour 5 anciennes actions, on pourra échanger 1 nouvelle action.

#### Allegheny Enterprises

La société a modifié sa raison sociale pour **Allegheny Mines**. Chaque action ordinaire d'**Allegheny Mines** a été échangée pour chaque action ordinaire d'**Allegheny Enterprises** détenue.

#### Portfield Industries

La société a modifié sa raison sociale pour **Canmine Resources**. Pour 10 actions de **Portfield**, on pourra échanger 1 action de **Canmine Resource**.

#### Hedley-Sterling Exploration

Chaque groupe de 4 actions de **Hedley-Sterling Exploration** sera échangé contre 1 action ordinaire de **Western Envlrotech**.

### À TITRE D'INFORMATION

#### Western Canadian Mining

Suite à l'acquisition de plus de 90 % des actions de **Western Canadian Mining** par la société **CBL Acquisition**, la direction de **CBL** a indiqué son intention de faire l'acquisition forcée des actions qui n'ont pas été déposées à l'offre d'achat.

#### C.E.L. INDUSTRIES

Chaque action ordinaire sera convertie en une action ordinaire et une action privilégiée de premier rang de **C.E.L. Industries**. Le prix de rachat de l'action privilégiée de premier rang a été établi à 0.445 \$ l'action.

#### T. G. Bright & Co

La Bourse a été informée que **Dakota Capital Corporation** a l'intention de déposer une offre pour acheter la totalité des actions catégorie A et catégorie B de **T. G. Bright & Co** au prix de 20 \$ l'action, payable à raison de 16 \$ en espèces et par l'émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de 8 %.

#### Denison Mines

La société **Denison Mines** a avisé les détenteurs de ses actions privilégiées 9 % à dividende cumulatif, série B qu'elle ne dispose pas de fonds suffisants et qu'elle ne prévoit pas être en mesure de procéder au rachat d'actions privilégiées le 15 mars 1991.

#### Corporation de gestion La Vérendrye

La **Corporation de gestion La Vérendrye** a déposé une offre en vue de privatiser la société par la réalisation d'une série de transaction qui résulterait en une offre d'achat au comptant de 1.60 \$ l'action de la société. Cette offre se termine le 25 mars 1991.

Les renseignements contenus aux présentes proviennent de sources que nous croyons dignes de foi mais nous ne pouvons garantir leur exactitude. Ce document, étant un bulletin d'information, pourrait être incomplet.

Ces renseignements sont fournis par **Tassé**

## Les entreprises canadiennes devraient participer à la reconstruction dans le Golfe — Kenneth Taylor

Jocelyne Richer

Collaboration spéciale

MIS À FEU et à sang, défigurés par 42 jours d'outrage Nintendo, l'Irak et le Koweït auront bien besoin de se refaire une beauté. Le Canada, et au premier chef le Québec, possède tout ce qu'il faut pour les aider à remodeler leur relief abîmé et ainsi retrouver rapidement une vie normale. Et peu importe, dit Kenneth Taylor, ex-ambassadeur canadien en Iran, que le Canada ait frayed avec l'ennemi américain. Les pays arabes ont besoin d'amis, et la rancœur est un luxe qu'ils ne pourront pas s'offrir, croit-il.

Cela ne veut pas dire pour autant que les chefs d'entreprises canadiens n'ont qu'à claquer des doigts pour que le monde arabe exécute, rien que pour eux, la danse des sept voiles. La compétition sera féroce, prévoit M. Taylor, qui était de passage récemment à Québec pour prononcer une conférence devant les membres de l'Association des MBA du Québec et les étudiants de la Faculté d'administration de l'Université Laval.

Mais s'ils veulent être de la partie, les gens d'affaires canadiens devront faire preuve d'assurance et, surtout, de patience, sinon autant oublier tout de suite le Moyen-Orient.

« Les Canadiens sont réfractaires à l'idée de profiter rapidement d'occasions qui se présentent sur la scène internationale, dit M. Taylor, en entrevue. Ils disent : 'Voyons voir ce que les autres vont faire'. Fréquemment, on voit la même chose chez certaines entreprises américaines. Elles se rendent là-bas et s'attendent à des résultats à court terme. Or, il faut être prêt à investir du temps et de l'argent. Et de la patience. C'est comme ça qu'on fait des affaires au Moyen-Orient, et ce le sera encore davantage désormais. »

Selon lui, les gens d'affaires canadiens ne savent pas à quel point leurs produits sont valables. « Les services canadiens disponibles à l'étranger passent beaucoup de temps à les encourager à envisager des occasions d'affaires », explique-t-il. Manque d'audace, de confiance en soi, se raient leur marque de commerce. Résultat, les compagnies canadiennes sont peu présentes dans la région.

Pourtant, fait-il remarquer, ce manque de confiance en soi n'est pas du tout justifié, le Canada possédant l'expertise « qui s'ajuste parfaite-



PHOTO CP

Kenneth Taylor

ment aux exigences de reconstruction du Koweït. (Je mentionne seulement le Koweït, car qui sait quand l'Irak sera reconstruit ?) Qu'il s'agisse des télécommunications, de la production d'énergie, du transport, de la construction domiciliaire, le Canada, et surtout le Québec pour ce qui a trait au transport et à l'électricité, a toute l'expertise recherchée ».

Reste à savoir si l'Irak dévastée et humiliée voudra de nous. Pour les entreprises canadiennes, il y a des affaires d'or à conclure, mais il y a un os : le Canada a joué un rôle très actif dans la coalition anti-Irak. Dans quelle mesure cette position délicate risque-t-elle de leur nuire ?

D'aucune façon, soutient ce diplomate de carrière. « Tout le monde a

toujours assumé que nous étions proches des Américains. On nous a accusé de cela depuis des décennies ! Il n'y a rien de neuf là. Les pays arabes cherchent à se faire des amis et peuvent difficilement se permettre de dire : 'Oh ! vous faisiez partie des 40 pays membres de la coalition, nous ne voulons rien savoir de vous !'. Ce n'est pas comme cela que les choses vont se passer. Les gens ont la mémoire courte ».

Il est d'avis que les gens d'affaires peuvent offrir leurs services la tête haute, leur pays n'ayant, après tout, « rien fait de mal ». Et il rappelle que le Canada est tout simplement demeuré conséquent avec ses engagements antérieurs et ses loyautés envers l'OTAN, l'ONU, les États-Unis. « S'il y a un nouveau gouvernement irakien, il pourrait ressentir de la rancœur envers le Canada. Mais, à part le Canada, quel autre grand pays industrialisé est capable de fournir à l'Irak tout ce dont ce pays a besoin ? »

M. Taylor défend en tout point l'attitude adoptée par le gouvernement canadien dans ce conflit. À ses yeux, le Canada n'a fait que son devoir, n'étant pas, rappelle-t-il aux pacifistes, un pays neutre. « Le Canada n'est pas la Suède, ni la Suisse. Vient un temps où il faut prendre ses responsabilités ».

Même si cela peut sembler un beau rêve, il ne croit pas, par ailleurs, que les gouvernements de la coalition vont adopter un plan Marshall pour financer et accélérer la reconstruction du Koweït et de l'Irak. D'où sortiraient ces nouveaux capitaux ? se demande-t-il, insistant sur le fait que « de nos jours, le capital est rare ».

Il n'est pas du tout persuadé, non plus, que la guerre du Golfe aura changé les habitudes de consommation d'énergie des Nord-américains. « Le gouvernement Bush vient d'adopter un programme d'économie d'énergie, dit-il. Mais je me demande si les Américains ont suffisamment de discipline pour s'y soumettre, et si le gouvernement aura le courage d'augmenter le prix de l'essence. J'en doute. Il y a eu un programme d'économie d'énergie sous le gouvernement Carter et il a été abandonné ».

Si une guerre n'a pas suffi à éveiller la population aux conséquences de la surconsommation d'énergie, on peut se demander ce que cela prend. « Je pense que la guerre aura alerté certaines personnes à la situation précaire qui est la nôtre, qu'elle aura été une sonnette d'alarme. Mais c'est dommage que cela aura pris une guerre pour amorcer un changement d'attitude ».

## RELAIS D'AFFAIRES ESTRIE

### AUBERGE DE JOUVENCE:

Pour vos réunions d'une ou de quelques journées, nous pouvons accueillir votre groupe de 4 à 130 personnes dans un décor enchanteur qui saura rendre votre réunion des plus productives. À partir de 60\$ p.pers. par jour, incluant l'hébergement, trois repas, pause-santé, salle de réunion, tableau de conférence. A quinze minutes de Magog, Route 220, Orford. Bonsecours JOE 1H0 — (514) 532-3134

## LAURENTIDES



Val-David ..... 819-322-2020  
Montréal ..... 514-866-8262  
Ext. de Mtl ..... 800-567-6635  
Toronto ..... 416-889-7531  
Fax ..... 819-322-6510

PRIX DE QUATRE DIAMANTS

### Endroit désigné pour joindre affaires et plaisir

À 1 heure de Montréal — 70 chambres — Classifié 5 fleurs de lys — Table d'Hôte — Prestigieuse cave à vin — Sports de saison — 6 salles de conf., équip. audio-visuel complet — FORAITS VACANCES DISPONIBLES — À proximité des grands centres de ski.

C.P. 190 VAL-DAVID (QC) CANADA J0T 2N0 AUTOROUTE DES LAURENTIDES (15 NORD) - SORTIE 76

## Auberge St-Denis

(514)227-4602  
(1-800-361-5724  
FAX: 227-8504



St-Sauveur des Monts  
661, rue St-Denis, Québec, J0R 1R4

NOUVEAU  
★★★★★  
44 chambres  
24 suites  
cuisine française

Forfait:  
"Réunion d'Affaires"  
\$150

/pers./jour  
(occupation  
simple,  
tout  
inclus)

## RELAIS & CHATEAUX

LA PLUS BELLE CHAÎNE DU MONDE  
378 HÔTELS ET RESTAURANTS DANS LE MONDE  
DONT 6 SEULEMENT AU QUÉBEC

ESTRIE / NORTH HATLEY

**AUBERGE HATLEY:** Plein air et gastronomie dans un décor d'autrefois. Un relais pour les gourmets-gourmands, classé 4 fourchettes. Le charme d'une vieille demeure bourgeoise perchée sur une colline dominant le lac Massawippi. 25 chambres dont certaines avec foyer. Ski de fond dès la porte de l'auberge, ski alpin à proximité. 10% de rabais sur les tarifs conférence jusqu'au 31 mai 1991.

(819) 842-2451

**HÔTEL L'EAU À LA BOUCHE:** Ste-Adèle, un bouquet pour fleurir vos vacances. Confort, calme, détente et tout le service auquel vous vous attendez. 26 chambres luxueuses. Salons aménagés pour réunions. Le restaurant vous servira une fine cuisine du marché. Classe 4 fourchettes et 5 fleurs de lys. Demandez pour nos forfaits. Tél. sans frais de Mtl: 1-800-363-2582 ou 229-2991.

MONTÉRÉGIE / SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

**HÔSTELLERIE LES TROIS TILLEULS:** À St-Marc-sur-Richelieu. Une hostellerie paisible et confortable, dans une demeure d'un autre âge, sur le bord de la rivière Richelieu et où le personnel n'a qu'un seul désir: satisfaire. Lauréat national «Mérite de la Restauration». 5 salles de réunions disponibles. Nous avons différents forfaits à vous proposer. 584-2231.

## BP CANADA INC.

Assemblée annuelle  
des actionnaires de 1991

### Avis de la date d'immatriculation

AVIS EST DONNÉ PAR LES PRÉSENTES que le Conseil d'administration de BP Canada Inc. a fixé le mercredi 20 mars 1991, à la fermeture des affaires, comme la date d'immatriculation servant à déterminer quels actionnaires ont droit d'être avisés de la tenue de l'assemblée annuelle des actionnaires de la société. Cette assemblée aura lieu à l'hôtel Four Seasons, salon Regency West, 21 Avenue Road, Toronto, Ontario à 11 heures (heure de Toronto) le mardi 30 avril 1991.

Par ordre du Conseil d'administration.

A.V. Comeau  
Secrétaire

Calgary, Alberta  
le 11 mars 1991



## FONDS DE CROISSANCE TALVEST INC.

### Avis de convocation

AVIS est par la présente donné que le conseil d'administration de Fonds de Croissance Talvest Inc. a fixé la date de clôture des registres de la société au 25 mars 1991. Les actionnaires inscrits à cette date recevront un avis de convocation à l'assemblée générale annuelle qui sera tenue le lundi 29 avril 1991 à 9h30 (heure de Montréal) au 1800, Place du Canada, Montréal (Québec).

Daté à Montréal (Québec),  
ce 11e jour de mars 1991.

LISE BOURASSA  
Secrétaire

## Résumé de l'état consolidé condensé de l'actif et du passif

(non vérifié)

| Au 31 janvier (en milliers de dollars) |                      |                     |
|----------------------------------------|----------------------|---------------------|
|                                        | 1991                 | 1990                |
| Liquidités                             | 801 183 \$           | 676 776 \$          |
| Valeurs mobilières                     | 1 233 015            | 427 781             |
| Prêts                                  | 8 073 177            | 4 761 768           |
| Autres                                 | 796 707 \$           | 259 543 \$          |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                | <b>10 904 082 \$</b> | <b>6 125 868 \$</b> |
| Dépôts                                 | 9 327 709 \$         | 5 415 093 \$        |
| Autres                                 | 941 180              | 348 438             |
| Dettes subordonnées                    | 69 837               | 51 029              |
| Capital et réserves                    | 565 356              | 311 308             |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>                 | <b>10 904 082 \$</b> | <b>6 125 868 \$</b> |

Remarque : Les chiffres pour le trimestre terminé le 31 janvier 1990 ne tiennent pas compte de notre acquisition de la Banque Lloyds du Canada, le 1<sup>er</sup> mai 1990.

## Banque Hongkong du Canada

J. R. H. Bond, président du conseil

J. H. Cleave, président et chef de la direction

110 succursales bancaires pour vous servir d'un océan à l'autre

# L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

## La guerre du Golfe n'a pas modifié le point de vue palestinien

NICOSIE (AFP) — La guerre du Golfe n'a pas fait apparaître, jusqu'à présent au moins, de bouleversements chez l'un des partenaires essentiels de la recherche d'une paix au Proche-Orient : les Palestiniens.

En dépit de la position pro-irakienne adoptée par l'OLP, il n'y a pas de contestation organisée des dirigeants palestiniens et, dès sa première tournée d'après-guerre, le secrétaire d'État James Baker ne peut pas rencontrer des Palestiniens sans un feu vert venu de la direction palestinienne à Tunis.

Ni dans les territoires occupés, ni en Jordanie, ni au Liban, où vivent les principales communautés palestiniennes, des mouvements organisés se sont manifestés pour demander des comptes à la direction de l'OLP.

Un conseiller du chef de l'OLP Yasser Arafat, Nabil Chaath, a affirmé que « le peuple palestinien est sorti de la crise du Golfe uni comme il ne l'a jamais été, et que l'on ne peut pas trouver une seule voix contre l'OLP ou sa direction légitime présidée par Yasser Arafat ».

La Direction unifiée de l'intifada, qui organise le soulèvement dans les territoires occupés, a décrété samedi une grève générale de soutien à l'OLP.

Cheikh Abdel Hamid al-Saeh, président du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), a déclaré à Amman que « tout le monde est derrière le Comité exécutif de l'OLP (CEOLP), présidé par Yasser Arafat ».

Au Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, de Nayef Hawatmeh), comme au Front populaire (FPLP, de Georges Habache), l'autorité et la représentativité exclusive de l'OLP est réaffirmée. Le FDLP et le FPLP sont, avec le Fatah dirigé par Arafat, les composantes essentielles de l'OLP.

La seule contestation publique est venue de Damas où Khaled Fahoum, président du Front de salut national palestinien (FSNP, coalition hostile à Arafat), a affirmé que le chef de l'OLP « ne représente pas tous les

Palestiniens ». Le FSNP ne paraît pas, dans l'état actuel des choses, en mesure de prétendre apporter une solution de remplacement à la direction de l'OLP.

Face à la relance diplomatique actuelle, la cohésion palestinienne se maintient : confirmation des décisions du CNP d'Alger en 1988 par lesquelles les Palestiniens s'étaient engagés sur la voie de la coexistence de deux États dans l'ancienne Palestine, l'un juif, l'autre arabe, et confirmation du rejet du plan israélien d'élections dans les territoires occupés notamment parce que ce projet ne prévoit ni l'autodétermination de la population, ni un retrait territorial israélien.

Les réactions palestiniennes aux déclarations du président George Bush qui a défini mercredi les grandes lignes d'une paix globale au Proche-Orient, ont témoigné de points de vue convergents sur l'essentiel : satisfaction que M. Bush reprenne le principe énoncé en septembre 1982 par Ronald Reagan : la paix en échange des territoires, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité.

Les déclarations de M. Bush sont critiquées de la part notamment des dirigeants de l'OLP, du FPLP et du FDLP parce qu'il est question des droits politiques des Palestiniens au lieu des droits nationaux, ce qui en conséquence exclut l'autodétermination, et le droit à un État indépendant.

À l'égard de la Jordanie et du rôle que le royaume pourrait jouer dans la solution du problème palestinien, des divergences sont perceptibles au sein de l'OLP. Alors que le FDLP et le FPLP refusent d'accorder un rôle à la Jordanie, certains dirigeants de l'OLP seraient enclins à réactiver l'accord jordanien-palestinien de 1985 qui prévoyait notamment la formation d'une délégation commune aux négociations de paix, et la constitution d'une confédération jordanopalestinienne. Ceci permettrait de contourner le refus de certaines parties, en particulier Israël, de dialoguer directement avec l'OLP.

## Washington et huit pays arabes s'entendent sur des accords de sécurité régionaux

RYAD (AFP) — Le secrétaire d'État américain James Baker et les huit pays arabes de la coalition anti-irakienne sont parvenus hier à un accord sur de nouveaux arrangements de sécurité régionaux, mais des divergences ont persisté sur la solution du conflit israélo-arabe.

M. Baker a rencontré pendant 90 minutes à Ryad les ministres des Affaires étrangères du groupe des huit : les pays du Conseil de coopération du golfe (Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar et Oman), ainsi que l'Égypte et la Syrie.

« Les discussions ont abouti à des progrès importants » sur quatre principaux sujets de l'initiative de paix américaine pour le Moyen-Orient, a déclaré à la presse M. Baker à l'issue de la réunion.

Il a expliqué qu'il y a eu « convergence de vues sur les questions de sécurité régionale », et que les discussions ont permis « un assez bon degré » d'accord sur les arrangements futurs concernant le contrôle des armes, la coopération économique et le conflit israélo-arabe.

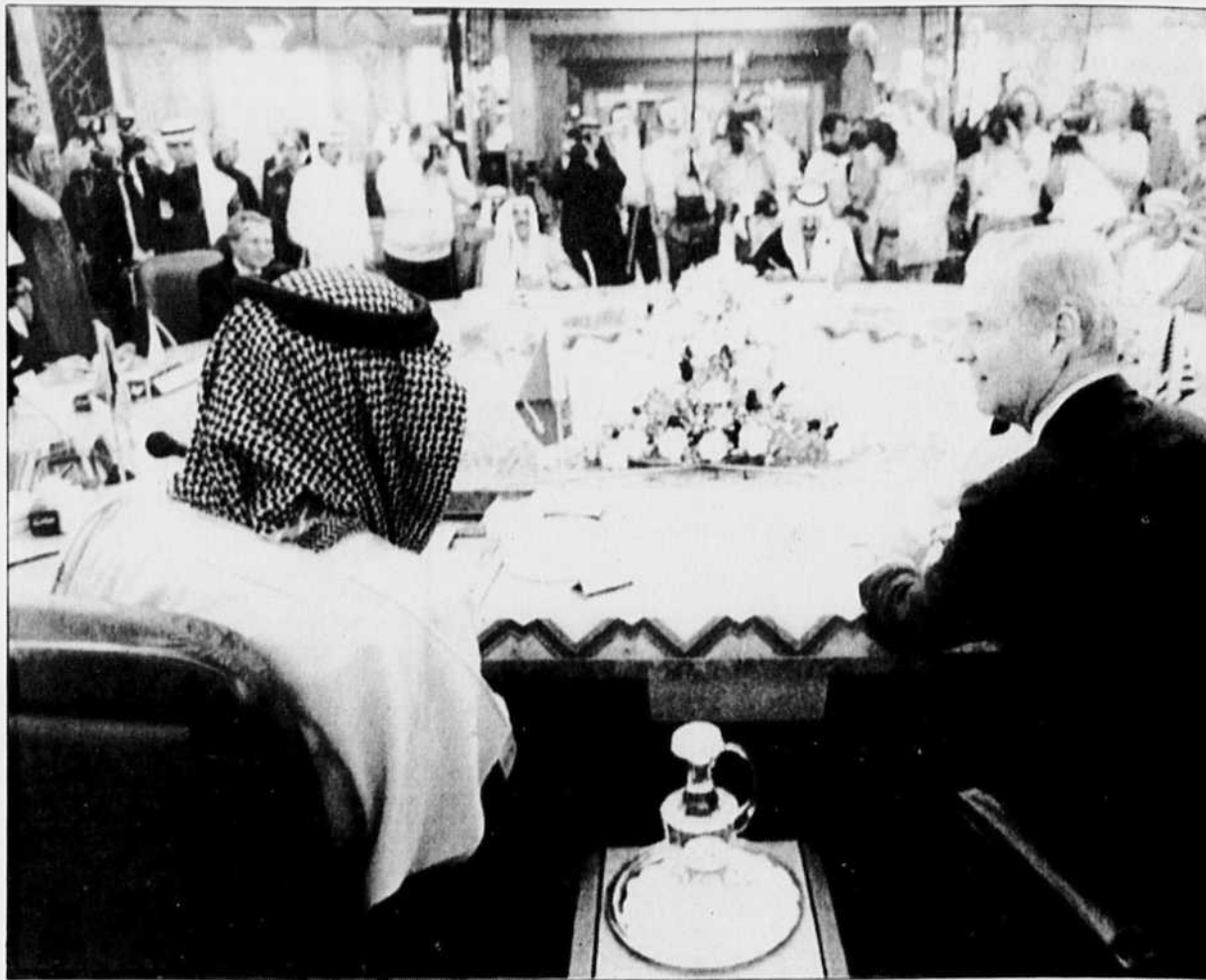
M. Baker a ajouté que les ministres du groupe des huit ont convenu de l'importance de s'attaquer de nouveau à la résolution du conflit israélo-arabe, à l'issue de la guerre du Golfe.

Selon des responsables américains à Ryad, l'un des principaux sujets de la réunion a été l'examen de la manière et du lieu où devront se déployer les forces américaines et la force arabe de maintien de la paix au Moyen-Orient dans les années à venir.

Le groupe des huit, qui s'était réuni les 6 et 7 mars à Damas, avait annoncé la constitution d'une force arabe dans le Golfe, dont les troupes syriennes et égyptiennes en Arabie saoudite formeront le noyau.

Un responsable américain, qui a requis l'anonymat, a indiqué que le nombre des troupes américaines au Moyen-Orient serait augmenté dans plusieurs régions-clés, mais a précisé que des accords sur ces déploiements seraient conclus d'une manière bilatérale.

Le chef de la diplomatie saou-



Le secrétaire d'État américain, James Baker, s'entretient avec le chef de la diplomatie saoudienne, Saoud al-Faycal, lors d'un sommet arabe qui s'est tenu hier à Ryad.

dienne, le prince Saoud al-Faycal, qui préside la réunion du groupe des huit avec M. Baker, a déclaré que les huit pays soutiennent la nouvelle initiative de paix américaine, et l'a qualifiée de « pas positif après la fin des opérations militaires ».

« Même les questions les plus difficiles peuvent être résolues avec de la détermination et une certaine vision », a-t-il dit.

Le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk al-Chareh, a pour sa part déclaré aux journalistes qu'en dépit de leur soutien aux grandes lignes de l'initiative américaine, les pays ara-

bes veulent qu'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient se tienne le plus tôt possible.

« Notre objectif est la tenue d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU, et il y a un consensus sur ce sujet » parmi le groupe des huit, a-t-il ajouté.

Les principaux responsables américains avaient clairement indiqué que Washington appuierait la tenue d'une telle conférence « au moment approprié ». M. Baker avait déclaré vendredi que sa tenue trop tôt serait inefficace pour les efforts visant à ramener la stabilité à la région.

Le secrétaire d'État, qui effectue une tournée de dix jours au Moyen-Orient et en URSS, avait indiqué que la diplomatie américaine dans la région allait être basée sur une nouvelle approche encourageant d'une part le dialogue entre Israël et chaque pays arabe séparément, et d'autre part entre l'État hébreu et les dirigeants palestiniens.

M. Baker et le groupe des huit ont suspendu leurs entretiens pour prendre part à un déjeuner de travail au ministère saoudien des Affaires étrangères.

## La vie quotidienne est totalement désorganisée à Bagdad

BAGDAD (Reuter) — Dix jours après l'arrêt des bombardements alliés sur Bagdad, la vie quotidienne dans la capitale irakienne reste totalement désorganisée.

La majeure partie de la ville est toujours privée d'électricité. Seul un mince filet d'eau coule des robinets.

Les denrées de base sont presque introuvables. Les ordures ne sont pas ramassées. L'essence, vendue au marché noir, atteint 100 fois le prix officiel.

Avec la conclusion du cessez-le-feu, le 28 février dernier, les Irakiens espéraient un retour rapide à la vie normale. Il n'en est rien.

L'allumage de quelques lampadai-

res dans un quartier de la capitale avait été accueilli comme un symbole de la reprise mais le responsable de la distribution d'électricité à Bagdad, Laith al Cheikhli, a brisé le charme.

« Les principaux centres de production d'électricité ont été endommagés et il nous faut un certain temps pour les réparer », a-t-il dit hier.

L'électricité sera partiellement rétablie dans quelques jours, mais cela restera insuffisant pour faire fonctionner l'air conditionné, les congélateurs ainsi que tous les appareils qui consomment beaucoup de courant, a-t-il précisé.

Un ingénieur avait auparavant déclaré à Reuter qu'il faudrait un an à l'Irak pour rétablir la distribution d'électricité.

L'approvisionnement en eau, mis à mal par les bombardements contre les stations de pompage, a été rétabli dans quelques quartiers de la capitale, mais la pression est insuffisante pour atteindre les réservoirs situés sur le toit des maisons.

Le Comité international de la Croix Rouge a fait parvenir à l'Irak du matériel d'épuration, afin d'éviter le déclenchement d'épidémies. D'autres équipements étaient en cours d'acheminement hier, via la Jordanie.

Les clients se pressent dans les boutiques d'alimentation de Bagdad, mais les denrées de base, rationnées à la suite de l'embargo décrété par les Nations unies à l'encontre de l'Irak, restent rares.

Dans l'espoir d'une levée rapide des sanctions économiques, le ministère du Commerce a augmenté de 25 % les allocations de sucre, de lait en poudre et de savon. Mais le riz, la farine, le thé et l'huile sont encore en quantité insuffisante.

La plupart des autres boutiques restent fermées car la préoccupation essentielle des gens est de trouver de quoi se nourrir.

Bien que le gouvernement ait interdit il y a un mois la vente d'essence aux particuliers, de nombreuses voitures continuent à circuler dans les rues de Bagdad. Le carburant se vend au marché noir à 10 dinars (32 \$) le litre, soit 100 fois le cours officiel.

Le gaz naturel est également très rare. Les Irakiens sont contraints de faire la cuisine sur des poêles fonctionnant au bois ou au kérosène.

Les transports en commun ne fonctionnent pas en raison de l'absence de gazole, ce qui a conduit le ministère de l'Éducation à différer jusqu'à nouvel ordre la réouverture des écoles, qui devait initialement intervenir samedi. Elles avaient fermé dès le début de la guerre il y a sept semaines.

L'exode des milliers de travailleurs égyptiens employés par la municipalité de Bagdad perturbe le ramassage des ordures et le nettoyage des rues. Certains Irakiens en sont réduits à brûler les déchets.

Les médias irakiens n'ont pas fait directement état de la rébellion qui a éclaté dans le nord et le sud de l'Irak.

Radio-Bagdad, qui a commencé samedi à diffuser des messages de soutien à Saddam Hussein de la part

de nombreux syndicats irakiens et arabes, évoque « une conspiration conduite par les États-Unis impérialistes et les sionistes ».

Selon la presse, plusieurs hauts responsables du Parti Baas et du gouvernement ont entamé des tournées dans des villes de province en vue d'accélérer le processus de rétablissement des services publics.

Le journal gouvernemental *al Joumhouriyah* a également publié des messages de soutien à Saddam Hussein envoyés par des Kurdes commandant des unités favorables au régime. « Nous resterons des soldats loyaux derrière le chef pour vaincre les agresseurs », dit l'un d'eux.

« L'Irak, comme par le passé, continue à être soumis à des conspirations qui refont surface chaque fois que notre peuple a une chance de retrouver son rôle majeur », écrit pour sa part l'organe de l'armée *al Kadisiyah*.

## Delors déplore l'absence de la CEE dans la crise du Golfe

PARIS (Reuter) — Jacques Delors, président de la Commission européenne, a déploré hier l'absence de la CEE dans la crise du Golfe et a estimé que cela devait inciter les Douze à construire l'union politique.

« La Communauté européenne en tant que telle n'a pas pu peser dans l'affaire du Golfe et n'a pas pu prendre ses responsabilités communes en matière de défense lorsqu'il s'est agi que les armes parlent », a déclaré Delors au Club de la Presse Europe 1-Libération.

« Il faut faire l'Europe politique », a-t-il ajouté.

Interrogé sur son silence pendant la crise du Golfe, il a répondu : « Mon silence, c'était le respect pour l'opinion, afin qu'elle ne croie pas que l'Europe était là où elle n'était pas ».

Selon lui, l'absence de la CEE dans l'affaire du Golfe est liée au « fait qu'ils (les Douze) n'avaient pas de politique étrangère commune ».

« Ils ne sont pas arrivés à se mettre d'accord (...) parce qu'il n'y avait pas de dispositions institutionnelles, les contraintes du traité qui les auraient obligés à dire oui ou

non », a-t-il ajouté.

Une conférence intergouvernementale des Douze doit préparer au cours de l'année un nouveau traité accroissant leur intégration politique.

« Il me semble que c'est faute d'institutions plus que faute d'un accord profond que la Communauté n'a pas pu se manifester. C'est pourquoi il faut rapidement créer des institutions qui permettront à l'Europe d'avoir une personnalité politique et de prendre toutes ses responsabilités ».

Reprenant son idée d'une défense européenne présentée la semaine dernière à Londres, il a estimé qu'il devait être « assez facile de constituer peu à peu une force multinationale » composée des forces de onze pays de la CEE (l'Irlande est neutre).

« Aujourd'hui, elle (l'Europe) doit choisir entre la marginalisation politique dans l'histoire ou son existence en prenant ses responsabilités », a dit Delors.

Interrogé sur le risque de voir les États-Unis tenter de se prévaloir de leur rôle militaire décisif dans la

guerre du Golfe pour peser sur les négociations commerciales du GATT, et notamment sur la question des subventions qui les opposent à la CEE, Delors a répondu :

« Je jugerai de l'avenir de l'Europe et de la validité des efforts à la façon dont les douze pays réagiront à cela. S'ils courbent la tête parce que ce sont les États-Unis, alors l'Europe ne se fera pas ».

« Si l'union politique, a-t-il dit, ne se fait pas et si nous ne sommes simplement qu'une vaste zone de libre-échange, l'Allemagne poursuivra tranquillement son expansionnisme économique, nous aurons de moins en moins notre mot à dire dans les affaires économiques et monétaires du monde, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne ou qu'il s'agisse de la France ».

Delors a enfin estimé que la crise du Golfe avait rééquilibré les rapports de force au sein de la CEE, au profit de la France et de la Grande-Bretagne qui ont fourni le plus gros effort militaire occidental de la coalition anti-irakienne après les États-Unis.

## Perez de Cuellar redoute une pax americana

PARIS (AFP) — Le secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar a estimé hier soir qu'une paix américaine au Proche-Orient serait « inacceptable », tout en soulignant qu'il ne croyait pas que le président américain George Bush ait une telle idée de paix « en tête ».

Comme on lui demandait s'il accepterait une *pax americana*, dans la région, M. Perez de Cuellar, interrogé depuis la salle du Conseil de sé-

curité à New York lors de l'émission 7 sur 7 sur la chaîne de télévision française TF1, a répondu : « Une paix américaine ça me plaît un peu moins ».

« Si nous parlons de paix américaine ça veut dire un peu dans la tête des gens que c'est une paix imposée. Je suis persuadé que le président des États-Unis n'a pas en tête une paix américaine, ce serait quelque chose d'inacceptable, un retour à la *pax ro-*

*mana*, qui était bien sûr une sorte de dictature internationale », a-t-il dit.

Tout en se défendant de vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Irak, il a déclaré « s'inquiéter de la possibilité d'une sorte de guerre civile et d'une répression sanglante » en Irak. Dans le même temps il a fait valoir que l'on ne pourrait reconstruire ce pays en « le laissant totalement isolé et sans ressources ».

LE PLAISIR des livres

Le rendez-vous des amoureux du livre

TOUS LES SAMEDIS DANS LE DEVOIR

Pour de plus amples informations sur les tarifs publicitaires et pour les réservations, contactez Jacqueline Avril au: (514) 842-9645

# L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

## LE MONDE EN BREF

### Élections

**SAN SALVADOR** — Des élections législatives et municipales se déroulaient hier au Salvador. Quelque 2 150 000 Salvadoriens sont inscrits sur les listes. Les électeurs doivent élire 84 parlementaires, 262 conseillers municipaux et les 20 représentants du pays devant le futur Parlement Centraméricain. Environ 160 observateurs de l'Organisation des États américains (OEA) étaient présents en de nombreux points du territoire pour vérifier la régularité du scrutin. Le président des États-Unis George Bush, de son côté, a envoyé sur place un groupe d'observateurs désignés par lui et chargés de lui remettre un rapport sur l'élection. Le Salvador, qui compte 5 millions d'habitants, est le plus petit pays de l'isthme centraméricain. La situation économique y est préoccupante avec un taux d'inflation de 24 % en 1990, selon les chiffres officiels, et un taux de chômage et de sous-emploi qui atteint 30 % de la population active.

### Polémique

**BONN (Reuter)** — Le chef de l'État allemand Richard von Weizsäcker est intervenu dans la bataille pour la capitale de l'Allemagne unie en se prononçant hier en faveur de Berlin contre Bonn. Le président a souligné que Berlin se trouvait au centre de l'Europe et que cette décision encouragerait l'intégration de l'Europe de l'Est, débarrassée du communisme, dans l'Occident. Berlin, capitale du Reich nazi jusqu'à la défaite de 1945, est redevenue dans les textes capitale de l'Allemagne unie depuis octobre dernier. Mais un vote doit intervenir avant la fin de la session parlementaire pour concrétiser ce transfert. Les chefs de groupes parlementaires du Bundestag entameront jeudi des discussions sur cette question. Le débat était occulté depuis six mois par la crise du Golfe, les problèmes économiques de l'ex-RDA et les élections de décembre. La prise de position du président von Weizsäcker a provoqué la colère des partisans de Bonn, qui ont accusé le chef de l'État de sortir de son devoir de réserve. Pour eux, Bonn doit rester capitale de l'Allemagne unie car elle symbolise la démocratie de l'après-guerre.

### Manifestation

**BUCAREST (AFP)** — Plusieurs dizaines de milliers de Roumains ont manifesté contre le gouvernement hier à Timisoara à l'occasion du premier anniversaire de la proclamation de Timisoara, qui s'était donné comme objectif « d'éliminer le communisme et toute forme de totalitarisme » en Roumanie, a-t-on appris de sources locales interrogées par téléphone. Le 11 mars 1990, 15 000 personnes avaient manifesté contre le président Ion Iliescu, alors président provisoire et avaient adopté ce texte. Le 28 avril, l'opposition roumaine s'était groupée dans l'alliance de Timisoara et les plus importants partis d'opposition avaient adhéré à cette alliance. L'un des articles de la proclamation exigeait que les anciens dirigeants du Parti communiste roumain ne puissent se présenter aux élections. Cette demande avait été une des principales revendications des manifestants qui avaient occupé durant près de 50 jours la place de l'Université, dans le centre de Bucarest avant d'être évacués par la force le 13 juin dernier. Hier à Timisoara, ville symbole de la révolution roumaine, les protagonistes de cette proclamation avaient appelé à un rassemblement « contre le régime néo-communiste qui a confisqué la révolution de décembre ». Les manifestants, au nombre de 20 000 selon les organisateurs, ont scandé à plusieurs reprises « À bas Iliescu », « À bas le gouvernement communiste » tout en criant « le Roi Michel », l'ex-roi de Roumanie refoulé par les autorités roumaines en décembre dernier.

### Retour du Golfe

**LONDRES (Reuter)** — Plus de 500 soldats hommes et femmes, dont deux anciens prisonniers de guerre, ont regagné la Grande-Bretagne hier en provenance du Golfe. Ce sont les premiers militaires du pays à rentrer chez eux depuis la fin des hostilités. « C'est ce qui m'a maintenu en vie en Irak », a dit le pilote de Tornado David Waddington, 25 ans, en retrouvant sa compagne à la base aérienne de Marham, dans l'est de l'Angleterre. David Waddington et son copilote Robbie Stewart, abattus au-dessus de l'Irak aux premiers jours de la guerre, avaient été faits prisonniers. Cinq autres aviateurs de la Royal Air Force libérés par Bagdad ont été ramenés à leurs bases d'Allemagne. Quelque 300 médecins, réservistes pour la plupart, ont été accueillis par des centaines de parents exultant de joie à la base de Brize Norton, dans le sud de l'Angleterre. Ils appartenaient à une escadrille auxiliaire chargée de transférer les victimes du front vers les hôpitaux de campagne. Les unités combattantes de la Grande-Bretagne devraient entamer leur retrait du Golfe au cours des prochains jours.

## 300 000 Soviétiques exigent le départ de Gorbatchev

d'après Reuter et AFP

**MOSCOU** — Au moins 300 000 partisans de Boris Eltsine se sont rassemblés hier devant les murs du Kremlin, à Moscou, pour apporter leur soutien au président réformateur de la Fédération de Russie et réclamer le départ de Mikhaïl Gorbatchev.

Aux cris de « Gorbatchev dehors ! », des manifestants brandissaient des banderoles qui proclamaient « Eltsine est notre espoir », « Oui à l'union sans Gorbatchev » et dénonçaient le référendum sur l'Union, prévu le 17 mars prochain. La foule portait également des drapeaux de l'ancienne Russie impériale, rouge-blanc-bleu et comprenait des délégations venues des républiques baïles et d'Ukraine.

Sous un soleil printanier, les manifestants ont convergé dans le calme jusqu'à la place du Manège dans une atmosphère de kermesse, sur des airs de chansons populaires russes. La foule, rassemblée devant l'hôtel Moscou où était installée la tribune, a ensuite pu écouter des dirigeants radicaux comme le maire

de Moscou Gavrill Popov et l'historien-député Iouri Afanassiev. M. Eltsine était absent pour des raisons de sécurité, selon M. Afanassiev.

Dans un discours, Gavrill Popov a violemment critiqué le référendum. Le programme du Parti communiste est « la restauration — la restauration d'une économie planifiée et (...) d'un pays dirigé par les diktats du pouvoir central », a-t-il dit.

« On nous demande : Faites-vous oui ou non confiance au pouvoir en place ? », a-t-il demandé à la foule qui a répondu par un non retentissant.

D'autres manifestations de soutien à Boris Eltsine ont également eu lieu dans d'autres villes. Selon des journalistes, 70 000 manifestants ont défilé à Leningrad. À Kiev, capitale de l'Ukraine, 7000 personnes ont manifesté pour protester contre le référendum et soutenir les mineurs en grève du Donbass.

Samedi, le dirigeant réformateur a « déclaré la guerre » à Mikhaïl Gorbatchev et a annoncé que la Russie n'était pas prête à ratifier le projet

de traité sur le renforcement des liens entre Moscou et les républiques, qui fera l'objet du référendum du 17 mars.

« Déclarons la guerre aux dirigeants de ce pays qui nous ont conduits dans cette mauvaise passe. Le moment est venu, sur la base d'un mouvement démocratique (...), de créer un parti puissant et organisé », a-t-il dit.

MM. Popov et Eltsine, qui ont rendu leur carte du Parti communiste l'été dernier, se sont jusqu'à présent abstenus d'adhérer à un parti quelconque ou de créer une nouvelle formation politique.

« Ce sera un parti fort de plusieurs millions de militants, représenté dans toutes les entreprises, les districts, les régions, les villes », a poursuivi M. Popov. De cette manière, « les attaques du Parti communiste contre la démocratie, contre notre avenir seront contrées, et il (le Parti démocratique) assurera les changements qui nous sont indispensables ».

Pour Mikhaïl Gorbatchev, la rati-

fication du traité de l'Union permettrait d'atténuer les tensions ethniques. Mais six des 15 républiques soviétiques ont déjà annoncé qu'elles ne participeraient pas au vote du 17 mars.

Sous les murs du Kremlin, les orateurs se sont succédé pour accuser Mikhaïl Gorbatchev de chercher à garder et affermir son pouvoir par une manœuvre politique.

D'autres dirigeants, comme M. Afanassiev au nom du mouvement Russie démocratique, ou M. Nikolai Travkine, président du Parti démocratique de Russie, ont appelé à voter non à la question concernant la nouvelle fédération proposée par M. Gorbatchev. En revanche, tous les orateurs ont appelé à voter pour l'élection au suffrage universel direct du président de la fédération de Russie, question qui est également posée aux électeurs en Russie.

L'absence de M. Eltsine avait été annoncée dès samedi. « Nous avons besoin de lui vivant et en bonne santé », avait expliqué M. Afanassiev lors d'une réunion électorale à la

Maison des cinéastes.

Une partie du discours de M. Eltsine, enregistré lors de ce meeting et dans lequel le dirigeant russe avait appelé à « déclarer la guerre à la direction du pays », a d'ailleurs été diffusée par haut-parleurs au cours du rassemblement d'hier.

D'autres ont réclamé des fonds pour soutenir les mineurs en grève d'Ukraine et de Sibérie. Ils ont également appelé Boris Eltsine à fédérer les divers mouvements d'opposition réformateurs au sein d'un seul parti radical.

La manifestation d'hier est la dernière en date des démonstrations de force des partisans de Boris Eltsine.

Le dirigeant réformateur mobilise ainsi ses troupes pour faire face aux conservateurs qui l'accusent de jeter de l'huile sur le feu et d'aggraver la situation déjà difficile du pays.

Lors d'une séance extraordinaire du Parlement de Russie, le 28 mars prochain, le président de la Fédération devra faire face à un vote de censure appuyé par les communistes.

## Les chars se retirent de Belgrade

**BELGRADE (Reuter)** — L'armée yougoslave a retiré hier les chars déployés la veille dans le centre de Belgrade pour rétablir le calme après de violents affrontements entre policiers et manifestants anticommunistes.

Samedi, la police avait chargé à l'aide de canons à eau, de grenades lacrymogènes et de balles en plastique une foule de 70 000 personnes qui a riposté en jetant des pavés et a incendié des bus et des tramways.

Les chars de l'armée ont été déployés devant le parlement fédéral et d'autres bâtiments stratégiques en début de soirée.

La police yougoslave a arrêté samedi le dirigeant du MRS, Vuk Draskovic, et l'un de ses conseillers, pour avoir organisé la manifestation malgré l'interdiction des autorités.

Dix-neuf parlementaires serbes de l'opposition ont entamé une grève de la faim pour protester contre ces interpellations.

Les républiques de Croatie et de Slovaquie ont condamné l'intervention de l'armée. Les représentants des deux républiques au sein de la présidence collégiale de la fédération yougoslave, qui compte huit membres, ont dit avoir voté contre la décision de faire donner la troupe.

« Les manifestations ont atteint de fortes proportions, mais malgré cela je pense que l'intervention de l'armée n'était pas nécessaire », a déclaré Stipe Mesic, vice-président yougoslave et représentant croate à la présidence collégiale.

Beaucoup d'habitants de Belgrade se sont déclarés choqués par l'intervention de l'armée.

« Je me sens humiliée », a dit une jeune femme après avoir présenté ses papiers à la police sur l'avenue Terazje. « J'ai l'impression d'être en Amérique latine, pas à Belgrade. »



Des centaines d'Albanais bien contents ont accepté hier de retourner en Albanie après quelques jours passés à Brindisi, en Italie.

## Des réfugiés albanais en Italie rentrent chez eux

**BRINDISI (Reuter)** — Plusieurs centaines de réfugiés albanais, révoltés par l'accueil leur a réservé l'Italie, ont quitté hier le port de Brindisi pour rentrer chez eux, alors que la plupart de leurs compatriotes étaient évacués vers des camps d'hébergement.

Le Tirana, un cargo de 5787 tonnes arrivé jeudi dernier avec 5000 candidats à l'immigration, a appareillé sous les vivats des passagers qui scandaient « Vive l'Albanie ».

« Nous estimons qu'il y a entre 1500 et 2000 réfugiés à bord et ils ont reçu la permission de repartir pour l'Albanie », a déclaré le chef adjoint de la police de Brindisi, Giuseppe Perrone.

Les autorités de Brindisi, confrontées à l'arrivée massive de près de 20 000 réfugiés, avaient placé le Tirana sous séquestre car elles jugeaient qu'il n'était pas en état de prendre la mer. Mais elles sont revenues hier sur leur décision sous la pression des réfugiés.

Vivant depuis leur arrivée dans

des conditions très dures, sur les quais ou dans des écoles réquisitionnées, les déçus de l'immigration ont manifesté bruyamment leur colère hier en insultant policiers et journalistes. Après une première tentative manquée pour quitter le port, ils ont menacé d'avoir recours à la force si on les empêchait de rentrer chez eux.

L'Italie a reçu du gouvernement albanais l'assurance que les réfugiés ne seraient pas poursuivis à leur retour et que le navire ne serait plus utilisé par des candidats à l'exil.

Le Tirana sera escorté par deux navires italiens jusqu'à sa sortie des eaux territoriales italiennes, a précisé le ministère de la Protection civile.

Les réfugiés albanais restés en Italie ont pu être répartis hier dans des camps d'hébergement aménagés à la hâte par les autorités italiennes.

La Communauté européenne a annoncé l'octroi d'un million d'euros (1,3 million \$) pour venir en aide aux réfugiés albanais.

Le premier ministre italien Giulio

Andreotti, accusé par les autorités locales de n'être pas intervenu à temps, a confirmé que seuls les réfugiés politiques seraient autorisés à rester en Italie.

« On ne peut ignorer la difficile situation des Albanais a-t-il dit au micro de la radio italienne, mais on ne peut créer un précédent en laissant croire qu'ils peuvent trouver ici le gîte et le travail sous peine d'être confrontés à un afflux massif, non seulement d'Albanie mais également d'autres pays. »

Le vice-premier ministre Claudio Martelli rencontrera sans doute aujourd'hui le ministre albanais des Affaires étrangères pour discuter du problème des réfugiés, soit à Tirana, soit à Rome, a-t-on précisé de source autorisée à Rome.

Pour tenter de freiner l'exode massif de la population, les autorités communistes albanaises ont déclaré le port de Dërres zone militaire et ont interdit tout rassemblement anormal dans deux autres ports et dans la capitale Tirana.

## Papandréou est jugé pour corruption

**ATHÈNES (Reuter)** — Le plus grand procès du siècle pour corruption en Grèce s'ouvre aujourd'hui.

Principal accusé : l'ancien premier ministre socialiste Andréas Papandréou, à qui il est reproché d'avoir accepté des milliers de dollars de pots-de-vin.

Andréas Papandréou, 72 ans, et trois ministres de son ancien gouvernement, comparaitront devant un tribunal spécial mis sur pied par le Parlement en septembre 1989.

Ils seront jugés pour une série d'accusations liées à un scandale politico-financier portant sur 200 millions \$, qui a éclaté en 1988. Ils sont notamment accusés d'avoir reçu pots-de-vin et argent volé, et de s'être rendus coupables d'abus de confiance dans l'exercice de leurs fonctions.

Andréas Papandréou est aussi accusé d'être l'instigateur d'un plan pour empocher des millions de dollars d'intérêts sur des comptes publics.

L'ancien premier ministre, qui est encore à la tête du Mouvement socialiste panhellénique, le PASOK, et jouit de la loyauté indéfectible de 40 % de l'électorat, est passible de la prison à perpétuité.

Il était devenu le premier chef de gouvernement socialiste grec après une victoire électorale écrasante en 1981. Orateur populiste, bon vivant, divorcé d'une femme d'origine américaine et remarié à une hôtesses de

l'air beaucoup plus jeune que lui, il a dirigé le pays pendant huit ans.

Mais le scandale de la Banque de Crète, en 1988, a englouti son gouvernement. Des ministres ont été démis ou ont dû renoncer à leurs fonctions à cause de cette affaire qui a paralysé son cabinet pendant sa dernière année de pouvoir et provoqué une défaite électorale cinglante des socialistes en juin 1989.

Outre aussi jugés l'ancien ministre de l'Ordre public, Georges Petros, l'ancien ministre des Finances Dimitris Tsoulas, et l'ancien vice-premier ministre et ministre de la Justice, Agamemnon Koutsoyorgas.

Avec Andréas Papandréou du PASOK est accusé d'avoir accepté un pot-de-vin de deux millions de dollars pour avoir rédigé et fait adopter une loi mettant la Banque de Crète à l'abri des investigations de l'État.

Le président de la banque, Georges Koskotas, a porté les accusations les plus graves. Il a dit avoir été contraint de donner plus de 700 000 \$ détournés à Andréas Papandréou.

La plus grande partie de cet argent, a-t-il raconté, avait été empaquetée dans des boîtes de couches et envoyée à Andréas Papandréou par l'intermédiaire d'un homme de confiance de l'ancien premier ministre.

Georges Koskotas, 36 ans, qui a effectué sa ascension fulgurante de simple employé de banque à magnat de la presse et de la finance pendant

les années de pouvoir socialiste, est en prison aux États-Unis. La Grèce a demandé son extradition.

Ses avocats ont déclaré qu'il pourrait revenir en Grèce volontairement comme témoin vedette du procès. Son témoignage donnerait plus de poids encore au dossier de l'accusation. Il semble qu'un marché soit actuellement négocié.

L'accusation fera appel à 86 témoins, dont le gouverneur de la Banque de Grèce, Dimitris Halikias, lors de ce procès qui aura lieu à la Cour suprême d'Athènes, sous les projecteurs de la télévision.

Andréas Papandréou a récusé comme une « farce », la cour de 13 juges désignée par le Parlement sous l'égide d'un gouvernement de coalition conservateur-communiste qui a duré quatre mois.

L'ancien premier ministre a déclaré que ce procès, sous la houlette du président de la Cour suprême, Vassilis Kokkinos, était « une parodie de justice » montée par ses ennemis politiques pour le détruire. Il a annoncé qu'il boycotterait le procès.

Les autres accusés seront présents au tribunal, mais Andréas Papandréou sera jugé par contumace. Il a même refusé de demander à un avocat de le représenter.

L'ancien premier ministre est par ailleurs accusé d'avoir ordonné des écoutes illégales pendant qu'il était au pouvoir. Cela doit donner lieu à un autre procès.

Revenu Canada  
Impôt

Revenu Canada  
Taxation

## Besoin de tuyaux pour votre impôt? Téléphonez-nous!

Si vous avez besoin d'aide pour remplir votre déclaration de revenus de 1990, Revenu Canada, Impôt offre un **service téléphonique qui opère à des heures prolongées**. Il vous suffit de téléphoner et d'avoir sous la main vos dossiers et votre guide d'impôt aux fins de consultation. Pour les questions d'ordre général, vous pouvez utiliser le **S.E.R.T.**, notre système de réponse vocale automatisé.

**HEURES PROLONGÉES DU SERVICE TÉLÉPHONIQUE**  
Jusqu'au 30 avril 1991  
Du lundi au jeudi de 17 h à 20 h

**APPELS LOCAUX 283-5300**  
**APPELS INTERURBAINS 1-800-363-0610**

**S.E.R.T. (TÉL-IMPÔT)**  
Ce système électronique de renseignements par téléphone est accessible sept jours par semaine, 24 heures par jour jusqu'au 30 avril. Vous pouvez utiliser ce service si vous avez un téléphone à clavier et le service "Touch Tone"™.

**APPELS LOCAUX 283-4714**  
**APPELS INTERURBAINS 1-800-361-8761**

## L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

## Kadhafi lance un appel à l'unité arabe

RABAT (Reuter) — Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a ouvert hier le premier sommet maghrébin depuis la fin de la guerre du Golfe en lançant un appel à l'unité des Arabes et à la réactivation des traités interrabyens.

Les cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie devaient se réunir en janvier. Mais la réunion avait été reportée en raison de la crise du Golfe.

Les dirigeants maghrébins devaient réitérer leur soutien à l'OLP, qui a soutenu l'Irak dans la crise du Golfe.

Parmi les membres de l'UMA, seul le Maroc s'était joint à la coalition anti-irakienne dirigée par les États-Unis.

Le chef de l'État libyen, qui préside le sommet à Ras Lanouf, dans son pays, a estimé que les membres de l'UMA devaient redoubler d'efforts en vue de restaurer l'unité arabe.

« Nous devons oeuvrer ensemble pour que la prochaine réunion de la Ligue arabe, qui doit se tenir à la fin de ce mois, consacre l'unité arabe et réactive les accords et traités interrabyens existants », a-t-il dit dans un discours télévisé retransmis en direct au Maroc.

Kadhafi, qui a abordé la question palestinienne en exigeant l'application de la légalité internationale, a toutefois rejeté la résolution 242 des Nations unies.

« La résolution 242 des Nations unies est rejetée car elle ne reconnaît pas le droit à l'existence des Palestiniens et ne les considère d'ailleurs que comme de simples réfugiés », a-t-il dit.

Le président libyen a estimé que cette question devait être abordée en profondeur par le Conseil de sécurité et non par l'Assemblée générale des Nations unies.

« Il faut se pencher sur le fond du problème palestinien (...) et nous voulons l'arbitrage du Conseil de sécurité », a-t-il ajouté. Il a noté que le

Conseil était la seule instance disposant d'un véritable pouvoir pour faire appliquer la légalité internationale, comme c'était le cas pour le Koweït.

Le sommet de Ras Lanouf, sur le Golfe de Syrte, à 600 km à l'est de Tripoli, se tient en l'absence du roi Hassan II du Maroc, qui s'est fait représenter par son ministre des Affaires étrangères, Abdellatif Filali.

Son ordre du jour n'a pas été rendu public et Tripoli s'est opposé à l'envoi d'un correspondant par Reuter pour en assurer la couverture.

De source diplomatique, on souligne qu'outre le soutien à l'OLP de Yasser Arafat, le sommet devrait adopter des conventions tarifaires et commerciales au sein de l'UMA, créée en 1989.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UMA ont affirmé leur volonté de faire du règlement de la solution palestinienne leur priorité diplomatique et de soutenir l'OLP.

« Toute tentative visant à contourner l'OLP, représentant légitime du peuple palestinien, ne pourrait que compliquer les choses », a déclaré le secrétaire libyen aux Affaires étrangères, Ibrahim Bichari, à l'issue de la rencontre.

Par ailleurs, l'OLP s'achemine vers une rencontre entre des Palestiniens des territoires occupés et le secrétaire d'État américain James Baker lors de sa visite aujourd'hui en Israël, a-t-on appris hier après-midi de source palestinienne informée à Tunis.

La centrale palestinienne n'a cependant pas encore pris de décision officielle à ce sujet et n'a pas encore annoncé officiellement sa position, a-t-on affirmé de même source.

En début de matinée, M. Yasser Abed Rabbo, membre du Comité exécutif de l'OLP, avait indiqué à Amman que la centrale palestinienne avait donné son feu vert à des personnalités palestiniennes des territoires occupés pour une telle rencontre.

## L'opposition irakienne exclut toute négociation avec Saddam

NICOSIE (Reuter) — Des dirigeants de l'opposition irakienne réunis à Beyrouth ont exclu hier toute négociation avec le président Saddam Hussein et ont affirmé leur volonté de le juger pour crimes de guerre et trahison.

Plus de 250 opposants irakiens entament aujourd'hui dans la capitale libanaise une conférence de trois jours pour examiner les moyens d'intensifier l'insurrection qui a éclaté après la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

Autre conséquence de cette défaite : le secrétaire d'État James Baker a poursuivi ce week-end les efforts entrepris par Washington pour instaurer un nouvel ordre au Proche-Orient.

Les ministres des Affaires étrangères de huit pays arabes, alliés des États-Unis pendant la guerre du Golfe, ont ainsi approuvé les objectifs d'une initiative de paix en quatre points présentée par James Baker à Ryad. Mais des divergences demeurent sur la façon de régler le conflit israélo-arabe.

« L'opposition ne s'assoiera jamais à la même table que Saddam Hussein », a déclaré hier à Beyrouth Mouwafak Roubai, porte-parole du

Comité d'action nationale irakien (INJAC), coalition de 17 groupes d'opposition fondée en décembre.

« C'est un criminel et nous ne partagerons jamais le pouvoir avec lui (...) Au minimum, nous réclamons qu'il soit destitué et jugé, que son système soit démantelé », a-t-il ajouté. « Saddam Hussein a trahi l'Irak. Il a mené le pays à une défaite destructrice et humiliante. »

Le remplacement du régime de Saddam Hussein sera à l'ordre du jour de la conférence de Beyrouth, à laquelle participeront des délégués représentant 30 groupes d'opposants irakiens, des musulmans chiites et sunnites aux socialistes et communistes, en passant par les Kurdes, une aile dissidente du Parti baas au pouvoir à Bagdad et d'anciens officiers de l'armée irakienne.

Ils examineront « des mesures destinées à mettre en place une base solide pour l'extension du soulèvement (...) et un programme politique pour la période de l'après-Saddam en Irak », a précisé Abou Maitham al Saghir, porte-parole de la conférence.

Abdou Khalek Zinkneh, un autre porte-parole, a précisé que ce plan prévoyait l'instauration d'un gouver-

nement provisoire de coalition pendant un an, puis des élections libres.

Selon un dirigeant de l'opposition, Cheikh Abou Maitham al Saghir, qui participera à cette réunion, les insurgés contrôlent 29 villes et des centaines d'autres localités, y compris les faubourgs de Bagdad. Il a affirmé que les trois quarts du pays étaient maintenant aux mains de l'insurrection.

Samedi, il avait déclaré que les forces de Saddam Hussein avaient utilisé des armes chimiques contre les rebelles. Mais selon Cheikh Saghir, membre de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak, le gaz, périmé, n'a fait aucune victime car il avait perdu toute sa nocivité.

Cheikh Saghir a par ailleurs fait état de nombreuses défections dans les rangs de l'armée de Saddam Hussein. Selon lui, cinq divisions ont ainsi rejoint avec armes et bagages la rébellion dans le nord du pays.

Les rebelles kurdes, qui opèrent dans le nord de l'Irak, ont pour leur part annoncé la prise de plusieurs localités autour du centre pétrolier de Kirkouk et déclaré qu'ils pensaient prendre cette ville prochainement.

Selon Radio Damas, qui citait des réfugiés irakiens, Saddam Hussein

aurait par ailleurs été blessé à la main lors d'un attentat. Mais cette information est impossible à vérifier.

À Londres, Douglas Hogg, numéro deux du Foreign Office, a pour sa part estimé hier que Saddam Hussein avait 50 % de chances de se maintenir au pouvoir malgré la rébellion.

Dix-sept journalistes occidentaux libérés par l'Irak, dont 15 Français, sont arrivés hier matin à l'aéroport militaire de Villacoublay, près de Paris, en provenance d'Amman.

Parmi eux, un photographe de Reuter, Philippe Wojazer, qui a déclaré que leurs conditions de détention avaient été difficiles mais qu'ils avaient été bien traités par leurs gardes.

L'aide humanitaire a commencé à arriver hier en Irak sous la forme de plus de 20 tonnes de secours acheminés par une délégation de 21 experts de l'ONU chargé d'évaluer les besoins à long terme du pays.

Cette aide comprend du matériel d'épuration des eaux, des pièces détachées pour les stations de pompage, des vaccins, des médicaments et de la nourriture pour bébé. Leur livraison a été autorisée jeudi par le Conseil de sécurité de l'ONU.

## Des Palestiniens veulent retourner au Koweït

AMMAN (Reuter) — Beaucoup de Palestiniens, considérant le Koweït comme leur pays, veulent absolument y retourner en dépit des avertissements de l'OLP, qui craint des représailles de la part de Koweïtiens furieux du soutien apporté par l'organisation à l'Irak pendant la crise du Golfe.

« Ça m'est égal de ne pas avoir de travail si je le repars là-bas », déclare Amani Qassim, agent de voyage qui a fui l'émirat après l'invasion irakienne du 2 août.

« Si je pouvais, j'y retournerais dès demain », dit un autre, qui a passé presque toute sa vie au Koweït. Des Palestiniens se présentent tous les jours à l'ambassade du Koweït à Amman, parfois enveloppés dans des drapeaux pour exprimer leur joie de voir leur pays d'adoption

libéré de l'occupation irakienne.

Mais l'ambassade leur répond qu'il est trop tôt et qu'elle n'autorise pas même les citoyens koweïtiens à rentrer. Selon l'ambassadeur du Koweït en Jordanie, Soulaïman Salem al Fassam, il faudra au moins deux mois pour que la reconstruction s'amorce et que les exilés puissent revenir.

Des responsables de l'OLP ont mis en garde les Palestiniens contre les

risques qu'ils encouraient en regagnant l'émirat, où ils pourraient faire les frais du soutien d'une partie de la communauté palestinienne aux occupants irakiens.

Le gouvernement jordanien a également demandé au Koweït et aux pays occidentaux membres de la coalition anti-irakienne de protéger ses ressortissants et les Palestiniens contre d'éventuelles actions de re-

Mais l'ambassadeur du Koweït à Amman a affirmé qu'il n'y avait pas de risque : « Les Palestiniens vivent avec nous depuis des années. Toutes ces rumeurs viennent de l'OLP, c'est absurde. Ils sont les bienvenus au Koweït. »

« Les Koweïtiens restés sur place savent quels sont les Palestiniens qui ont collaboré avec les Irakiens. Ils connaissent leurs noms », a-t-il ajouté.

## Qui Sait ...

si vous n'en profitez pas vous même ?



## LES ANNONCES CLASSÉES 286-1200

## INDEX DES REGROUPEMENTS DES RUBRIQUES

- 100-199 Immobilier — Résidentiel
- 200-299 Immobilier — Commercial
- 300-399 Marchandises diverses
- 400-499 Offres d'emploi
- 500-599 Services
- 600-699 Véhicules automobiles
- 900-999 Avis

## 101 Propriétés à vendre

**DUPLEX « LAMBERT »**, Adj. Westmount. 2 X 8 pièces, restauré, 2 foyers, grand jardin, très chaleureux, rue tranquille, en excellente condition. 459 000 \$ 488-5785

**JOLLETTE**, cottage 90, luxeux, exclusif, aire ouverte, thermopompe, plancher chêne, terrain boisé, gazonné, 225 000 \$ 1-756-2551

**LES PONTIS** Mt-Nord. Bungalow libre, rénov. taxes, notaire inclus. Visite libre dim. 14h à 16h. 142 000 \$ 385-9942

**MILE END** APPARTEMENT « branché », 2e et 3e, rénové, 3 chambres, 1 400 pi. ca., très clair, court, aménagé, stat. G. Lemay. 271-2131

**VILLE MONT-ROYAL** maison détachée, **FACE À UN PARC**, demande 789 000 \$ 844-9443

## 103 Propriétés à l'extérieur de Montréal

**LANORAIE** Cottage 5½, zone commerciale, 45 000 \$ discutable. 1-889-5396

**STE-ROSE** Bungalow 89, 3 chambres, 2 s./bains, garage à côté. Beau coup d'extra. Faut voir! 129 900 \$ 625-8270

**TERREBONNE** Maison, bord de l'eau. Vente rapide cause déménagement. Constr. 89, 9 000 p.c., 2 étages, garage, thermopompe. 210 000 \$ Luc. 497-2125

## 105 Propriétés à louer

**CANTONS DE L'EST**: Près Eastman. Lac privé, sauna, bain tourbillon, foyer, 3 cc., meublé, 850 \$/mois, non-chauf. Libre mai. 271-8767 — 274-4158

## 113 Propriétés à revenus à vendre

**A 175 LOGEMENTS**, ouest, béton. **BERNARD RIVEST**, 594-6043, Re/Max Outremont cfr. 271-2131

**CONCEPT RÉVOLUTIONNAIRE** Esthétique ordinaire, FOND DE COMMERCE au prix d'investissement. 334-6972, après 18h.

## 118 Copropriétés à vendre

**LAC BROME** Manor Inverness, élégante copropriété de style loyaliste, dans rare ensemble riverain, 1 100 pi. ca. plus terrasse, 2 ch., 1 s./bains, 5 appareils ménagers, foyer, grands rangements. Tous services incluant 2 piscines, marina, tennis, entretien extérieur. Copropriétaires soigneux, confort, sécurité, tranquillité. À moins de 30 minutes de 6 centres de ski, golf en développement en annexe. Loisirs quatre saisons. Libre immédiatement. Prix: 125 000 \$ Sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704.

## 121 Condos à louer

**CANAL LACHINE**, rue Vinet, luxueux, foyer, 2 ch. c., stat. int., 900 \$/mois, 273-4030, soir 933-3737

**122 Condos à vendre** **BROSSARD** bord de l'eau, 6ème étage, 4½ ou à louer, occupation immédiate, 939-2952, 659-6702

**FABRE**: Près Parc Lafontaine, 1 000 pi. ca., entièrement rénové. Occupation imm. 526-7524 — 522-4395

**PRÈS HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT** Condominium de prestige, tour du Méridien, 6ème étage, vue dégagée et superbe sur ville et bois protégé, lumière. Intérieur 1 500 pi. ca. plus terrasse près de 400 pi. ca., 2 s./bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluant saunas, piscines intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, conciergerie résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix: 210 000 \$ Sur rendez-vous: Jour: 987-3838, soir: 388-2704.

**SUTTON** Condos de luxe à partir de: 65 000 \$, 2 et 3 chambres, meublé ou non, 464-2100 ou 464-5127

## 125 Chalets à louer

**BELLE PLAGE PRIVÉE** 3 chambres, Région St-Jovite (Lac des Plages). Saison estivale. 1-415-449-8307

## 145 Terres, fermes à vendre

**FERME À VENDRE** St-Pierre comté Montmagny. Superficie 40 arpents carés avec maison, garage et garage. 60 000 \$ Soir: 1-418-935-1690

## 149 Terrains à vendre

**ATTENTION CONTRACTEURS** ST-LIN, 300 terrains, 6500 pi. ca., 7995\$, infros non-incl., 478-4026, 477-6221

**BROMONT**, terrain 2 acres, au pied du mont Shefford, vergers et arbres fruitiers matures, site panoramique, prix 29 900 \$ (514) 539-3295

**REPENTIGNY** SECTEUR PRESTIGIEUX pour maison 300 000 \$ + + + 3 terrains riverains 15 000 pi. ca. ch., 3 terrains « in land » 9 000 pi. ca. ch., 1 terrain commercial 20 000 pi. ca., 333-9399, 741-9510 (pq)

## 160 App. et log. à louer

**EDOUARD MONTPETIT** Grands 4½, 5½, chauffés, poêle/frigo, devant U de M. Très tranquille. Près métro. 484-6459

## LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, Mt, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS  
VISA M.C. PAR TÉLÉPHONE  
286-1200

## 160 App. et log. à louer

**BORD DE L'EAU**, 3½ pour personne d'affaires. 326-4175 ou 682-2436

**BOUL. ST-JOSEPH EST** Luxueux 5½, 3ème, chauffé, boiseries, vitraux, tranquillité, balcon. 1er juil. 725 \$ 521-4498

**CENTRE-VILLE**, Le huit, confort moderne dans cadre classique, petit imm. (6 log.) dont 3 occup. par prop., boiserie, foyer, sauna, tourbillon, terrasse fleurie. 5½ sur 2 nivaux (1, 250 p.c.) 2 s/b. très tranquille 980 \$ 933-2665 - 934-0841

**GRAND 5½ CHAUFFÉ**: 6574, Marquette, 2e étage, ensoleillé, couple tranquille. Pas d'animaux. 274-9514

**OUTREMONT DUNLOP**, Haut duplex, 2 000 \$/mois. Libre 1er juillet. 731-6659

**PLATEAU MT-ROYAL**, magnifique 4½, chauffé, eau chaude fournie, 575\$. 588-7145

## 167 À louer hors frontières

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** Villas, 1 - 2 - 3 chambres, piscine. 497-4603

## 251 Bureaux à louer

**4789 DES SOURCES** PIERREFONDS 1800 pi. ca., 2e étage, chauffé, éclairé, libre imm. 684-5557

**A LAVAIL**: 600 à 1 800 p.c., espaces à bureau, boul. Des Laurentides, au nord de la 440. Tel: 769-4545

## CENTRE-VILLE 2055 PEEL

**SOUS-LOCATION** 1 555 pi. ca., Bail jusqu'en février 1992. Toutes les offres seront considérées. 945-8781

**DÉCARIE/DE LA SAVANE**: Bureaux luxueux, très grand stat. gratuit, à côté du métro. Prix: 9,80 \$/pi. ca. 738-5858. Rés.: 733-4041

**DORVAL**, espace de bureau à louer, belle vue golf et aéroport. 631-8148

**IDÉAL PROFESSIONNEL PLAZA ST-HUBERT** Près métro, stationnement, crtrs protégés. M. GHAD, 273-8818, 861-3000

**MÉTRO DE L'ÉGLISE** Très beau bureau, 150 à 1 100 pi. ca., 125 à 650 \$/mois, taxes incluses. 761-3428

**MONTREAL-NORD** LACORDAIRE/LÉGER, bureau professionnel, 1470 pi. ca., ascenseur, parking. 8 000 \$/ca. 643-0642

**RIVE-SUD**, 5000 pi. ca., 45 le pi., 600 W, système d'alarme inclus, 632-4993. Possibilité espace de bureau.

## 251 Bureaux à louer

**PRÈS AUTOROUTE DES LAURENTIDES ET MÉTROPOLITAIN** Bureau + entrepôt à sous-louer, 12 000 pi. ca., 2 000 \$ le pi. ca. Appeler François ou Harry, 383-4442

**ST-LEONARD**: 6100, Grande Prairie, 1 500 p.c., salle de conférence, 4 mois gratuits. 321-3668 — 322-4973

**VIMONT**, Boul. Des Laurentides, bureau pour professionnels, moderne, 800 pi. ca. chauffé, climatisé, 663-1050

## 259 Espaces commerciaux à louer

**CENTRE MÉDICAL** Idéal pour groupe médecins spécialisés en obstétrique ou gynécologie ou médecine générale. 3 700 pi. ca. St-Laurent près Laurier. Inf: 335-6901 ou 331-5355

**ESPACE COMMERCIAL/INDUSTRIEL** à louer, 2 800 pi. ca. Parc industriel St-Laurent-M. Allard. 956-1936

**LAVAIL**: Boul. Labelle (Fabreville) Bureaux ou commerces, 250 à 4 500 p.c., 2 mois gratuits, laux compétitifs. 261-9295

## 269 Propriétés commerciales

**A LE GARDEUR**, bâtisse commerciale 90 X 50 à vendre ou local 3000 pi. ca. à louer, 1000\$/mois, 591-2114, 355-1597

**VERDUN 4817** Wellington, disponible 1er mai, 850 pi. ca., très bonne condition, tuiles de céramiques, ancien dépanneur, inf: 768-3718

## 275 Locaux à louer

**5460 CÔTE DES NEIGES EXCELLENT EMPLACEMENT** Local pour magasin, 1 900 pi. ca. Libre imm. 331-4055

**ATELIER**, bien équipé à louer à l'heure, semaine ou autre, soudure, couture, peinture (fusil), décors, etc... Peut aussi effectuer vos travaux. Information: Atelier « Imagine », 527-3158

**279 Propriétés industrielles** L'ASSOMPTION Industriel, 100 X 200, h: 27 pi., (crane), terrain 80 000 pi. ca. Complait: 200 000 \$, balance facile, libre ou pas. Ramsay cfr: 738-8500

## 283 Commerces à vendre

**JOLIETTE**, centre de recyclage de pièces d'auto, en opération depuis 20 ans, Serge. 759-9888, soir: 759-5701

**NOUVEAUTÉ**: pharmacie et clinique médicale, bon placement, foyer modeste, associé disponible, 721-4993

## 283 Commerces à vendre

**TROIS-RIVIÈRES** Bar style Pub, spécialisé en bière importée. Pub bar, restaurant, terrasse, danse, spectacle. Position stratégique centre-ville. (819) 372-0811

## 336 Machinerie diverses

**ÉQUIPEMENT ET MACHINERIE** complet pour fer forgé, incluant camion et soudeuse pour travail extérieur, Cause maladie. Inf: entre 7h et 16h 481-2422. Après 18h 637-3630

## 351 Ameublements

**A BAS PRIX**: tuteurs et matelas toutes grandeurs, meubles, étagères, grand choix, 3580, Notre-Dame O. 939-6155

## 363 Mobiliers de bureau, accessoires

**AMEUBLEMENT** de bureau neuf et usagé. Liquidation classeurs. Les Aménagements F.B. Inc.: 636-6898

## 365 Équip. de commerce

**CELLULONIX 594-0077** TÉLÉVERTISSEURS — Tonalités 16,95 \$/mois — Numériques 18,95 \$/mois — Alpha numériques 37,95 \$/mois — Motorola 800 M (neuf) 549 \$ Cellulaires VCG à partir de 199 \$ Nous achetons cellulaires VCG

## 391 Antiquités

**ANTIQUITES, brocante, Collection**, timbres, cartes postales, etc. **GRENIER ST-ANDRÉ**, 6631 St-André, Mt. Vend. sam. dim. 270-4916

**POUR MUSÉE D'ÉTÉ** outils et articles usuels des temps anciens, 300 pièces & plus, 418-629-5507

## 395 Oeuvres d'art

**MIRO**, Chagall, Galdier, Moore, lithographies numérotées, signées, encadrées. (418) 654-2819

## 479 Musiciens, artistes

**LEÇONS PRIVÉES DE VIOLON** Tous les niveaux 279-8603

## 497 Emplois demandés

**10 ANS D'EXPÉRIENCE**: domaine radiophonique et artistique, C.J.M.S. CHMP, C.J.L.M. Aussi exp. et certificat en touchémanie. Recherche travail dans ces domaines. 433-8996

## 510 Cours

**ANGLAIS — COURS PRIVÉS** Par professeur anglophone diplômé, tous niveaux. 50 \$/2h. 937-7995

## L'ENTREVUE DU LUNDI

## PATRICK WATSON

# L'ambition de transformer Radio-Canada

Paule des Rivières

LORSQUE Stanley Hart, du bureau de Brian Mulroney, l'a informé que son partenaire à la présidence de Radio-Canada serait Gérard Veilleux, secrétaire du Conseil du trésor, Patrick Watson a senti la déprime l'envahir. Encore un secrétaire du Conseil du Trésor à Radio-Canada. Encore, selon toute vraisemblance, quelqu'un de la vieille mentalité, qui verrait les réalisateurs comme des mauvais enfants qu'il faut avoir à l'oeil. Cette journée-là, Patrick Watson était à New York pour préparer une émission télévisée, depuis le Lincoln Center. Il prit tout de même l'avion le lendemain pour aller rencontrer ce drôle d'oiseau qui passait sa vie dans les corridors du pouvoir, ce que Watson, trop occupé à courir le monde et à nous le faire voir, n'avait jamais fait.

Les deux hommes se rencontrèrent à trois heures dans une chambre d'hôtel à Ottawa et se quittèrent à 22 h à la résidence de M. Veilleux. Le dédicé s'était produit. Les deux hommes sont ravis du partage des rôles dont ils ont convenu. M. Veilleux joue

**« Il faut changer les attitudes pour que les réseaux deviennent le reflet de toutes les régions. Nous sommes tous médusés par la politique nationale... Mais il faudrait s'intéresser aux dramatiques, aux variétés. Créer des téléthéâtres qui se déroulent à l'extérieur de Montréal... Il faut oublier les explications, avoir confiance et présenter des choses qui bougent. »**

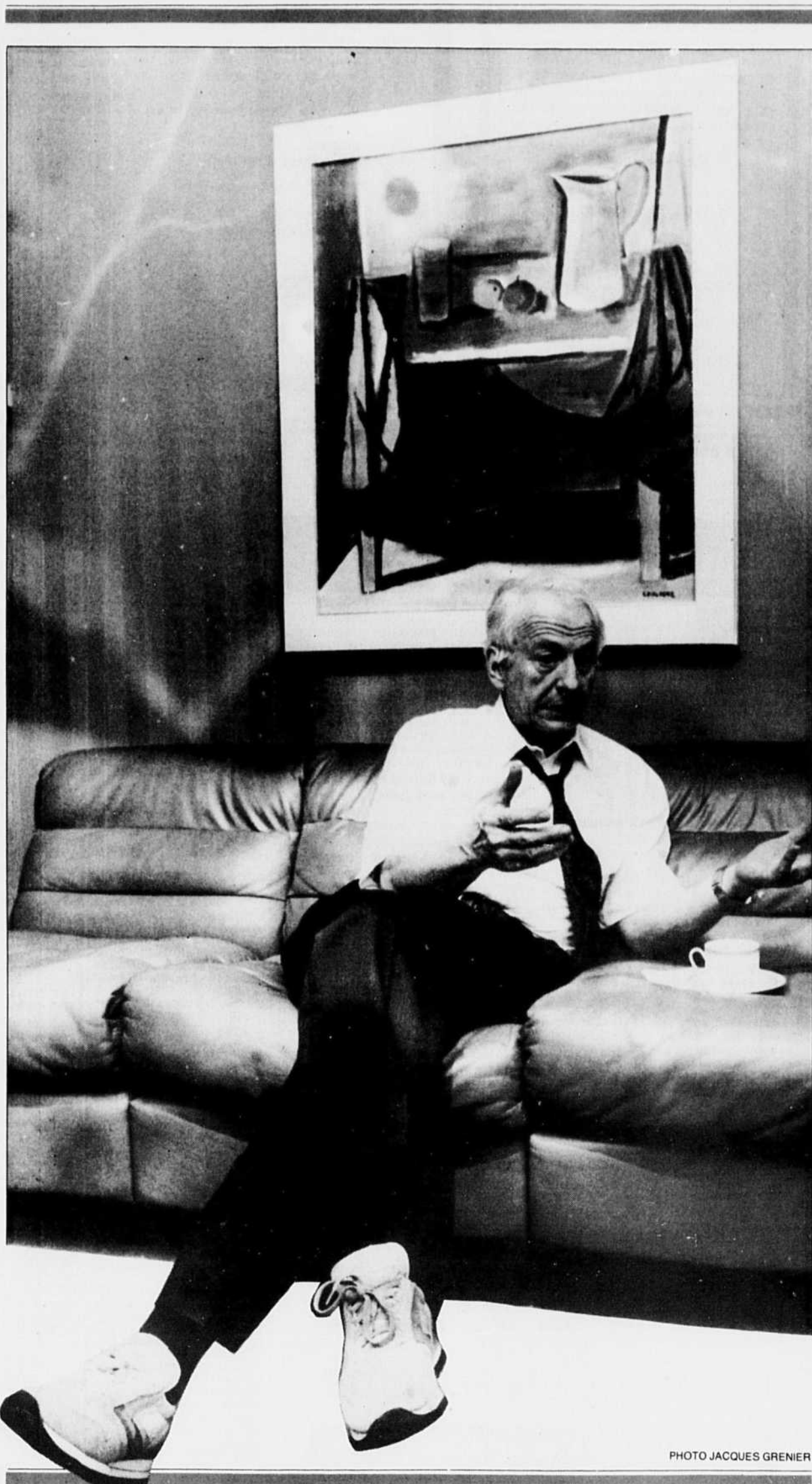
les pompiers et s'occupe de la gestion quotidienne, loin des médias et autres curieux, et M. Watson élabore les grandes stratégies et politiques. Il se décrit comme l'ambassadeur du public auprès de la société. Il sillonne présentement le pays d'Est en Ouest pour recueillir les commentaires sur ce que devrait être Radio-Canada. Toute une commande ! Je suis là, dit-il, pour protéger les intérêts du pays à l'intérieur du Conseil d'administration.

« Nous avons immédiatement partagé toutes sortes de désirs et d'ambitions pour Radio-Canada et pour le pays. Nous sommes deux amateurs sans remords du Canada dans son entier, nous voulons nous servir de Radio-Canada comme outil de connaissance de soi, des Canadiens ».

M. Watson poursuit : Radio-Canada a manqué le bateau dans son rôle d'être le reflet de ce qui se passe à travers le pays. Les lacunes sont immenses. La radio l'a très bien fait, la télévision non, concentrée dans les métropoles. (À ce que je sache, Radio-Canada ce n'est ni Radio-Alberta, ni Radio-Québec). Quand je suis ailleurs qu'à Montréal, au Québec, les gens se plaignent de n'avoir que des nouvelles de Montréal, et c'est la même chose ailleurs au pays, avec, par exemple, les Francophones hors Québec ».

Comment peut-on avancer une chose pareille, sans broncher, quelques mois après avoir mis la clé à porte de 11 stations régionales ? Est-ce de l'inconscience ? De la provocation ?

Le nouveau président de Radio-Canada ne bronche pas. Il refuse de pleurer sur les fermetures des sta-



tions régionales. « Matane et les autres fournissaient-il des images de l'Est du Canada au reste du pays ou se parlaient-ils entre eux ? C'est triste mais nous avions remarqué que ces postes étaient préoccupés par leur réalité locale. Et ce n'est pas la mission de Radio-Canada ».

« J'espère que nous pourrions transformer la culture sociétale de

Radio-Canada au niveau de la programmation, afin que les réseaux soient davantage le reflet de toutes les régions, même si nous sommes plus démunis (depuis les compressions). Il faut changer les attitudes pour que les réseaux deviennent le reflet de toutes les régions. Nous sommes tous médusés par la politique nationale. Les journalistes sont

très professionnels et sont le reflet de ce qui se passe dans le pays. Mais il faudrait s'intéresser aux dramatiques, aux variétés. Créer des téléthéâtres qui se déroulent à l'extérieur de Montréal ».

D'ailleurs, c'est frappant, M. Watson, dont les grandes réalisations sont des émissions d'affaires publiques et qui maîtrise le documentaire,

parle beaucoup en entrevue de dramatique et de variétés, comme s'il avait compris que c'est là que se cachent les vrais messages culturels. Et il a ce merveilleux conseil aux Canadiens par trop soucieux de tout rapporter, tout dire, tout expliquer : « Il faut oublier les explications avoir confiance et présenter des choses qui bougent ».

Il dirige lui-même, dans ses temps perdus, la réalisation d'une série de courts longs métrages de 60 secondes (tourné avec une caméra 35 millimètres) et racontant des moments de notre passé. Il s'agit d'un projet réalisé grâce à la Fondation Bronfman, qui offrira les films en cadeau aux télédiffuseurs. Chaque épisode relate un fait passé, avec ce qu'il faut de mystère et d'humour. Les scénaristes ont déniché de vrais petits bijoux et M. Watson insiste énormément sur la qualité dramatique des *Heritage Minutes*. Il s'agit là, dit-il d'un des seuls jobs qu'il peut accomplir sans être en conflit d'intérêts. Ce projet de film « me nourrit ».

Car, vous l'aurez compris, Patrick Watson aime que son esprit soit constamment sollicité. Bien que son travail à la direction de Radio-Canada soit officiellement un job à temps partiel, trois jours par semaine, il y consacre beaucoup plus de temps et rien n'indique que cela changera prochainement.

Sur tout, Patrick Watson discourt simplement et franchement. Depuis son accession à la direction de la Société d'État, il n'a pas changé d'habit et porte toujours les mêmes « adidas ». La même meche vient battre son front, pendant qu'il parle avec animation. S'il dit des choses qui pourraient lui valoir des ennuis, plutôt que de ravalier ses propos, il hausse les épaules : « ce que je dis me causera peut-être des problèmes mais c'est le fun, non ? ». « Je n'ai pas besoin de ce job-là ; mais j'aime cela parce que je suis optimiste ». Dans son esprit le destin du pays et celui de la Société d'État sont liés.

« Pourquoi n'a-t-on jamais fait une émission spéciale regroupant Mittou, Jim Corcoran, Ann Murray et Gordon Lightfoot ? Ce serait extraordinaire, cela rassemblerait tout le pays. Ce sont des génies de la chanson. Le Canada anglais ne connaît pas Jim Corcoran, les Québécois ne connaissent pas Ann Murray ».

Dans cet esprit, il ne serait pas surprenant que la présidence de Radio-Canada invite le Québec, par exemple, à faire davantage écho aux réalités des autres régions du Canada. Mais attention. Sans franchir cette ligne qui conduirait la direction à privilégier une option dans le débat constitutionnel.

« Nous n'avons pas le droit de mener le débat. C'est pour cela qu'en 1968 j'étais contre cette disposition de la loi qui exigeait de RC qu'elle fasse la promotion de l'unité nationale. Cela pour moi faisait partie de la propagande. Avec la crise d'octobre, Trudeau a téléphoné au président de Radio-Canada en l'enjoignant de dire à ses journalistes de pas trop critiquer les mesures de guerre. Le président a obtempéré, les journalistes aussi. Même s'il y a eu peu de retombées de cette disposition, c'est le point qui nous conduit vers un diffuseur non pas public mais de l'État. Cela est inadmissible ».

Patrick Watson admet sans mal qu'il était trop optimiste lorsqu'il a accepté la présidence de Radio-Canada : il croyait que les compressions budgétaires exigées par Michael Wilson pouvaient être limitées à l'administration et aux départements inutiles.

« Mais Juneau (son prédécesseur, Pierre Juneau) avait déjà beaucoup réduit. Et puis le système d'imputabilité était peu clair. Il était difficile d'obtenir des chiffres. Il a fallu quelques mois de travail pour savoir où nous en étions. Nous avons pris con-

naissance des prévisions pessimistes du secteur des ventes d'annonces ».

« La chose la plus importante qui découle de ces compressions, c'est le répit qu'elles nous donnent. Nous étions dans une situation quotidienne désespérée. Nous consentions sans cesse à de petites coupures qui menaient invariablement à d'autres coupures. Maintenant, si l'on a six mois de stabilité, l'on pourra réorienter la mentalité de la programmation et aussi travailler avec les gars du Conseil du Trésor pour établir une fois pour toutes l'idée que Radio-Canada doit avoir un système d'allocation parlementaires indépendant des caprices des politiciens et des fluctuations du marché. Une base financière stable. Trois ans, cinq ans. Le budget serait établi pour au moins trois ans, pour permettre une planification. La BBC, note M. Watson, a la garantie que les tarifs de ses permis ne changeront pas pendant trois ans ».

MM. Watson et Veilleux espèrent, une fois obtenue cette assurance de stabilité, préparer à l'automne prochain un plan en consultation avec le

**« Il faut établir une fois pour toutes l'idée que Radio-Canada doit avoir un système d'allocation parlementaires indépendant des caprices des politiciens et des fluctuations du marché. Une base financière stable... Le budget serait établi pour au moins trois ans, pour permettre une planification. »**

personnel, la population, les députés, pour le futur de Radio-Canada, acceptable à la population. D'où les consultations présentes pan-canadiennes.

Ceci dit, M. Watson a déjà ses idées. Du côté anglais, il y a beaucoup trop de programmation américaine aux heures de grande écoute. Et aux deux réseaux, il y a trop d'émissions présentées uniquement dans le but de faire du fric, et non pour servir le public. « Pour moi la radio et télévision publiques sont un service au public. Il est inadmissible de ne penser qu'aux profits. Face aux coupures des derniers six, sept ans, la société, avec un mélange de courage et de témérité, a dit cela ira. Nous irons chercher plus de publicité. Résultat ? Nous avons maintenant un excellent groupe de commis-voyageurs. Mais nous sommes victimes des changements du marché. On a délaissé beaucoup de groupes qui auparavant seraient montés aux barricades à la défense de Radio-Canada si elle était menacée. Il faudrait que la proportion de recettes publicitaires diminue radicalement. Non pas sortir entièrement du marché mais utiliser la publicité pour nos buts plutôt que d'être utilisés. Le mandat est corrompu ».

C'est justement ce que les amis de Patrick Watson lui disent, ses amis de travail des temps révolus, qui n'hésitaient pas à haranguer les patrons qui leur coupaient l'herbe sous le pied et leur faisaient des misères lorsqu'ils dénonçaient trop vivement un politicien. « J'espère que je ne les décevrai pas », dit celui qui, qu'il le veuille ou non, est passé de l'autre côté de la clôture.

## «Je ne fais que répondre à la vie»

Paule des Rivières

SONT-CE ses parents, tous les deux des éducateurs, qui lui transmirent le goût et le talent de la communication ? Toujours est-il que Patrick Watson a très tôt découvert sa voie : à 13 ans, il était un des comédiens de la dramatique radiophonique *Kootenay Kid* à CBC. Commençaient alors une histoire d'amour avec la Canadian Broadcasting Corporation, qui dure encore aujourd'hui. « J'adore Radio-Canada, j'adore la radiodiffusion », dit-il encore, à 62 ans. C'est à la télévision surtout que Watson s'est fait connaître, notamment avec *This Hour has Seven Days*, (1962-1964) le plus célèbre magazine d'affaires publiques canadien, qui déterrait les scandales à la pellette. Watson c'était l'enfant terrible mais aussi incarnation idéale de CBC.

Patrick Watson est né à Toronto en 1929 et est le quatrième d'une famille de cinq enfants. Il obtient une maîtrise en arts de l'Université de Toronto et poursuit des études de doctorat à l'Université du Michigan. Le journalisme ne lui suffisait pas, il se fait cinéaste et écrivain. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Alter Ego*, *Alexander Dolgun's Story*, *Zero to Airtime*, *Fasanella's City* et *Conspirators of Silence*. Il adapta également pour la scène le Livre de Job.

Il a été associé à plusieurs émissions prodigieuses qui ont marqué l'histoire de la télévision, dont *Venture*, *Lawyers*, *Live from the Lincoln Center*, *The Chinese*, *The CBS Cable Network*, *The Watson Report*, *The Canadian Establishment*, *Flight for the Passionate Affaire*.

Et c'est encore une fois comme animateur qu'il réussit en 1989 un nouveau coup de maître, avec la série *Démocraties*, sur l'état et les racines de la

démocratie, présentée simultanément à Radio-Canada et CBC. Il co-anime les deux. Il prédit qu'à la fin du prochain siècle, « nous verrons des démocraties partout, sauf en Iran et en Arabie Saoudite ». Car même dans les pays où des tentatives de révolution ont échoué, les échecs ne peuvent être que temporaires à son avis car « une fois qu'il a goûté à la liberté, l'être humain ne peut oublier sa saveur ». Il prédit également la remontée du sentiment national, comme une sorte de riposte à la globalisation des enjeux.

Il parle un français plus que respectable, un très bon français, et prend plaisir à chercher l'expression juste au cours d'une conversation. Un voyage à Québec avec son père à l'âge de 13 ans lui a inoculé la fièvre. Par la suite, il cherchera toutes les occasions de parler la langue de Molière. Il a étudié en littérature française et perfectionné la langue plus tard aux côtés de Jacques Cousteau avec qui il a eu la chance de travailler.

Et les loisirs dans tout cela ? Il y a quelques années il mettait un point final à un hobby qui l'a passionné pendant la majeure partie de sa vie, l'aviation. « Trop de tracasseries administratives ». Cette passion de l'aviation est née d'un drame : Patrick avait 20 ans lorsque son frère aîné et adoré, un pilote de chasse, a trouvé la mort au cours d'une séance acrobatique. Par amour pour son frère, Patrick a obtenu son brevet de pilote d'avion et repris le flambeau du ciel. Depuis qu'il a laissé l'avion, il s'adonne avec un zèle renouvelé à la plongée sous-marine, activité qu'il partage avec son épouse. Entre deux saucettes dans les Bahamas, à l'affût des caves sous-marines, peut-être verrez-vous les Watson déambuler bras dessus bras dessous sur la Main, par un beau soir de printemps. Ils viennent en effort de louer un « loft » au coin des rues Saint-Laurent et Duluth.

« Je ne fais que répondre à la vie », résume-t-il.



## AVIS PUBLICS

Avis est par les présentes donné que THI HONG MAI TRAN, domiciliée au 4785 rue Bouchette, app. 16, ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au Ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de HONG MAI PHAM.

Montréal, ce 6 mars 1991.  
MY TRAM DUONG,  
Procureurs de la requérante.

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
NO: 500-12-194657-916

**COUR SUPÉRIEURE**  
PRÉSENT  
PROTONOTAIRE ADJOINT  
MARIE YVA SENATUS,  
Partie demanderesse  
C.  
PIERRE LOUIS ANTOINE,  
Partie défenderesse

**ASSIGNATION**  
ORDRE est donné à PIERRE LOUIS ANTOINE de comparaître au greffe de cette cour situé au 1<sup>er</sup> est, Notre-Dame est, Montréal, salle 1 100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de la partie défenderesse, Pierre Louis Antoine.  
Lieu: Montréal  
Date: 1<sup>er</sup> mars 1991  
DOMINIQUE DIBERNARDO, P.A.

## AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de LOUIS CODERRE, représentant, domicilié et résidant au 175, William Paul, #104, Verdun, Québec H3E 1P1

AVIS est donné que LOUIS CODERRE a fait cession de ses biens le 15 février 1991 et la 1<sup>re</sup> assemblée des créanciers sera tenue aujourd'hui le 11 mars 1991 à 11h00 au bureau du Syndic au 50 Place Crémazie ouest, Suite 1105 à Montréal.

Montréal, ce 11 mars 1991.  
JEAN FORTIN ET ASSOCIÉS INC.,  
Syndic,  
50 Place Crémazie ouest  
Suite 1105  
Montréal, Québec H2P 2W9  
Tél.: (514) 382-3260

PRENEZ avis que la compagnie « SYSTÈMES D'ALARME COBRA INC. », demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 1<sup>er</sup> novembre 1990.  
Le président  
Simon Azoulay.

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE LONGUEUIL  
NO: 505-04-000158-915

## COUR SUPÉRIEURE

PRÉSENT  
LUIGI BUCCI,  
Partie demanderesse

FRANCINE MARTIN,  
Partie défenderesse  
et  
PROTONOTAIRE DU DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL, -et- CURÉ DE LA PAROISSE DE STE-JULIE, -et- LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE DU CENTRE DES SERVICES SOCIAUX DE LONGUEUIL, -Mis-en-cause-

**ASSIGNATION**  
ORDRE est donné à Francine Martin de comparaître au greffe de cette cour situé au 1111 Jacques-Cartier est, Longueuil, Québec, salle RC-31, dans les quarante (40) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie a été remise au greffe à l'intention de Francine Martin.  
Lieu: Longueuil  
Date: 6 mars 1991  
ELIZABETH S. GOBEILLE

MORINCY LA BOISSONNIÈRE ASSOCIÉS INC.

## AVIS DE FAILLITE

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE: JACQUELINE PATRY domiciliée et résidant au 2149, Comtois, Silley (Québec)

AVIS est par les présentes donné que la débitrice a fait cession de ses biens le 5<sup>e</sup> jour de mars 1991. La première assemblée des créanciers sera tenue le 22<sup>e</sup> jour de mars 1991, à 10h00, au bureau du Syndic, 126, rue St-Pierre, 6<sup>e</sup> étage, Québec (Québec).

DATE DE QUÉBEC, ce 6<sup>e</sup> jour de mars 1991.

SERGE MORENCY, C.A. SYNDIC

CONSEILERS EN INSOLVABILITÉ (C.I.B.I.) 100, rue St-Jacques, 10<sup>e</sup> étage, Québec (Québec)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
NO: 500-12-194609-917

## COUR SUPÉRIEURE

PRÉSENT  
PROSPERO CACERES ORELLANA,  
Partie demanderesse  
C.

LIDIA LOPEZ,  
Partie défenderesse

**ASSIGNATION**  
ORDRE est donné à LIDIA LOPEZ de comparaître au greffe de cette cour situé au PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL, 10 rue Notre-Dame est, salle 1 100, dans les trente jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la demande de divorce a été remise au greffe à l'intention de LIDIA LOPEZ.  
Lieu: Montréal  
Date: 5 mars 1991.  
MARIE HÉLÈNE BÉLISLE.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE: 127551 Canada Inc.

de la ville de Longueuil, dans la province de Québec AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ qu'une ordonnance de séquestre a été rendue contre 127551 Canada Inc. le 21<sup>e</sup> jour de février 1991, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 19<sup>e</sup> jour de mars 1991 à 15:45 heures, au bureau du séquestre officiel, au Complexe Guy-Favreau, 200 ouest, boulevard René-Lévesque, Basilaire 00, chambre 07, en la ville de Montréal, dans la province de Québec.

Daté de Montréal, ce 11<sup>e</sup> jour de mars 1991.  
Sylvain Vincent, Administrateur

CARON BÉLANGER ERNST & YOUNG INC.

Syndic  
1 Place Ville-Marie  
Bureau 2400  
Montréal (Québec)  
H3B 3M9

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

Fiducies Colin Wesley Webster  
Avis est, par les présentes, donné que les trois fiducies créées par donation par Colin Wesley Webster au profit de Neve Beverly Frost Webster, ses descendants et leurs conjoints par voie d'actes signés respectivement les 20 février 1942, 26 février 1943 et 29 mai 1944 devant J.H. Hutcheson, notaire, s'adresseront au Parlement du Québec, au cours de la présente session, aux fins de demander l'adoption d'une loi à caractère privé visant à modifier les périodes de division de biens des

fiducies, à uniformiser le contenu des trois actes de fiducie, à clarifier les pouvoirs discrétionnaires des fiduciaires, à étendre les pouvoirs en matière d'investissement et à déterminer la nomination des fiduciaires. Toute personne ayant des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation, Assemblée nationale, édifice Honoré-Mercier, bureau 2.68, 1025, rue Saint-Augustin, Québec G1A 1A3.  
MONTRÉAL, le 4 mars 1991.  
Les procureurs des requérants  
OGILVY RENAULT.

## AVIS AUX CRÉANCIERS

AVIS est par les présentes donné que la corporation G.G.M. FASHION INDUSTRIES INC. du 5455 de Gaspé, suite #600, Montréal (Québec) a déposé une cession le 6 mars 1991 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 26 mars 1991 à 10h30 au bureau du syndic soussigné. Les preuves de réclamation et procurations dont l'usage est projeté à l'assemblée doivent être au préalable déposées entre les mains du syndic.

P.L. MARGLES, C.A.  
Syndic



Laventhol & Horwath

Mandataires • Syndics de faillite  
Receivers • Trustees in Bankruptcy

1 Westmount Square, Suite 200  
Montréal, Québec H3Z 2P9  
Téléphone: (514) 932-4115  
Fax: (514) 932-6766

## AVIS COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

## SÉANCE PUBLIQUE

DATE : 14 mars 1991  
HEURE : 19 h 00  
LIEU : Complexe Guy-Favreau  
Centre des conférences  
Salle des Saules  
200, boul. René-Lévesque ouest  
Niveau 00  
Montréal  
(Métro Place d'Armes)  
Renseignement : 280-3460



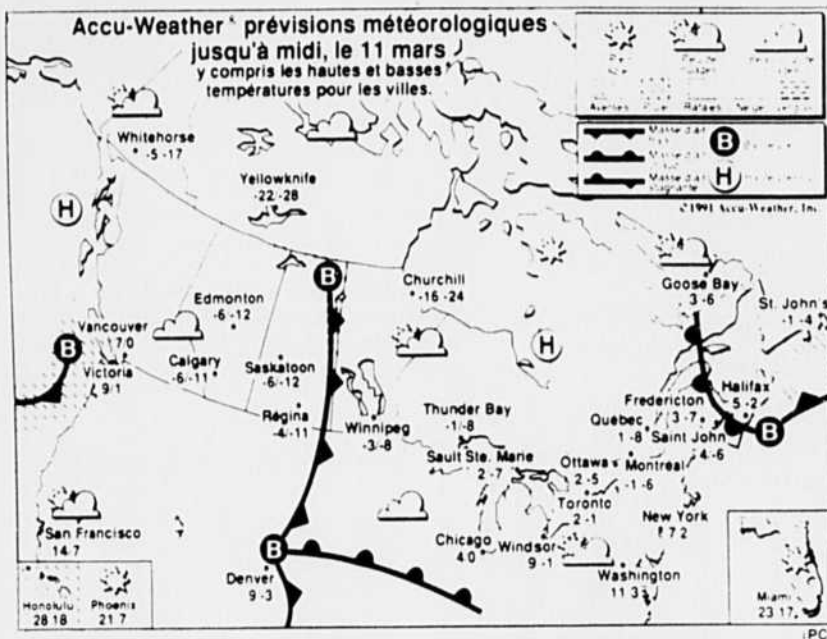
## SUJET PRÉVU :

La compétitivité des entreprises de la Communauté urbaine de Montréal : impacts de la réforme fiscale sur le transport en commun et sur les décisions d'investissement.

Une période de questions est prévue au cours de la séance. Pour poser des questions, les intervenants doivent s'inscrire entre 18 h 45 et 19 h 00.

Le 11 mars 1991

## LA METEO



Situation générale: une faible neige, associée à une bande nuageuse qui se déplaçait lentement sur le centre du Québec, est tombée sur ce territoire, hier, mais n'a laissé somme toute que des traces ou de très faibles quantités; seul l'extrême ouest de la province devait connaître, hier soir et la nuit dernière, un ciel dégagé. Et il en sera ainsi pour ce secteur aujourd'hui.

Par ailleurs, aujourd'hui, les conditions du temps devraient graduellement s'améliorer sur le nord-est du Québec pour faire place à un peu de soleil.

Demain, il y aura un dégel sur le sud-ouest alors que le soleil brillera ailleurs, notamment sur la Côte-Nord et le Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Les températures demeureront près des normales saisonnières au cours des prochaines heures, sauf sur l'extrême est de la province, et elles resteront relativement douces.

## MONTRÉAL

Nuageux avec un peu de neige. Vents devenant modérés. Max.: -4. Probabilité de précipitations: 50 %. Demain, il doit y avoir un dégel.

LEVER DU SOLEIL 6 h 15  
COUCHER 17 h 54

## QUÉBEC

Abitibi et Témiscamingue: ensoleillé avec passages nuageux plus fréquents en après-midi. Max.: -6. Le ciel de demain sera variable.

Réservoirs hydroélectriques Cabonga et Gouin: nuageux avec éclaircies et possibilité d'averses de neige. Max.: -8. Probabilité de précipitations: 30 %. Demain s'annonce ensoleillé avec des passages nuageux.

Pontiac, Gatineau et vallée de la Lièvre: temps ensoleillé avec de fréquents passages nuageux. Max.: -5. Un dégel est prévu pour demain.

Laurentides: nuageux avec un peu de neige. Max.: -5. Probabilité de précipitations: 50 %. Demain se déroulera sous un dégel.

Hull-Ottawa: généralement nuageux. Vents devenant

modérés. Max.: -4. Probabilité de précipitations: 20 %.

Un dégel est au menu de demain.

Cornwall: nuageux avec un peu de neige. Vents devenant modérés. Max.: -4. Probabilité de précipitations: 50 %. Demain, il doit y avoir un dégel.

Trois-Rivières, Drummondville et Beauce: faible neige intermittente se changeant en averses de neige dispersées en après-midi. Vents devenant modérés. Max.: -4. Probabilité de précipitations: 70 %.

Le ciel de demain sera ensoleillé avec des passages nuageux.

Estrie: nuageux avec faible neige intermittente. Vents devenant modérés. Max.: -5. Probabilité de précipitations: 70 %.

Un dégel est annoncé pour demain.

Lac-Saint-Jean et Saguenay: la matinée réserve un peu de neige et, par la suite, il y aura dégellement alors que les vents seront modérés. Max.: -5. Probabilité de précipitations: 50 %.

Demain sera ensoleillé avec des passages nuageux.

La Tuque et réserve faunique des Laurentides, de même que les régions de Charlevoix et Rivière-du-Loup: faible neige intermittente en matinée; en après-midi, il y aura des éclaircies. Les vents seront modérés par endroits. Max.: -5. Probabilité de précipitations: 70 %.

Du temps ensoleillé, avec des passages nuageux, est au menu de demain.

Québec: faible neige intermittente cessant en mi-journée; des éclaircies en après-midi. Vents devenant modérés. Max.: -4. Probabilité de précipitations: 70 %.

Demain sera ensoleillé avec des passages nuageux.

Rimouski, Baie-Comeau et vallée de la rivière Matapebia: un peu de neige en matinée; des éclaircies par la suite. Vents modérés. Max.: -3. Probabilité de précipitations: 50 %.

Le ciel de demain sera ensoleillé avec des passages nuageux.

Sainte-Anne-des-Monts, parc de la Gaspésie, Gaspé et parc Forillon: nuageux avec éclaircies. Vents modérés. Max.: -6. Aperçu pour demain: ciel variable.

Saguenay: dégel partiel. Vents modérés. Max.: 0. Du temps ensoleillé, avec des passages nuageux, est prévu pour demain.

Basse-Côte-Nord, île d'Anticosti et secteur à l'ouest de Chevery: ciel variable. Vents modérés. Max.: 0. Demain, mardi, le temps s'annonce nuageux et venteux.

Secteur de Chevery et à l'est de ce secteur: ciel variable. Max.: 0. Demain sera ventueux et il y aura de la neige et de la poudrière.

Source: Environnement Canada

## Appels d'offres

## Service des travaux publics

Des soumissions seront reçues, avant 14 heures aux dates ci-après énoncées, au Service du génie de la Ville de Montréal, 275, rue Notre-Dame Est, bureau 15, Montréal H2Y 1C6, pour:

**Soumissions** # 7749

**Travaux de planage de chaussées d'asphalte sur différentes rues de la Ville de Montréal.**

**Date d'ouverture** 20 mars 1991

# 9220

**Enlèvement et transport des déchets, Territoire de Terre des Hommes 1991**

20 mars 1991

Les personnes intéressées peuvent se procurer les documents relatifs à ces appels d'offres en s'adressant à compter du 11 mars 1991, aux endroits suivants:

**SOUSSIONS 7749**

Module voirie et circulation, Division ingénierie municipale, au 700, rue St-Antoine Est, bureau 1.440, contre un dépôt non-reimboursable de 43,00 \$ (soumission simple), 70,00 \$ (soumission groupe) (T.P.S. incluse) en argent comptant ou chèque visé à l'ordre du Directeur des finances de la Ville de Montréal.

Informations: 872-3280

**SOUSSIONS 9220**

Module du génie de l'environnement, Division gestion des dossiers de l'environnement, les documents seront disponibles au 700, rue Saint-Antoine Est, bureau 2.100 contre un dépôt non-reimboursable de 56,00 \$, en argent comptant ou chèque visé à l'ordre du directeur du Service des finances de la Ville de Montréal.

Informations: 872-3301

Un chèque visé devra accompagner la soumission 9220:

— D91-TDH-A: 1 000,00 \$  
— D91-TDH-B: 2 000,00 \$

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin dans une enveloppe clairement identifiée fournie par la Ville à cet effet.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement, dans le hall d'honneur de l'Hôtel-de-Ville, immédiatement après l'expiration du délai pour leur présentation.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

**Le greffier de la Ville**  
LÉON LABERGE

Hôtel de Ville,  
Montréal, le 6 mars 1991

## LE DEVOIR

DISTRIBUÉ EN FLORIDE

JUSQU'À LA FIN DE MARS 1991

Les vacanciers trouveront LE DEVOIR aux endroits suivants:

## MIAMI BEACH

GOLDEN SHORES  
18190 Collins Avenue

## SUNSHINE FOOD MARKET

18110 Collins Avenue

## FORT LAUDERDALE

A1A CUNNINGHAM'S  
A1A Oakland Park

## POMPANO OCEANSIDE

31 N. A1A Extension  
Pompano Beach

## HOLLYWOOD

BEACH SUNDRIES  
328 Johnson Street

## DELI FOOD MARKET

302 Johnson Street

## DANIA

LUCKY 7 STORE  
1414 S. Federal Hwy

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
NO: 500-02-002024-912

## COUR SUPÉRIEURE

ME MARCEL PLANTE,  
D Demandeur

C. SERGE CLARK,  
Défendeur.

ORDRE est donné à SERGE CLARK de comparaître au greffe de cette cour situé au 1, rue Notre-Dame est, dans la cité de Montréal, dans les 30 (trente) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la déclaration a été remise au greffe de cette cour à l'intention de la partie défenderesse, MONSIEUR SERGE CLARK.

Montréal, le 7 mars 1991.

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
NO: 500-02-005803-916

## COUR DU QUÉBEC

PRÉSENT  
GREFFIER ADJOINT  
CREDIT CHRYSLER CANADA LTÉE,  
Partie demanderesse  
C.

JOSEPH MAZIG,  
Partie défenderesse

**ASSIGNATION**  
ORDRE est donné à JOSEPH MAZIG de comparaître au greffe de cette cour situé au 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal, salle 1 100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la déclaration et du bref de saisie avant jugement a été remise au greffe à l'intention de JOSEPH MAZIG.

Lieu: Montréal  
Date: 6 mars 1991.  
GILBERT CHAPADOS.

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
NO: 500-04-000715-915

## COUR SUPÉRIEURE

PRÉSENT  
JUANA DEL CARMEN MARTINEZ MEDRANO,  
Partie demanderesse  
C.

JORGE ADALBERTO VILLATORO MARTINEZ,  
Partie défenderesse

**ASSIGNATION**  
ORDRE est donné à JORGE ADALBERTO VILLATORO MARTINEZ de comparaître au greffe de cette cour situé au PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL, 10 rue Notre-Dame est, salle 1 100, dans les trente jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la demande en déchéance parentale a été remise au greffe à l'intention de JORGE ADALBERTO VILLATORO MARTINEZ.

Lieu: Montréal  
Date: 5 mars 1991.  
MARIE HÉLÈNE BÉLISLE.

## AVIS

AVIS EST DONNÉ par les présentes conformément aux dispositions de l'article 31 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (LRQ ch. p.16), que les garanties cédées par l'acte de fiducie d'hypothèque, de gage et de nantissement intervenu entre 2414-9676 Québec Inc., d'une part et LA COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST, à titre de fiduciaire, devant Me Pierre Lapointe, notaire, le 27 septembre 1984, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Arthabaska, sous le numéro 249993 et au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 4362320 le 27 septembre 1984, sont devenues exécutoires le 25 février 1991.

L'agent pour La Compagnie Montréal Trust  
Richard J. Messier, c.a.

ERNEST & YOUNG INC.  
1 Place Ville-Marie,  
Bureau 2400  
Montréal (Québec)  
H3B 3M9

Hydro-Québec

## APPELS D'OFFRES

pour 14 h heure de Montréal

CTB.04915.A le mardi 9 avril 1991

CMF.13001.A le mardi 16 avril 1991

POSTE JACQUES-CARTIER  
Comité de Porteur

POSTE NICOLET  
Comité de Nicolet

TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL ET D'INSTALLATION ÉLECTRIQUE CONNEXES

CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT D'ENTRETIEN ET TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE CIVIL

Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec

Garantie de soumission : 100 000 \$

Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)

Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec

Garantie de soumission : 150 000 \$

Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)

Les documents d'appels d'offres peuvent être consultés ou obtenus du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h à l'endroit suivant :

## REGARDS SUR LE MONDE

## Tendances à la désagrégation dans le monde arabe

Image de l'islam altérée, désarroi des populations : les prédictions du dictateur irakien sont démenties les unes après les autres

Gilles Kepel

Le Monde

LA COHÉSION et l'influence internationale du monde arabe vont se ressentir des conséquences de la guerre du Golfe à l'inverse exact des prédictions naïves et triomphalistes de Saddam Hussein. L'infrastructure de l'Irak est détruite, le Koweït a été dévasté et l'Arabie saoudite, qui disposait d'une manne de pétrodollars, doit aujourd'hui emprunter sur le marché des capitaux.

Les fautes politiques du dictateur de Bagdad ont permis aux armées de la coalition de s'installer au Moyen-Orient — transplantées, pour partie, de l'ancien « théâtre » centre-européen où elles faisaient face à celle du défunt Pacte de Varsovie. Ces soldats victorieux détiennent désormais des atouts majeurs dans la nouvelle donne régionale qui devrait voir le jour à l'issue des combats, et cela pèse sur l'autonomie de décision des pays arabes de la région.

L'unité arabe, symbolisée peu ou prou par la Ligue du même nom, déjà fort mal en point avant la guerre, est moribonde. L'Égypte comme la Syrie, traditionnellement réticentes envers un Irak trop puissant, ont été parmi les belligérants les plus actifs contre ce dernier.

Quant au Maghreb, il est en passe de constituer un pôle autonome, à la recherche d'une difficile communauté de destin qui le sépare du Proche-Orient et en fait le flanc sud de l'Europe, dans une interdépendance inégalitaire contre quoi les manifestations pro-irakiennes d'Alger, Tunis ou Rabat ont tenu lieu de protestation, en parlant le langage du désarroi.

Symboles de l'arabisme, les Palestiniens ont vu leur position internationale se dégrader de nouveau, et l'O.L.P., alignée sur Bagdad, sort diminuée politiquement de la guerre.

Enfin, l'image de l'islam est profondément altérée : en-dehors du monde musulman, cette religion est plus que jamais associée, dans les représentations collectives, au *djihad* que Saddam Hussein et ses émules veulent lancer à l'assaut des Constantinople d'aujourd'hui. Parmi les musulmans eux-mêmes, l'unicité du message divin, son propos, le mode de mobilisation des fidèles, sont brouillés.

Plusieurs États arabes refusent de laisser leurs ressortissants partir au pèlerinage en juin, taxant les Saoudiens d'impie pour avoir appelé des « infidèles » à la rescousse — ces mêmes Saoudiens qui étaient le rangon de l'intransigeantisme islamique et les principaux banquiers de la réislamisation.

L'échec du *djihad* de circonstance brandi par Saddam Hussein se retourne en son envers, la *fitna*, la grande discorde au sein de l'*Umma*, de la communauté des croyants. Hantise des oulémas — les docteurs de la loi —, la *fitna* est le mal suprême dans le langage politique de l'islam : en dressant les musulmans les uns contre les autres, en divisant leurs rangs, elle amoindrit, affaiblit, le *dâr el islam*, au sein duquel campent les armées victorieuses des « infidèles ». Dans cette vision des choses, le président irakien, dont l'intérêt tardif pour la religion n'a pas unanimement convaincu les mosquées, demeurera l'un des fauteurs de *fitna* les plus considérables de cette fin de siècle.

Pour essayer d'interpréter la signification de la guerre du Golfe dans le monde arabe d'aujourd'hui et envisager qu'elles peuvent en être les conséquences, il faut d'abord la situer dans l'impasse politique à laquelle sont arrivées les sociétés arabes, plus d'un quart de siècle après l'indépendance de leurs États. La guerre a surtout été le révélateur par excellence d'une crise radicale de société — et les incantations de Saddam Hussein ont créé l'illusion que l'issue à cette crise pouvait résider dans l'aventure guerrière, la

violence réelle ou symbolique contre un Occident aussi ostensiblement haï et vilipendé qu'intensément convoité et secrètement admiré.

Cette crise de société se noue au moment où arrive à l'âge adulte la première génération qui n'a jamais connu la domination coloniale. Fille de l'explosion démographique et de l'exode rural, elle a eu aussi massivement accès à l'éducation — et cela pour la première fois. Elle se trouve aujourd'hui globalement exclue du bien-être, du partage des responsabilités, et même, bien souvent, de la dignité humaine, par les nomenklaturas, les oligarchies ou les familles qui ont accaparé le pouvoir depuis les indépendances.

Cette jeune génération, dans des pays où la majorité de la population a aujourd'hui moins de 25 ans, nourrit des « aspirations démocratiques » au sens large, dans la mesure où elle souhaite avoir la part qui lui revient dans la gestion des affaires publiques, mais se sent dépossédée. Or ces aspirations ne peuvent se concrétiser comme telles, faute d'une « culture démocratique » vécue, qui repose sur la représentation légale et libre des citoyens, assure la rotation des élites sur la base de la compétence et du savoir, et permet aux dirigeants de quitter le pouvoir sans être nécessairement assassinés ou renversés par un coup d'État.

## Introuvable démocratie

Ce paradoxe de la « démocratie introuvable » dans le monde arabe n'a nulle part été mieux illustré que dans l'Algérie de 1990 : lors des premières élections libres organisées en 28 ans d'indépendance, les Algériens ont massivement voté pour le Front islamique du salut (FIS), dont les dirigeants vouent aux gémonies cette même démocratie.

Pour comprendre comment l'aspiration démocratique se retourne en son contraire, et débouche sur l'expression récurrente de la violence, il faut revenir sur la genèse du système politique arabe d'aujourd'hui.

De manière schématique, l'équilibre des pouvoirs dans le monde musulman s'était établi entre un souverain, généralement devenu tel par un coup de force et le corps des clercs religieux, ou oulémas. Celui-ci s'assurait que l'exercice du gouvernement ne contreviendrait pas trop aux injonctions contenues dans les textes sacrés, notamment dans le domaine de la justice sociale. Les oulémas occupaient ainsi une position centrale : ils pouvaient moriger le prince — voire menacer de déclencher le *djihad* contre lui — et en contrepartie, prêcher la paix civile à leurs ouailles.

Dans les faits, ils ont eu fort peu recours au *djihad*, de peur que celui-ci se retourne en *fitna*, en une sédition qui ruine l'unité des croyants. Mais le *djihad* était une épée de Damoclès, en quelque sorte, qui limitait l'arbitraire du prince.

La domination coloniale a supprimé ou amoindri le pouvoir du prince musulman, mais elle a d'ordinaire cherché le compromis avec les oulémas, confirmés dans leurs prérogatives et leurs biens, dans la mesure où ils étaient parmi les garants principaux de l'ordre et de la stabilité.

Dès les indépendances, en revanche, la plupart des jeunes États du monde arabe n'ont eu de cesse qu'ils suppriment toute autonomie des oulémas, montrés du doigt comme rétrogrades. Leurs biens fonciers, généralement mal gérés, ont été nationalisés, et les institutions qui reproduisaient leur corporation — comme l'université Al Azhar au Caire ou la Zeitouna en Tunisie, par exemple — transformées en instruments de légitimation religieuse du pouvoir d'un Nasser ou d'un Bourguiba.

## Rupture des équilibres

L'équilibre politique traditionnel des sociétés musulmanes était ainsi



Réservoirs d'eau au Koweït. Entre le développement économique et les barbelés, entre la démocratie et la préservation de l'identité, le monde arabe est à la croisée des chemins à la suite de la guerre du Golfe.

rompu. Mais rien de concret n'est venu s'y substituer pour limiter l'arbitraire du pouvoir, la dictature du parti unique allié à l'armée, qu'il s'agisse du FLN algérien, des Baas syrien ou irakien, du Néo-Destour tunisien, etc. Plus grave, ces dictatures « modernes » se sont parées des idéaux de la démocratie ou du socialisme, dont elles ont habillé leurs exactions, suscitant, chez ceux-là mêmes qu'elles oppriment, des sentiments pour le moins ambivalents envers cette « démocratie » de pure rhétorique. Pour asséoir leur emprise populaire, ces régimes ont souvent cultivé un chauvinisme arabe à connotations xénophobes, dont l'idéologie baassiste constitue la théorisation la plus poussée et dont le FLN algérien a fait l'un de ses ressorts dans son acharnement à proscrire la langue française.

Les aspirations démocratiques de ces masses jeunes, urbaines, éduquées, ont été bloquées par les nomenklaturistes et les prédateurs qui ont accaparé le pouvoir et la richesse depuis les indépendances. Au long des quinze dernières années, cette frustration démocratique de la jeunesse s'est principalement exprimée à travers le seul canal qui lui était ouvert : les mouvements de réislamisation. Face à l'arbitraire des gouvernants, qui faisait écho à celui des sultans ou des émirs d'antan, ces mouvements ont cherché à remplir la fonction laissée vacante par des oulémas affaiblis ou fonctionnarisés.

Mais cet islamisme putschiste, qui n'était pas sans filiation avec le militantisme gauchiste, donna, vers le milieu des années 80, des signes d'essoufflement. Il céda la place à des mouvements de réislamisation « par le bas », qui n'avaient pas d'ambition révolutionnaire explicite, mais qui s'employaient à fournir des palliatifs aux carences de l'État dans tous les domaines sociaux (éducation, santé, encadrement de la jeunesse, chômage, etc.), à réorganiser, autour du réseau des mosquées, une sorte de contre-société qui obéissait strictement, à la lettre et dans la vie quotidienne, aux injonctions des textes sacrés.

Ces mouvements « par le bas », dotés au contraire des précédents, d'une réelle implantation populaire, ont bénéficié de la mansuétude des pouvoirs établis qui voyaient en eux un dérivatif aux formes radicales et politiques de la réislamisation, ainsi que de subsides considérables en

provenance notamment d'Arabie saoudite... et du Koweït.

## Contre-sociétés islamiques

Les rois de la péninsule, soucieux de la propagation de l'islam à l'échelle de la planète, observaient d'un bon oeil cette forme de religiosité qu'ils croyaient conservatrice, et dont ils pensaient que l'allégeance se facturait en pétrodollars.

Un certain nombre de ces mouvements ont connu un tel développement qu'ils ont, de fait, occupé une place pondérante dans leur nation : c'est le cas du FIS en Algérie ou du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) dans les territoires occupés.

Pourtant, la contre-société à référence islamique qu'ils ont structurée, à Bab-el-Oued comme à Gaza, est aujourd'hui confrontée à une impasse, car son expansion repose la question de l'accès au système politique, toujours bloqué par les groupes au pouvoir.

En Algérie par exemple, avec les élections locales de juin 1990, le FLN a recouru à une manœuvre dilatoire, espérant piéger le FIS dans la gestion des municipalités qui sont le lieu par excellence où se concentrent les problèmes sociaux insolubles comme le logement.

Le monde arabe — le Maghreb en particulier — ne forme pas un univers clos, imperméable aux flux qui lui viennent du Nord, contrairement à ce que fut longtemps la situation dans les pays de l'Est, « préservés » de la contamination capitaliste. La Méditerranée n'est pas le rideau de fer : les personnes, les marchandises, les idées et les images circulent d'une rive à l'autre.

L'événement, chaque soir à Alger, y compris chez ceux que la politique éducative du FLN a voulu couper de l'accès à la langue française, c'est le journal de 20 heures à Paris, reçu grâce aux antennes « paraboliennes » contre lesquelles s'égosillent les leaders du FIS et les caciques du FLN.

C'est dire que, à côté du recours à un mode d'expression des aspirations démocratiques qui s'est inscrit comme il a pu dans un système politique hérité du passé musulman, il y a cet intérêt, cet appétit, pour ce que l'Europe si proche présente comme modèle culturel, comme accès à un bien-être convoité.

La fascination pour Saddam, qui s'est donnée libre cours au Maghreb tant qu'a duré la guerre, avait deux

causes plus profondes et complexes que ce qu'on y a vu d'ordinaire. Par-delà l'idolâtrie du *Scud*, le culte de la virilité du chef arabe qui, enfin, frappait Tel-Aviv, par-delà la dénonciation de l'Occident « hypocrite » qui a volé au secours du Koweït mais n'a jamais contraint Israël à se retirer des territoires occupés, il y a deux revendications fondamentales.

La première naît de la frustration politique de la jeunesse. Acculée à l'impasse, elle a trouvé un dérivatif temporaire dans le soutien à un homme fort d'autant plus admiré qu'il symbolisait, par sa *razzia* sur les richesses pétrolières des émirs, la volonté de la masse des jeunes d'exproprier ceux qui ont accaparé le pouvoir et l'argent depuis trois décennies. Le caractère quasiment aveugle de ce soutien en dit long sur l'ampleur du désarroi et l'absence de perspectives tangibles de changement social et politique.

## Les contradictions des religieux

Il n'est pas impossible que ce désarroi affecte aussi les mouvements islamistes, sanctionne leur incapacité à s'emparer effectivement du pouvoir, et à incarner concrètement l'alternative et le changement. Le FIS algérien et, dans une moindre mesure, le mouvement An Nahda tunisien ont, contraints et forcés, emboîté le pas à leur base militante pour soutenir le dictateur irakien, un homme qui avait pourtant liquidé physiquement son opposition religieuse.

Il y a là une contradiction profonde, que la surenchère à la haine anti-occidentale ne devrait pas masquer trop longtemps. De plus, ils se sont aliénés le considérable appui financier qu'ils recevaient de la péninsule arabique : nul doute que les princes saoudiens ou koweïtis demanderont désormais aux mouvements de réislamisation qui sollicitent leurs largesses quelle a été leur attitude pendant la guerre. Rien ne permet de penser que la défaite du « martyr » Saddam favorisera l'essor islamiste, si la coalition victorieuse sait faire les ouvertures nécessaires.

La seconde revendication, que les manifestations de rue au Maghreb ont mise à nu, concerne le rapport avec l'Europe. Contrairement à ce que diverses réactions à chaud ont pu laisser croire, l'enthousiasme pro-irakien ne signifiait pas la rupture définitive des rapports entre les deux rives de la Méditerranée. Bien plu-

tôt, il exprimait la prise de conscience dramatique d'une inéluctable communauté de destin entre le Maghreb et l'Europe.

Le jeune Algérien diplômé et chômeur qui manifeste au cri de « Mitterrand assassin » n'en tentera pas moins sa chance quelques jours plus tard pour obtenir un visa et émigrer vers la France. Cette contradiction n'est qu'apparente : le projet migratoire est une aventure hasardeuse qui mène d'une frustration insupportable aujourd'hui à une réussite aléatoire, demain, mais qui risque fort de s'achever par une situation d'exclusion au fond des banlieues.

La guerre du Golfe, en permettant à cet ensemble de frustrations de s'exprimer à leur paroxysme, a eu une fonction, peut-être salutaire, de catharsis, à la manière dont la tragédie grecque, en exacerbant les passions, en les montrant, permettait de les identifier et de les exorciser. Pour peu qu'on sache interpréter les signes qu'elle a suscités, elle permet de discerner assez précisément les problèmes majeurs du monde arabe d'aujourd'hui et de situer les difficultés des relations entre celui-ci et l'Occident — et plus radicalement, entre le Maghreb et l'Europe.

## En finir avec l'autocensure

Il n'est plus possible aujourd'hui de dissimuler l'impasse politique et la situation de désarroi, d'explosion sociale, qui gangrène la jeunesse de ces pays. Les États européens ont témoigné longtemps une solidarité sans failles à des régimes hostiles aux aspirations démocratiques de la masse de la jeunesse. Les effets pervers de cette politique apparaissent aujourd'hui clairement car, comme la crise de ces derniers mois vient de le manifester, l'explosion est aux portes de l'Europe et la concerne donc directement. Les gouvernements maghrébins, qui évoquent avec insistance, depuis le cessez-le-feu, la perspective d'une banque européenne pour le Maghreb sur le modèle de celle qui a été créée pour les pays de l'Est, doivent comprendre que celle-ci a eu pour préalable l'institution de la démocratie au-delà de l'ancien rideau de fer.

Pour l'Europe, l'ère de l'autocensure est désormais dépassée : la tension franco-marocaine de ces derniers mois, si elle a suscité sur le moment des aigreurs, n'est pas sans rapports avec l'indice d'assouplissement révélé par la libération de la famille Oufkir. Il est clair que cela ne résout pas l'ensemble de la question démocratique, mais c'est là le minimum qu'il faut entreprendre — sauf à estimer que les principes de l'État de droit ne peuvent franchir la Méditerranée. Quant aux mouvements de réislamisation dont les militants seraient tentés par une nouvelle vague de *djihad*, il ne faut leur laisser aucune illusion sur la détermination à les réduire avec la même vigueur dont la coalition a usé face à Saddam Hussein.

Mais ces hypothèses ne pourront être levées si des progrès substantiels ne sont pas faits vers le règlement des trois principaux problèmes structurels du Proche-Orient : l'autodétermination des Palestiniens, le rétablissement du Liban dans sa souveraineté et une redistribution de la rente pétrolière qui favorise de manière plus équitable le développement de la région. De la capacité de la coalition à amener des positions acceptables Israël, la Syrie et les pétromonarchies dépendra demain largement la capacité des Arabes à sortir de l'impasse.

Paradoxalement, l'espoir, aux lendemains de la guerre, a moins que jamais l'apparence d'une chimère.

Gilles Kepel, auteur du récent livre *La revanche de Dieu*, chercheur au Centre national de recherche scientifique de France et professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris, a écrit spécialement cet article pour *Le Monde*. LE DEVOIR en a préparé ici une version légèrement abrégée.

## Le conflit a déclenché une perestroïka au pays d'Hassan II

Anne Hoffstetter

collaboration spéciale

RABAT — Les transistors ont été rangés, les bulletins de nouvelles ont cessé de rythmer les journées, et souvent les nuits, des marocains. La vie a repris son cours mais plus rien n'est exactement comme avant. Avant la guerre.

« Le conflit a fait tomber les masques », dit-on ici. Les objectifs des coalisés sont apparus clairement. Il ne s'agissait ni de libérer le Koweït ni de faire respecter un quelconque droit international mais de défendre les intérêts économiques et stratégiques des Occidentaux dans la région du Golfe. « On a voulu détruire l'Irak », écrit Khalid Jamaï, le rédacteur en chef de *L'Opinion*, principal journal d'opposition, « parce qu'il avait atteint un certain niveau technologique et scientifique et était sur le point de devenir une puissance nucléaire ». Il ajoute : « Cette guerre est un message sanglant pour tous ceux qui, dans le tiers monde, voudraient remettre l'hégémonie et la civilisation occidentales en question et demanderaient une parité entre le Nord et le Sud. »

Des accusations qui traduisent bien le sentiment d'injustice ressenti par les Marocains qui ne peuvent trouver de mots assez forts pour fustiger la politique des « deux poids,

deux mesures » menée par les puissances occidentales.

Pourquoi cet empressement à faire respecter (en tuant des dizaines de milliers de civils au passage) les résolutions de l'ONU lorsqu'elles concernent un pays arabe, et ne pas faire preuve de la même fermeté quand il s'agit de résolutions exigeant d'Israël le retrait des Territoires occupés (la première de ces résolutions, la célèbre « 242 » date de 1967) ?

Pourquoi ce même Israël peut-il disposer de l'arme nucléaire alors que l'on parle de limiter — voire d'interdire — les ventes d'armes et le transfert de technologie dite « sensible » aux pays arabes ?

Les intellectuels marocains qui, pour la plupart, ont fait leurs études en France et cru en un modèle occidental de démocratie et de respect des droits de l'homme déchantent aujourd'hui : « Notre déception est colossale, on a été dupés jusqu'à la moëlle. »

Ni eux, ni les gens de la rue n'acceptent les souffrances endurées par le peuple irakien qu'ils ont soutenu depuis le début du conflit. Ils s'interrogent inlassablement. Comment a-t-on pu déverser, en six semaines de conflit, quatre fois la quantité de bombes larguées pendant toute la Seconde Guerre mondiale ? Comment a-t-on pu utiliser le napalm ? Combien de morts ne présentant



Hassan II, roi du Maroc.

aucune blessure visible aura fait la terrible « effeuilleuse de marguerites », cette bombe à dépression dont la déflagration brutale et l'onde de choc d'une violence inouïe fait éclater les poumons à l'intérieur du corps ? Pourquoi l'usage de ces armes prohibées par la Convention de Genève de 1980 ? Les alliés ont bien limité leurs pertes en vies humaines,

comme ils l'avaient promis, dit-on ici. Mais à quel prix ?

Ces questions sont encore sur toutes les lèvres. Elles resteront longtemps dans les mémoires.

Rancune et colère ont creusé entre les populations maghrébines et les Occidentaux (et tout particulièrement la France, ex-colonisateur, partenaire économique privilégié, et dont on attendait une autre attitude que ce « suivisme » aveugle des États-Unis) un fossé qui sera long à se combler. S'il peut jamais l'être vraiment. « La rupture entre le Nord et le Sud, entre l'Europe et le Monde arabe, entre les rives Nord et Sud de la Méditerranée, entre la France et le Maghreb est complètement consommée », vient d'écrire l'ex-président de l'Organisation marocaine des droits de l'homme, ancien haut responsable de l'UNESCO.

## Les leçons de la guerre

C'est dans ce climat plus que morose qu'un Maroc profondément meurtri vient de célébrer le 30e anniversaire de l'accession au trône du roi Hassan II.

Habituellement marqué par de nombreuses festivités à travers le royaume, l'événement a été célébré cette année avec la plus grande sobriété. Le souverain a prononcé le traditionnel discours à la nation — bilan de l'année écoulée — et accordé les non moins traditionnelles

mesures de grâce.

La libération à cette occasion de la famille Oufkir a fait grand bruit dans les médias français. De nombreuses associations de défense des droits de l'homme se réclamaient en effet la remise en liberté de Fatima Oufkir et de ses six enfants en résidence surveillée depuis 18 ans après l'attentat manqué, fomenté contre le roi, par le général Oufkir.

La fin de cette longue détention n'a soulevé aucune émotion particulière dans la population qui se souvient encore de la répression aveugle qui s'était abattue sur le Maroc à l'époque du général. Une population qui espérait surtout la libération des prisonniers politiques : islamistes, militants de gauche et manifestants arrêtés lors de la grève générale du 14 décembre dernier. Or les 2268 détenus qui ont bénéficié de remises de peine partielles ou totales seraient uniquement des prisonniers de droit commun et non les détenus politiques attendus.

Mais cet espoir déçu ne doit pas occulter le réel processus démocratique en cours.

De la motion de censure de mai 1990, rejetée par le Parlement mais timide « grande première » dans l'histoire politique du pays, aux 500 000 personnes en colère descendues dans les rues de Rabat huit mois plus tard, pour clamer le soutien à l'Irak, bien du chemin a été

parcouru. Interventions « musclées » au Parlement des députés d'opposition et des chefs syndicalistes, révision des lois relatives à la détention préventive et à la garde à vue, création d'un Conseil consultatif des droits de l'homme, autant d'indices qui révèlent l'existence d'un courant de démocratisation dans lequel s'inscrit le dernier discours du roi.

Après avoir admis qu'un déphasage se produisait parfois entre la société et ceux qui en conduisent le destin, le roi a promis de veiller « à ce que les élections à venir soient des élections libres et sincères comme l'exige toute démocratie réelle et authentique ».

La population marocaine profondément traumatisée par le conflit du Golfe ressent aujourd'hui amertume et colère. Mais, pendant cette guerre, pour la première fois, elle s'est exprimée : pour l'Irak, pour Saddam Hussein, contre l'Occident... et contre la limitation de son droit d'expression.

Et le pouvoir a dû, sinon dialoguer, du moins tenir compte de cette énorme pression populaire.

Une leçon que, ni d'un côté ni de l'autre, on ne semble vouloir oublier, une conséquence indirecte mais positive d'un conflit qui — telle une boîte de Pandore — libérera pendant longtemps, pour les peuples arabes et les autres, le pire et le meilleur, en tout cas l'inattendu.

## CINÉMA

ASTRE I: (327-5001) — *Hard Way* 7 h 10, 9 h 20 II: *Sleeping with the Enemy* 7 h 9 h 11: *Silence of the Lambs* 7 h, 9 h 30 IV: *King Ralph* 7 h 15 — *Misery* 9 h 15

BERRI I: (288-2115) — *Le silence des agneaux* 2 h 30, 4 h 45, 7 h, 9 h 15 II: *Maman j'ai raté l'avion* 2 h 30, 4 h 45, 7 h 15, 9 h 30 III: *Misery* 2 h 30, 4 h 45, 7 h, 9 h 15 IV: *Edward aux mains d'argent* 2 h 40, 4 h 50, 7 h, 9 h 20 V: *Ding et Dong le film* 2 h 45, 5 h, 7 h 10, 9 h 15

BONAVENTURE I: (861-2725) — *Hard Way* 7 h 20, 9 h 40 II: *Silence of the Lambs* 7 h, 9 h 20

BROSSARD I: (465-5906) — *Misery* 7 h 15, 9 h 30 II: *Le silence des agneaux* 7 h, 9 h 25 III: *Edward aux mains d'argent* 7 h 10, 9 h 35

CARREFOUR L'AVANT 1: (688-3684) — *Ding et Dong le film* sem. 9 h 20 — *L'histoire sans fin* 2 sem. 7 h 10 2: *Misery* sem. 7 h 30, 9 h 45 3: *Sleeping with the Enemy* 7 h 05, 9 h 20 4: *King Ralph* 7 h, 9 h 25 5: *Un fil à la maternelle* 7 h 30, 9 h 45 6: *Le silence des agneaux* 7 h, 9 h 40

CENTRE EATON 1: MII — *La carte verte* 12 h, 2 h 20, 4 h 40, 7 h 05, 9 h 25 2: *Bethune* 1 h 30, 4 h 15, 9 h 30 3: *Hamlet* 12 h 30, 6 h 10, 9 h 15 4: *Megathon, la course du siècle* 3 h 15 5: *De quoi j'me mêle encore* 1 h 20, 3 h 20, 5 h 20, 7 h 20, 9 h 25 6: *Le parrain* 3 h 20, 5 h 15, 8 h 30 7: *The Field* 12 h 10, 2 h 30, 4 h 50, 7 h 10, 9 h 35

CINÉMA ÉGYPTIEN 1: 1455 Peel, MII — *The Griffiths* 1 h, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 40 2: *Awakenings* 2 h, 4 h 25, 7 h, 9 h 30

CINÉMA JEAN-TALON: MII — *Green Card* 7 h 20, 9 h 30

CINÉMA OMEGA 1: — *Le parrain* 3 h 30 — 2: *Bethune* 7 h, 9 h 15 3: *Carte verte* 7 h 10, 9 h 30

CINÉMA PARALLÈLE: 3662 boul. St-Laurent, MII (843-6001) — mar. — *Je suis l'un deux Doc-teurs, menteurs, femmes* 20 h

CINÉMA PARIS: MII (875-7284) —

CINÉMA POINTE-CLAIRE 1: 6361 Trans-Canada — *Home Alone* 7 h, 9 h 10 2: *Warlock* 7 h 15 — *Awakenings* 9 h 30 3: *Hard Way* 7 h, 9 h 25 4: *Silence of the Lambs* 7 h, 9 h 40 5: *Sleeping with the Enemy* 7 h 10, 9 h 20 6: *Dances with Wolves* 6 h 15

CINÉMATHEQUE QUÉBÉCOISE: (842-9768) — mar. — *Le che, aujourd'hui et toujours* / *Le jeune rebelle* 18 h 35 — *À tout prendre* 20 h 35

CINÉMA V: 1: 5560 Sherbrooke O. (489-5559) — *Green Card* 6 h 50, 9 h 25 2: *He Said, She Said* 6 h 45, 9 h 10

CINÉPLEXE I: (849-4518) — *La gloire de mon père* 1 h 20, 4 h 15, 7 h, 9 h 15 2: *Un fil à la maternelle* 1 h, 7 h — *King Ralph* 3 h 30, 9 h 15 III: *La captive du désert* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15 4: *De quoi j'me mêle encore* 1 h 20, 3 h 20, 5 h 20, 7 h 20, 9 h 25 IV: *Hamlet* 1 h 15, 4 h, 6 h 45, 9 h 25 V: *The Griffiths* 1 h 30, 4 h 30, 7 h, 9 h 15 VI: *Awakenings* 1 h 30, 4 h 30, 7 h, 9 h 30 VII: *L'histoire sans fin* 2 h 1 h, 3 h 05, 5 h 05, 7 h 10, 9 h 10 15, 7 h 20, 9 h 25 IX: *L'éveil* 1 h 15, 4 h 15, 7 h 05, 9 h 35

COMPLEXE DES JARDINS I: (288-3141) — *Un thé au Sahara* 1 h 45, 4 h 15, 7 h, 9 h 35 II: *Il était avec les loups* 1 h 30, 5 h, 8 h 30 III: *Le château de ma mère* 1 h 15, 3 h 20, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 15 IV: *Le petit criminel* 1 h 30, 3 h 10, 5 h 20, 7 h 30, 9 h 40

COMPLEXE GUY-FAVREAU / O.N.F.: 200 ouest Boul. Dorchester, MII (283-8229) — *Cargo* 19 h — *Moody Beach* 21 h. (12 au 14 mars)

CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRAPHIQUE: (848-3876) — *Les parents terribles* 20 h 30

CRÉMAZIE: (388-4210) — *L'éveil* 7 h, 9 h 20

DAUPHIN I: (721-6060) — *Alice* 7 h 15, 9 h 30 11: *La gloire de mon père* 7 h, 9 h 15

CINÉMA DÉCARIE 1: (341-3190) — *Silence of the Lambs* 7 h 15, 9 h 35 2: *Awakenings* 7 h, 9 h 25

DORVAL I: (631-8586) — *Green Card* 7 h 10, 9 h 25 II: *Shipwrecked* 7 h 15, 9 h 20 III: *New Jack City* 7 h 20, 9 h 30 IV: *Scenes from a Mail 7* h, 9 h

DU PARC 1: (844-9470) — *The Doors* 6 h 30, 9 h 25 2: *Shipwrecked* 7 h 05, 9 h 25 3: *Scenes from a Mail 7* h, 9 h

from a Mail 7 h, 9 h

DU PLATEAU 1: (521-7870) — *De quoi j'me mêle encore* 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30 2: *Le parrain* 3 h 12 h, 3 h 6 h, 9 h 15

FAIRVIEW I: (697-8095) — *L.A. Story* 7 h 05, 9 h 25 II: *The Doors* 6 h 20, 9 h 15

FAUBOURG STE-CATHERINE 1: (932-2230) — *Hard Way* 12 h 40, 2 h 55, 5 h 15, 7 h 30, 9 h 40 2: *Dances with Wolves* 1 h 30, 5 h, 8 h 30 3: *Sleeping with the Enemy* 12 h 45, 2 h 45, 5 h, 7 h 10, 9 h 20 4: *Home Alone* 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15, mer. 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 30

GOETHE-INSTITUT MONTRÉAL: (499-0159) — GREENFIELD I: (671-6129) — *Green Card* 7 h 10, 9 h 25 2: *The Doors* 6 h 20, 9 h 15 3: *De quoi j'me mêle encore* 7 h 25, 9 h 35

IMAX: Vieux-Port de Montréal — *Planète bleue entre ciel et terre* (tr.) du mar. au ven. 10 h, 11 h 45, 13 h 30, 19 h, sam. 13 h 30, 17 h, 19 h, dim. 11 h 45, 13 h 30, 17 h, 19 h ven. sam. dern. spect. 22 h 30 — *Blue Planet et To Fly* mar. au dim. 15 h 15, 20 h 45

IMPERIAL: (288-7102) — *The Doors* 12 h 30, 3 h 25, 6 h 20, 9 h 15

LAVAL I: (688-7776) — II: *La carte verte* 7 h, 9 h 25 3: *Bethune* 7 h 10, 9 h 30 4: *Le parrain* 11 h 30 — *De quoi j'me mêle encore* 7 h, 9 h

LAVAL 2000 1: (687-5207) — *Edward aux mains d'argent* 7 h 15, 9 h 35 2: *Maman j'ai raté l'avion* 7 h, 9 h

LOEW'S I: (661-7437) — *Green Card* 12 h 35, 2 h 50, 5 h 05, 7 h 15, 9 h 35 II: *Scenes from a Mail* 1 h, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 20, 9 h 25 III: *He Said, She Said* 12 h 15, 2 h 30, 5 h, 7 h 25, 9 h 45 IV: *L.A. Story* 12 h 45, 3 h, 5 h 05, 7 h 15, 9 h 30 V: *Goodfellas* 12 h 05, 3 h 05, 6 h 05, 9 h 05, jeu. 12 h 05, 3 h 05, 9 h 30

QUIMETOSCOPE: (525-8600) — Salle 1: *Un film bref sur l'amour* 19 h — *Une poignée de temps* 21 h — Salle 2: *Lucien Brouillard* 19 h 30 — *Mon fantôme d'amour* 21 h 30

PALACE 1: — *Shipwrecked* 12 h 25, 2 h 35, 4 h 45, 6 h 55, 9 h 10 II: *New Jack City* 12 h 45, 2 h 55, 5 h 10, 7 h 25, 9 h 40 III: *The Godfather* 1 h 30, 4 h 45, 8 h IV: *Lionheart* 12 h 10, 2 h 25, 4 h 40, 6 h 55, 9 h 10 V: *Fire, Ice and Dynamite* 12 h, 2 h 15, 4 h 30, 6 h 45, 9 h VI: *No Retreat, No Surrender* 12 h 45, 3 h, 5 h 05, 7 h 10, 9 h 15

PARADIS I: (354-3110) — *Edward aux mains*

d'argent 7 h 10, 9 h 30 II: *Misery* 7 h, 9 h 15 III: *Un fil à la maternelle* 7 h — *Le silence des agneaux* 9 h 20

PARISIEN I: (866-3856) — *Le mari de la coliffe* 12 h 50, 5 h 10, 9 h 30 — *L'autrichienne* 2 h 50, 7 h 10 II: *La discrète* 12 h 45, 2 h 55, 5 h 05, 7 h 15, 9 h 25 III: *Cyrano de Bergerac* 12 h 30, 3 h 20, 6 h 10, 9 h IV: *Uranus* 12 h 15, 2 h 30, 4 h 45, 7 h, 9 h 15 V: *Lacenaire* 1 h 30, 4 h, 6 h 30, 9 h 10 VI: *Love-moi* 12 h 50, 3 h 5 h 10, 7 h 20, 9 h 30 7: *Tombe du ciel* 1 h, 3 h 45, 6 h 20, 9 h 05

PLACE ALEXIS NIHOI I: (935-4246) — *Silence of the Lambs* 1 h 30, 4 h, 7 h, 9 h 30 11: *Warlock* 1 h 30, 4 h 15, 7 h 15, 9 h 40 III: *King Ralph* 1 h 30, 4 h 15, 7 h, 9 h 35

PLACE LONGUEUIL 1: (679-7451) — *Un fil à la maternelle* 7 h, 9 h 15 2: *Maman j'ai raté l'avion* 7 h 05, 9 h 10

LE RIALTO: 5723 ave du Parc, MII (274-3550) — *The Krays* 7 h 15 — *Labyrinth of Passion* 9 h 30

VERSAILLES I: (353-7880) — *The Doors* 6 h 20, 9 h 11: *De quoi j'me mêle encore* 7 h 20, 9 h 20 III: *Bethune* 6 h 30, 9 h IV: *Le parrain* 11 h 8 h — *Megathon, la course du siècle* 6 h 40, 9 h VI: *La carte verte* 7 h, 9 h 15

## SUR SCÈNE

L'AIR DU TEMPS: 194 ouest St-Paul, Montréal (842-2003) — Jazz du mer. au dim. de 22h. 15 à 02h.30 — Michel Cusson & The Wild Unit, du 14 au 17 mars

BAR LES BEAUX ESPRITS: 2073 St-Denis, Montréal (844-0882) — Les Beaux Esprits et Carl Tremblay présentent le Festival d'harmonica, du 13 au 17 mars — Le 13 mars, Harmonica Zeke

BAR 2080: 2080 rue Clarke, Montréal (285-0007) — Jazz mar. au ven. à 21h30

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE: 1700 St-Denis, Montréal (842-3532) — Tangente dans le cadre de la série Danses Fraîches présente les chorégraphes Sarah Bild et Mario Veillette, le 11 mars à 20h30

BIDDLE'S JAZZ AND RIBS: 2080 rue Aylmer, Montréal (842-8556) — Le Quatuor de Johnny Scott et Geoffrey Lapp, en permanence, lun. 19h, à 24h, mar. 20h, à 01h, mer. au ven. 18h, à 22h — Le Trio de Charlie Biddle, en permanence du mer. au ven. à compter de 22h, sam. à compter de 21h30 — Billy George, pianiste/chanteur, lun. de 17h à 19h, mar. de 17h30 à 19h30 — Trio Billy George, sam. de 18h à 21h30 — Le trio de Bernard Primeau, les dim. de 19h à 24h

CAFÉ DE LA PLACE: PDA, Montréal (842-2112) — « Jeux de femme » de Krzysztof Zanussi et Edward Zebrowski, adaptation de Barbara Grzegorzewska, m. en s. Alexandre Hausvater, à compter du 20 mars, mar. au sam. à 20h

CEGEP MAISONNEUVE: 2700 Bourdonnière, Montréal — Conférence: Le projet Grande Baie, avec Michel Yergeau et Roméo Dion Saganash, le 11 mars à 19h30

CEGEP DU VIEUX-MONTRÉAL: Tritorium, 255 est Ontario, Montréal (282-3362) — Les Grands Explorateurs présentent Istanbul, de Constantinople à Byzance, avec Henri Goemaere, du 11 au 15 mars, lun. au mer. à 20h, jeu. à 19h, ven. à 19h, et 21h30

CHAPÉLLE HISTORIQUE DU BON-PASSEUR: 100 est Sherbrooke, Montréal — Atelier d'interprétation piano, avec Monique Deschassées, le 11 mars de 10h à 18h

CLUB SODA: 5240 ave du Parc, Montréal (270-7848) — Les Lundis Juste Pour Rire, le 11 mars à 20h30

COLLÈGE LIONEL-GROULX: Auditorium, 100 rue Duquet, Ste-Thérèse (430-3120 poste 203) — L'Option théâtre du collège Lionel-Groulx présente « La critique de l'école des femmes » et « L'improvisation de Versailles » de Molière, m. en s. François Tassé, du 16 au 19 mars à 20h, matinée le 17 mars à 15h

ESPACE LA VEILLÉE: 1371 est rue Ontario, Montréal (526-6582) — « Rictus » texte et m. en s. Anne-Marie Provencher, du 22 fév. au 17 mars, mar. au sam. à 20h30

ESPACE LIBRE: 1945 rue Fullum, Montréal (521-4191) — Le Nouveau Théâtre Expérimental présente « Durocher le milliardaire » texte et m. en s. Robert Gravel, du 6 au 30 mars, mar. au sam. à 20h30

MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC: 2550 est Ontario, Montréal (598-5810) — Théâtre: Oncle Vania, d'Anton Tchekhov, m. en s. Lou Fortier, présenté par le Théâtre Populaire du Québec, du 7 au 17 mars à 20h

RESTAURANT-THÉÂTRE LA LICORNE: 4559 Papineau, Montréal (523-2246) — L'Archeipel présente « Comme il vous plaira » de William Shakespeare, m. en s. Alexandre Hausvater, traduction Normand Chavette, du 21 fév. au 30 mars, mar. au sam. 20h30, dim. 15h

RISING SUN: 5380 St-Laurent, Montréal (278-5200) — Brasils Blue Monday avec Paul Arthur & The Shuffle Kings, le 11 mars

SALLE FRED-BARRY: 4353 est Ste-Catherine, Montréal (253-8974) — « Tu faisais comme un appel » texte et m. en s. de Marthe Mercure, du 19 mars au 13 avril, mar. au sam. à 20h30

SALLE DENISE-PELLETIER: 4353 est Ste-Catherine, Montréal (253-8974) — « Henri IV » de Luigi Pirandello, m. en s. Alice Ronfard, à compter du 12 mars à 20h

SALLE WILFRID-PELLETIER: PDA, Montréal (842-2112) — OSM matin symphonique Métro, Mariss Jansons, chef, Vladimir Ouchinnikov, pianiste, oeuvres de Liszt et Mahler, le 12 mars à 10h30 — OSM Grand Concert, Mariss Jansons, chef, Vladimir Ouchinnikov, piano, oeuvres de Fiala, Liszt et Mahler, les 12-13 mars à 20h

STADE OLYMPIQUE: Montréal — L'Observatoire de la tour du Stade Olympique est accessible par funiculaire tous les jours, lun. 12h à 18h, mar. au dim. 10h à 18h — pour renseignements: 252-8687

STUDIO D'ESSAI CLAUDE-GAUVEAU: UOAM, 405 est Ste-Catherine, Montréal (987-3456) — Local J-2020 — « Les amoureux atomiques » conception et m. en s. de Caroline Caza, du 13 au 16 mars à 20h30, matinée le 14 mars à 13h

THÉÂTRE BISCUIT: 221 St-Paul O., Vieux-Montréal (845-7306) — « Concert » spectacle de marionnettes, sam. dim. à 15h, jusqu'au 10 juin

THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI: 1297 Papineau, Montréal (523-1211) — « Baby Blues » de Carole Fréchette, m. en s. Gervais Gaudreault, du 15 mars au 7 avril

THÉÂTRE ESPACE GO: 5068 rue Clark, Montréal (271-0813) — Ma Chère Parentèle présente « Le sang de Michi » de Franz Xaver Kroetz, traduction Jean-Luc Denis et Marie-Elisabeth Morf, m. en s. Paul LeFebvre, à compter du 5 mars, mar. au sam. à 20h

THÉÂTRE MOYSE: 853 ouest Sherbrooke, Montréal (398-6795) — Les étudiants en art dramatique de McGill présentent « Twelfth Night or What You Will » de Shakespeare, du 13 au 16 mars

THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE: 84 rue ouest Ste-Catherine, Montréal (861-0563) — « On ne badine pas avec l'amour » de Alfred de Musset, m. en s. Olivier Reichenbach, du 12 mars au 6 avril, mar. au ven. 20h, 16h et 21h

THÉÂTRE PORT-ROYAL: PDA, Montréal (842-2112) — La Compagnie Jean Duceppe présente « Le prix » d'Arthur Miller, m. en s. Yves Desgagnés, du 20 fév. au 30 mars, mar. au ven. 20h, sam. 16h 30 et 21h

THÉÂTRE DE QUAT'SOUS: 100 est ave des Pins, Montréal — « Des restes humains non-identifiés et la véritable nature de l'amour » de Brad Fraser, traduction et m. en s. André Brassard, du 18 mars au 13 avril, mar. au sam. à 20h, dim. à 15h

THÉÂTRE DU RIDEAU VERT: 4664 St-Denis, Montréal (844-1793) — « La farce de l'âge » de Denis Bouchard, Suzanne Chagnon, Rémy Girard et Pierre Robitaille, m. en s. Normand Chouinard, du 26 fév. au 23 mars, mar. au ven. à 20h, sam. 16h et 21h, dim. à 15h

THÉÂTRE ST-DENIS: 1594 St-Denis, Montréal (288-2525) — Comédie musicale Les Misérables, de Alain Boublil et Claude-Michel Schönberg, du 17 jan. au 14 avril, fr. mer. jeu. sam. dim. 20h, matinée sam. à 14h, angl. mer. ven. 20h, dim. 14h

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL: 200 Vincent d'Indy, Montréal — Caroline Tellier, pianiste, le 11 mars à 17h

GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC: Salle Octave-Crémaix, Québec (418-643-8131) — « Les belles-soeurs » de Michel Tremblay, m. en s. Serge Denoncourt, du 26 fév. au 23 mars, mar. au sam. à 20h

THÉÂTRE PÉRISCOPE: 2 est Crémazie, Québec (418-529-2183) — « L'île de mon frère » de Richard Aubé, m. en s. Lise Castonguay, du 12 au 23 mars à 20h, le 17 mars à 15h

## À SURVEILLER

Ce soir à 19 h 30, conférence intitulée : « Le projet Grande Baie » avec Michel Yergeau, au Cégep Maisonneuve, 2700 rue Bourdonnière.

Le Collège Montmorency, 475, boul. de l'Avenir à Laval, vous invite à des causeries intitulées : « Mieux communiquer au travail », le mardi 12 mars à 19 h 30 ; « La famille recomposée...redonner une chance à l'amour », le mercredi 13 mars, et « Affirmation de soi et agressivité », le vendredi 15 mars. Rens. : 667-8821, poste 441.

L'Association des parents et amis du malade mental Rive-Sud invite ses membres à venir échanger entre eux, dans un contexte informel et amical, pour faire plus ample connaissance, le jeudi 14 mars de 13 h à 16 h et de 19 h à 21 h, au 1608 rue Brébeuf, app. 2 à Longueuil. Rens. : 677-5697 ou 677-0397.

Ce soir à 20 h, conférence présentée par Chantal Hardy, sur le thème : « L'archéologie de la rose des Cathédrales gothiques », au 3200 rue Jean-Brillant, Université de Montréal, salle 4205. Entrée libre.

Ce soir à 20 h 30, l'Institut Simone de Beauvoir et le Département d'histoire vous invitent à une causerie (en anglais) du prof Ruth Roach Pierson, sur le thème : « Experience, Difference, Dominance and Voice in the Writing of Canadian Women History », à l'Univ. Concordia, salle 820, Pavillon Hall, 1455, boul. de Maisonneuve ouest. Rens. : 848-2373 ou 848-2430.

Conférence de M. V. Ivanov sur le thème : « Grammaire comparative des langues indo-européennes : un panorama des développements récents », le mardi 12 mars à 12 h 30, au Pavillon Lionel-Groulx, salle 9019, 3150 rue Jean-Brillant. Rens. : 343-6220.

Ce soir à 19 h 30, l'entretien de la pelouse sans les pesticides, au Jardin Botanique, bur. 125, 4101 rue Sherbrooke est à Montréal. Rens. : 872-1493.

À l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de Ville de Laval, la bibliothèque Philippe-Panneton, 4747, boul. Arthur-Sauvé à Laval-Ouest, vous invite à venir partager avec nous vos souvenirs de Laval-Ouest (Plage Laval et Ste-Rose ouest), le lundi 18 mars à 19 h 30. Inscr. : 662-4007.

Gloria Gray, spécialiste en économie familiale, donnera des idées pour des fêtes d'enfants réussies : jeu, cadeaux, menus, etc., à la bibliothèque de Beaconsfield, 303, boul. Beaconsfield, le jeudi 14 mars à 19 h 30. Entrée libre. Inscr. : 696-9040.

Le Club de ski et plein de Montréal, 154 rue Villieray, offre des cliniques sur la réparation et l'entretien des bicyclettes. Notre prochaine clinique mineure aura lieu les 19 et 21 mars de 19 h à 22 h. Inscr. : 271-6046.

Ce soir de 19 h à 22 h, le Mouvement pour l'Agriculture biologique offre un cours sur l'effet de serre, minéralisation des sols et glaciations, donné par Daniel Reid, au Regroupement Loisirs Québec, 4545, av. Pierre-de-Coubertin (Stade olympique). Rens. : 521-4322.

Aujourd'hui à 16 h, le Centre de recherches sur l'Europe centrale et de l'Est de Montréal organise une conférence à l'Université Concordia (Loyola), Ed. central CC 124. Le titre de la conférence s'intitule : « Environnement Politics in the USSR » par le prof Joan De Bardeleben. Rens. : 398-4877.

Aujourd'hui, collectes de sang de la Croix-Rouge à Montréal au Centre permanent, 3131 rue Sherbrooke est, de 9 h à 18 h ; au Collège de Rosemont, 6400, 16<sup>e</sup> avenue, de 10 h à 16 h ; à St-Jérôme, Cégep — l'Agora, 435 rue Fournier, de 10 h à 16 h ; à Terrebonne, Centre communautaire, rue Maurault, de 14 h 30 à 20 h 30 ; à Pointe-Claire, YMCA, gymnase, 230, boul. Brunswick, de 15 h à 20 h 30. Rens. : 937-2790.

Ce soir à 20 h, M. François Rémillard sera le conférencier invité de la Société historique du Marigot. La réunion aura lieu au 7 rue St-Laurent est, coin chemin de Chamby à Longueuil, pavillon Marie-Victorin, 2<sup>e</sup> étage. Rens. : 677-4573.

Dans le cadre de son programme Art et voyage, M. Maurice Marleau, historien de l'art, donnera une série de 3 conférences (avec diapositives) sur : L'Ancien empire austro-hongrois aujourd'hui ». La Ire conférence a lieu aujourd'hui à 13 h 30 à la Maison Ludger-Duvernay, 82 rue Sherbrooke ouest. Rens. : 383-6019.

## LE DEVOIR

Renseignements..... (514) 844

# CULTURE ET SOCIÉTÉ

Montréal, lundi 11 mars 1991

## MUSIQUE / chronique



Walter Boudreau



Pauline Vaillancourt

## Walter Boudreau se mérite le grand prix Paul Gilson

Marie Laurier

LE GRAND PRIX de musique Paul Gilson 1991 de la communauté des radios publiques de langue française (CRPLF) a été attribué à l'oeuvre présentée par la Société Radio-Canada, *Golgot(h)a*, composition de Walter Boudreau sur un texte de Raoul Duguay. Cette distinction comporte une bourse de 10 000 francs suisses (environ 9 000 \$).

Le jury, présidé par Denis Regnaud, chef des émissions musicales du réseau FM de Radio-Canada était réuni à Paris et comprenait des représentants des quatre radios qui forment la CRPLF.

L'oeuvre primée est une évocation du drame de la crucifixion et la musique est issue d'un répons à quatre voix du compositeur espagnol Tomas Luis de Victoria (1540-1611). Elle a été enregistrée par Line Bouchard et Manon Lafrance, trompettes, Michèle Gagnon et Jean Letarte, cors, Albert Devito et Robert Ellis, trombones, Alain Cazes, tuba, Danielle Dubé, orgue, Jean-Guy Plante, Robert Leroux, Serge Desgagnés, Julien Grégoire et Raymond Desrosiers, percussions, Raoul Duguay, voix échantillonnée et Alain Thibault, synthétiseur. La direction musicale était assurée par le compositeur, la réalisation de l'enregistrement par Jacques Boucher.

Walter Boudreau est directeur artistique et chef attitré de la Société de musique contemporaine du Québec depuis 1988. Il était nommé récemment compositeur en résidence à l'Orchestre symphonique de Toronto. Dans les années 1970 il faisait partie de l'Infonie avec Raoul Duguay. En 1974, il remportait un premier prix au Concours des jeunes compositeurs de Radio-Canada.

Rappelons que c'est la deuxième fois consécutive qu'un compositeur canadien remporte le prix de musique Gilson. Il est décerné tous les deux ans à une oeuvre musicale avec texte, conçue pour la radio. En 1989, René Lussier avait gagné avec *Le Trésor de la langue* et en 1968, Otto Joachim avait aussi triomphé avec *Illuminations II*. On entendra l'oeuvre de Walter Boudreau ainsi que les trois autres soumises par ses partenaires de la CRPLF lors d'une émission spéciale de Musique actuelle le dimanche 17 mars, de 18 h30 à 21 h.

### Les Vaillancourt en récital

LA SOPRANO Pauline Vaillancourt accompagnée au piano par son frère Jean-Eudes interprétera quelques belles pages du répertoire classique ce samedi 16 mars à 20 h à la Chapelle historique du Bon-Pasteur. Elle lancera par la même occasion un tout nouveau disque d'oeuvres de

Aperghis et Scelsi, un événement dont elle parle comme d'une « très belle aventure musicale » et de « moment très important dans sa vie ».

Pauline Vaillancourt poursuit une carrière fort active au Canada et en Europe, tant à la scène, à l'opéra et à la radio. Membre fondateur de Gropus 7, un ensemble québécois de théâtre musical, elle a créé des oeuvres de plusieurs compositeurs canadiens, tels Serge Garant, Gilles Tremblay et Claude Vivier. Elle a été invitée à deux occasions par Pierre Boulez de l'Ensemble Intercontemporain de Paris et a travaillé avec les metteurs en scène Antoine Vitez au Théâtre de Chaillot et Pierre Audi, directeur artistique de l'Opéra d'Amsterdam et du London Almeida Festival. En 1989 elle fonde et devient directrice artistique de la compagnie lyrique de création *Chants libres*.

### Nos artistes au Japon

PLUSIEURS artistes canadiens participeront à un festival pluridisciplinaire de deux semaines à Tokyo du 1er au 14 juillet sous le thème *Le Canada en grand '91* pour célébrer l'inauguration de la nouvelle ambassade du Canada au Japon : le pianiste Louis Lortie qui accompagnera en soliste l'Orchestre symphonique de Vancouver, le Quatuor à cordes Orford, la peintre Geneviève Cadieux, le pianiste André Gagnon et l'illustratrice Miyuki Tanobe.

### En déjeunant avec Mahler

L'OSM présente demain son Matin symphonique Métro, petit déjeuner compris à compter de 9 h30 en compagnie du chef Mariss Jansons, directeur musical de l'Orchestre symphonique d'Oslo et chef associé de l'Orchestre symphonique de Leningrad qui dirigera la Symphonie no 1 de Mahler. Le concert proprement dit commence à 10 h30.

### Compositeur en résidence

DENIS GOUGEON entreprendra une troisième année consécutive comme compositeur en résidence de l'OSM. Une de ses pièces sera présentée par l'orchestre hôte au mois de mai.

### Prochains concerts

LE PIANISTE Christian Parent jouera des oeuvres de Mozart, Beethoven, Schubert, Chopin et Franck ce mercredi 13 mars à la salle Claude Champagne de la faculté de musique de l'UdM.

L'Orchestre de chambre de Montréal, sous la direction du chef invité Werner Stiefel donne un concert gratuit jeudi 14 mars à la salle Redpath. Au programme : Mozart, Hétu et Haydn.

## Le grand prix du FIFA à une oeuvre sur Bartok

Isabelle Paré

AU TERME de six jours de projection effrénés, le rideau est tombé hier sur la 9e édition du Festival international du film sur l'art dont le jury a couronné huit oeuvres et décerné son grand prix au film hongrois *Images cinématographiques sur Bartok*.

L'oeuvre du cinéaste Peter Sulyi, véritable pèlerinage sur pellicule des dernières années de la vie du compositeur hongrois Béla Bartok, a obtenu la faveur du jury qui lui a attribué le Grand Prix Pratt & Whitney. Réalisé à partir d'extraits de films-muets et d'archives cinématographiques captant le compositeur expatrié et mort en 1945 à New York, l'oeuvre du cinéaste recrée l'univers musical et les sons qui auraient dû accompagner ses images du passé privées de voix.

Le Prix du jury a quant à lui été décerné au magnifique document américain *Soldiers of Music - Rostropovitch returns to Russia* qui, dans le plus pur style cinéma-vérité, a saisi sur le vif le retour en Russie, après 16 ans d'exil, de l'illustre violoncelliste Mstislav Rostropovitch et de sa femme, forcés à fuir l'URSS en 74 pour avoir soutenu et aidé l'écrivain

et dissident d'alors, Alexandre Soljenitsyne. Aidé de la caméra experte d'Albert Meisies, Peter Gelb — à qui l'on doit aussi *Horowitz plays Mozart* et *Karajan in Salzburg* —, Susan Froemke et Bob Eisenhart ont suivi à la trace le retour de cet autre grand homme de musique lors d'une série de concerts donnés à Moscou et Leningrad l'an dernier, épiant l'émouvante retrouvaille des Rostropovitch avec la société russe, en pleine mutation.

Le Français Jérôme de Missolz a quant à lui raflé le Prix de la créativité décerné par l'Office national du film pour son film *Jan Saudek*, portrait inédit du photographe tchèque du même nom qui s'est adonné à la photographie pendant 32 ans dans la clandestinité, reclus dans des caves obscures, loin de l'oeil des censeurs gouvernementaux, avant de pouvoir donner libre cours à son art en 83.

De nombreux autres films ont été primés, dont le très attendu *Christo in Paris*, qui s'est non seulement valu le lauréat du prix du meilleur reportage, mais après avoir fait salle comble à toutes les projections, était présenté en supplémentaire encore hier soir. Très couru par le public, le document relate l'incroyable aventure de l'artiste « enveloppeur » lors de



Béla Bartok

l'emballage du Pont-Neuf à Paris en 85.

Le jeune cinéaste québécois François Girard, auteur du long métrage *Cargo*, a pour sa part décroché le prix d'adaptation pour sa lecture de la pièce *Le Dortoir* scénarisée par Gilles Maheu.

Une autre oeuvre française, réa-

lisée cette fois par Pierre Aubry et Stephen Javor sur le romancier espagnol exilé et anti-franquiste *Goytoso* s'est mérité le prix du meilleur portrait. *Destination Mozart — A Night at the Opera* with Peter Sellars, un document célébrant cette fois l'audace du metteur en scène Sellars a valu à Andrea Simon le Prix du meilleur film sur la technique d'un art.

Enfin, *La plénitude de la liberté*, cette oeuvre-hommage à dix artistes du monde entier qui ont mis en image leur vision de Berlin, après la chute du mur, a pour sa part remporté le Prix du meilleur essai.

L'Association des galeries d'art contemporain de Montréal a quant à elle décerné son Prix du meilleur document portant sur l'art contemporain au film *Victory over Death*, sorte d'hommage posthume rendu au peintre néo-zélandais Collin McCahon, décédé en 1987, dont l'oeuvre a été boudée, tournée en dérision de son vivant.

Plus couru que jamais par les cinéphiles et amateurs d'art, cette 9e édition du FIFA aura vu défiler dans ses quatre lieux de projection plus de spectateurs et de films et de vidéos que jamais. Cette année, quelque 112 oeuvres étaient au programme, dont 36 en compétition officielle.

## L'Oncle Vania de l'impitoyable Tchekhov

### Oncle Vania

D'Anton Tchekhov, d'après une traduction anglaise de Michael Frayn, traduite en français par René Gingras. Mise en scène de Lou Fortier. Décor de Claude Goyette. Costumes de François Garbeau. Avec Paul Savoie (Vania), Sylvie Ferlatte (Sonia), Jean-Louis Millette (Serebriakov), Yves Desgagnés (Astrov), Sylvie Léonard (Helena), Gisèle Schmidt (Maria Vasiliévna), Jocelyn Bérubé (Teleguine), François Gratton (Maria). Une production du Théâtre Populaire du Québec, à la Maison de la culture Frontenac jusqu'au 17 mars.

Robert Lévesque

C'EST À YALTA, en 1897, un an après l'échec de *La Mouette* à Saint-Petersbourg (pièce qui allait triompher au Théâtre d'Art de Moscou en 1898 dans la mise en scène de Stanislavski), qu'Anton Tchekhov composa *Oncle Vania*. Des scènes de la vie de campagne où Vania, à 47 ans, se rend compte qu'il a perdu sa vie à servir un beau-frère, Serebriakov, intellectuel prétentieux qui n'est somme toute qu'un raté. Avec sa mère Sonia, il a géré scrupuleusement un domaine que Serebriakov décide de vendre...

Si généralement l'on admet que *Vania*, puis *La cerisaie*, sont des « comédies » (Tchekhov le disait-il par défi ?), il faut comprendre que le sens du mot comédie est pour Tchekhov chargé de l'ironie de l'observateur devant le drame d'autrui. Le regard est comique, les choses observées sourdement tragiques.

Le théâtre de Tchekhov c'est comme l'envers des « tragédies » telles qu'on les imagine. Ce sont d'apparence des pièces calmes comme des cours d'eau de rase campagne. Le théâtre de Tchekhov est un théâtre du rien, du temps qui passe lentement, de ce qui se saisit à peine dans l'air et qui est la vie et rien d'autre, l'heure, le jour, le samovar qui bouille, la nuit qui tombe, sont des moments essentiels dans lesquels les personnages ne font qu'« être ». C'est un des théâtres les plus casse-gueules, les plus difficiles à aborder, les plus risqués à jouer. Réussir à faire « arriver » le théâtre de Tchekhov à la surface d'une scène n'est pas donné à tous.

Lou Fortier n'y est pas parvenue. Le pouvait-elle ? Quand on pense que certains metteurs en scène mettent des années de réflexion et de travail avant de « pouvoir » réaliser leur Va-

nia ou leur *Cerisaie* (comme celle, prodigieuse, de Peter Stein que je viens de voir à la Schaubühne de Berlin), on se demande comment dans de courts délais une novice, qui n'en est qu'à sa deuxième mise en scène, peut envisager sentir et rendre la profondeur, la justesse, le pathétisme de *Vania*.

Travailler ainsi, tel que Lou Fortier le fait au TPQ, c'est aller forcément vers un fatal amateurisme de la représentation, c'est mettre en scène une séance approximative et réductrice de *Vania*, laissant des acteurs faire un peu à leur guise et s'en remettre à la fortune des professionnels (le Serebriakov de Millette est assez bien, la Sonia de Sylvie Ferlatte est épouvantable, pour aller aux extrêmes), et c'est rien faire d'autre que surseoir à une « mise en scène » qui restera à faire.

Les questions de la « comédie » ou de la « tragédie » de *Vania* ne se po-

sent plus dès lors qu'on ne propose pas une véritable mise en scène, qu'on se contente de défilier la pièce, ses répliques, de mettre en place un certain trafic sans avoir arrêté un rythme, sans avoir trouvé le cours du « temps » dans cette maison. Le résultat est forcément pitoyable, parce que le théâtre de Tchekhov est, lui, impitoyable.

Alors, à quoi bon aller dans le détail ? D'autant plus qu'à la base de cet échec théâtral il y a des choix pénibles de distribution. Chez les principaux rôles féminins surtout. Sylvie Léonard n'est pas faite pour incarner Helena l'inatteignable. Elle ne fait qu'essayer de « jouer » cette femme racée, elle n'arrive pas à être Helena. Certains moments sont au bord du ridicule tant Sylvie Léonard est à mille lieues de son emploi. Sylvie Ferlatte est un cas. Elle m'apparaît sans talent, c'est triste à dire, mais nous l'avons vue assez souvent (chez

Brassard surtout) pour être définitivement agacé par ce jeu épouvantablement faux, cette voix de trompette mal ajustée. Sa Sonia est une poupée désarticulée et idiote. Pénible...

Et puis chez les hommes il y a Jean-Louis Millette, lui-même en deca de ce qu'il pourrait donner mais qui domine la scène dès qu'il y entre dans la peau d'un Serebriakov plausable ; il y a Yves Desgagnés qui, s'il y avait eu approfondissement, aurait proposé un Astrov délicat. Chez Desgagnés on trouve les rarissimes moments de grâce du spectacle.

Et il y a Paul Savoie qui n'arrive pas à atteindre le seuil même du personnage de Vania, qui ne fait que rééditer ce manège habituel qui chez lui crée une barrière à l'émotion alors même qu'il semble vouloir au contraire afficher cette émotion, comme si elle s'achetait au détail...

## Le Groupe de la Place Royale vient célébrer son 25e sur sa scène natale

### Le Groupe de la Place Royale

En spectacle à la Bibliothèque Nationale du 7 au 10 mars

Catherine Caron

LE GROUPE de la Place Royale est venu célébrer son 25e anniversaire sur la scène qui l'a vu naître, celle de la Bibliothèque Nationale. Invité par Tangente, il s'y produisait quatre soirs jusqu'à dimanche dernier.

Constat étrange, ce spectacle portait bel les traces de cette époque où Jeanne Renaud allait regrouper musiciens et peintres autour d'un noyau de danseurs. On a bien peu senti l'approche multidisciplinaire qui caractérisait cette troupe de danse moderne à sa fondation en 1966. Ce désir d'une correspondance entre les arts n'est plus ce qui identifie le Groupe de la Place Royale mais bien ce qu'il a légué et qu'on observe à satiété chez la majorité des créateurs de la relève québécoise.

Avec neuf pièces au programme, la soirée fut chargée, un peu décousue, sans pour autant nous paraître longue. Du style minimaliste, sobre,

existentialiste de *La Beauté du Diable*, *Balance* ou *Tornado*, autant de solos (un duo) manifestant de la personnalité et de la qualité technique des danseuses, on est passé au style des Labs, ces laboratoires de création qu'initiaient Davida Monk et Peter Boneham, le directeur de la troupe, en 1988. On a pu assister à deux d'entre eux : *Ricefields* et *Too Near*.

*Too Near*, une chorégraphie de Yvonne Coultis, c'est une fille en sous-vêtements récitant un poème perchée sur un tabouret ou encore une rangée d'individus assis sur des chaises mangeant des beignes. Ils se déshabilleront, nageront sur le sol, changeront de costumes, puis entameront une course folle chargée le public de les chronométrer. L'un d'entre eux chantonne la traduction d'un air tiré de *The Sound of Music*. Bref, ça se termine dans un brouhaha total.

Si au début on se disait : « Ça y est, on s'en va nulle part », à la fin, on fut bien forcé d'admettre que c'était plutôt amusant, sans être archi-substantiel, et que l'interaction souhaitée avec le public s'était étonnamment produite.

## Cyrano de Bergerac omniprésent aux Césars

PARIS (AP) — *Cyrano de Bergerac* bien sûr. Le film de Jean-Paul Rappeneau a été, comme prévu, le grand triomphateur de la 16e *Nuit des Césars* samedi soir, en remportant 10 statuettes : le record du *Dernier Métro* de François Truffaut, en 1981, est égalé.

Meilleur film, meilleur réalisateur, meilleurs acteurs de premier (Gérard Depardieu) et de second rôles (Jacques Weber) et tous les Césars des catégories techniques sans exception (photo, décor, musique, montage, son, costumes) : le chef-d'oeuvre de Rappeneau n'a laissé que des miettes à ses concurrents.

Pourtant, le moment d'émotion le plus fort de la soirée fut la victoire d'Anne Parillaud, César de la meilleure actrice pour *Nikita*. Pleurant à chaudes larmes, elle a remercié le réalisateur Luc Besson, qui partage sa vie, en pleurs lui aussi dans son fauteuil.

Ce succès d'Anne Parillaud a privé « Cyrano et sa Roxane, Anne Brochet, d'un 11e César qui, avec la 12e nomination (meilleur scénario) et la 13e (meilleur espoir masculin), furent les seuls à échapper au film. Un film qui va maintenant partir à la conquête des Oscars d'Hollywood, le 25 mars, avec cinq nominations.

« J'ai l'impression qu'on a un peu abusé de la soirée », a dit avec modestie Jean-Paul Rappeneau en recevant le César final. « Mais je vou-

drais dire que c'est une victoire de toute la profession : le cinéma français est vivant, il ne doit pas douter de lui-même. Nous savons faire des films, nous savons les produire », a-t-il conclu en saluant les producteurs de ce film phénomène, encensé par la critique, adoré par le public (plus de quatre millions de spectateurs en France) et applaudi dans tous les pays étrangers.

Derrière lui, la profession a voulu rendre hommage à un remarquable « petit » film qui fut l'autre révélation de l'année : « La discrète », de Christian Vincent, a reçu trois Césars (meilleur premier film, meilleur espoir féminin pour Judith Henry et meilleur scénario).

Avec *Nikita* et le succès d'Anne Parillaud, deux autres films ont eu un César : *Le petit criminel* pour Gérard Thomassin (meilleur espoir masculin) et *Milou en mai* pour Dominique Blanc (meilleur second rôle féminin).

Enfin les 2500 membres de l'Académie des Arts et Techniques du Cinéma ont décerné le César du meilleur film étranger à l'autre grand vainqueur, avec *Cyrano*, du box-office 1990 : *Le cercle des poètes disparus*, de l'Australien Peter Weir.

Cette soirée traditionnelle des Césars, placée sous la présidence de Sophia Loren — superbe dans une robe multicolore et décolletée — et présentée par Richard Bohringer et Pa-



PHOTO AP

La grande actrice Sophia Loren a montré qu'elle n'avait rien perdu de son charisme. Elle a reçu samedi soir un César pour l'ensemble de sa carrière cinématographique.

trick Chesnais, avait commencé par un ballet d'Arthur Plaschaert inspiré de *West Side Story*, en hommage à Léonard Bernstein, disparu il y a quelques mois.

Il y eut la traditionnelle et émouvante séquence sur les disparus de l'année : cela ne pouvait commencer que par la plus grande, la plus belle, Greta Garbo. Cela se termina par les

notes des *Demoiselles de Rochefort* de Jacques Demy puis la chanson de Gainsbourg *Elisa* interprétée par Julien Clerc.

Il y eut un hommage à Michel Audiard, et un autre à Jean-Pierre Aumont, qui a fêté il y a peu ses 80 ans.

Mais il y eut aussi du rire avec des sketches des Inconnus, avec des bons mots de Guy Marchand, de Claude Pieplu, de Jean Carmet, de Smaim. Il y eut ce lapsus de Vanessa Paradis annonçant « Judith Godrèche » au lieu de « Judith Henry » pour le César du meilleur jeune espoir féminin et Smaim oubliant de citer Odette Laure parmi les nominations du second rôle féminin.

Il y eut le plaidoyer de Jean-Loup Dabadie, président de l'Académie des Arts et Techniques du Cinéma, pour la langue française : « Une langue, c'est un pays (...). Je parle mon pays, je le lis, je l'entends, je le défends. »

Et il y eut les traditionnels appels de la profession, en direction du public, à aller plus souvent au cinéma : « Il n'y a pas de meilleur lieu pour rencontrer un film qu'une belle salle de cinéma », a dit Pierre Lhomme, le directeur de la photo de *Cyrano*.

Et Roman Polanski a remis de manière symbolique au maire de Hélin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, un chèque de subvention à la 1000e salle créée ou rénoverée depuis 1983.



Anne Brochet (Roxane) et Gérard Depardieu (Cyrano).

## ÉDITORIAL

## À reculons dans l'histoire

Sauf pour des blessures à sa vanité, l'aile fédéraliste du Parti libéral du Québec incarnée et inspirée par M. Claude Ryan n'a pas à se terrer dans un boudoir. À tête reposée, on verra bien que le congrès du PLQ a donné une victoire symbolique à la jeune ligue libérale d'improvisation souverainiste, mais que rien n'est plus « négociable », en ce lendemain de la veille, que les propositions de la commission constitutionnelle du PLQ, le rapport Allaire que le congrès vient d'endosser.

Le différend entre M. Ryan et la majorité des députés tenait à deux points, contenus dans le désormais célèbre « amendement d'Argenteuil ». D'une part on voulait affirmer clairement que le gouvernement devrait « négocier » le contenu du rapport Allaire, et non se contenter de le « présenter » au reste du Canada. Le congrès a certes refusé formellement cette concession, qu'il voulait faire mais taire : quelques heures plus tard, il a en effet battu un amendement qui déclarait le rapport Allaire « non négociable ». L'essentiel, c'était donc de demeurer dans un non-dit dont le décodage n'exige pas de diplôme freudien : le chef du parti, M. Bourassa, a signifié hier de bien des façons son intention de négocier, ce que son ministre des Affaires intergouvernementales et de l'euphémisme créateur, M. Gil Rémillard, préfère appeler « discuter ». D'autre part mais avec moins d'insistance puisqu'un compromis se dessinait samedi matin, Argenteuil appelait à débattre « avec le reste du Canada », c'est-à-dire avec les autres provinces plutôt que seul à seul avec le gouvernement fédéral. En refusant cette licence, le congrès s'en est tout simplement tenu à l'engagement qu'avait pris M. Bourassa au lendemain de l'échec des accords du lac Meech, quand il a répudié pour l'avenir la négociation « à onze ». Pas de quoi déchirer ses vêtements.

Plus encore, le congrès a « négocié » lui-même le rapport Allaire, un document éminemment perfectible, et l'a amendé au chapitre du Sénat, qui pourra être réformé plutôt qu'occis, ainsi qu'au chapitre de la protection des droits où l'on a réhabilité la Charte canadienne, rassuré anglophones, communautés culturelles et autochtones. Enfin M. Bourassa a répété à satiété que le gouvernement suivait généralement le programme du parti à 80 %, et la teneur de son discours de distanciation, hier, montrait bien qu'il entendait utiliser son 20 % de marge de manoeuvre de façon aussi élastique qu'imaginative.

On négociera, donc, cela est acquis. Le contraire eût été imbécile à partir du moment où ce parti prétend vouloir donner « une dernière chance au fédéralisme », un mode d'organisation politique qui ne se pratique pas seul, jusqu'à nouvel ordre. Ce qui vient de changer du tout au tout, c'est la façon de négocier.

Plus ou moins consciemment, les militants libéraux viennent de prendre acte de l'échec de la stratégie Bourassa-Rémillard depuis le retour libéral au pouvoir, en 1985. On avait alors décidé de formuler des demandes minimales, de démarcher dans chacune des provinces pour les vendre, de conclure un accord à onze, que le Québec avait solennellement ratifié le premier pour attester de son « oui » au Canada. Aujourd'hui, on met sur la table tout ce dont les gouvernements du Québec ont pu rêver depuis la Confédération, on négocie uniquement avec Ottawa qui est chargé de faire le démarchage de relais auprès des autres provinces et, un accord survenant, « le Québec sera la dernière province à le ratifier », affirme-t-on dans l'entourage du premier ministre. Pas question d'embrasser le Canada cette fois, on le tiendra sur le qui-vive jusqu'au bout avec une menace de référendum sur la souveraineté.

Qu'on ne s'y trompe pas, le gouvernement fédéral est parfaitement prêt à reprendre le collier constitutionnel à partir de ce cadre. Appelé à jouer les entremetteurs entre le Québec et les au-

### En voulant sauver le fédéralisme, le PLQ pourrait accélérer sa fin

tres provinces, Ottawa ne peut convoquer de conférences constitutionnelles que refuserait le Québec, mais peut lancer les pourparlers dans bien d'autres forums informels. L'ouverture que vient de faire le PLQ lui permet même d'amorcer son « Canada Round », celui que M. Mulroney a annoncé récemment dans ses discours de Toronto et de Québec.

Car à partir du moment où le rapport Allaire est négociable et même s'il semble vouloir réduire le gouvernement fédéral à sa plus simple expression, on pourra dire de la proposition québécoise qu'elle est une variante du « fédéralisme fonctionnel » dont commencent maintenant à parler les réformateurs. MM. Bourassa et Mulroney s'entendent déjà, en privé et en public, pour le présenter comme la formule d'avenir. Ce fédéralisme redistribue les pouvoirs selon les capacités de chaque ordre de gouvernement (central, provincial, municipal). Il fut un temps où M. Trudeau le prêchait pour augmenter les pouvoirs d'Ottawa. La conjoncture actuelle, notamment l'ampleur du déficit budgétaire canadien et de la dette, mène plutôt à un déléstage des pouvoirs fédéraux vers les provinces, et de celles-ci vers les

municipalités. Tel est le sens général du rapport Allaire, et s'il donne de l'urticaire aux partis fédéraux d'opposition qui y voient rien moins que la déconstruction du Canada, il trouve un écho relativement favorable chez plusieurs grands agents économiques canadiens qui s'intéressent à cette nouvelle façon d'amenuiser l'État.

Reste à savoir si ce fédéralisme fonctionnel, dernier avatar du fédéralisme renouvelé, a quelque chance de lever de terre d'ici la fin de 1992, échéance référendaire au Québec. S'il est un enseignement que le congrès du PLQ a donné au Canada entier, durant le week-end, c'est celui de la déroute et de la confusion des tenants du fédéralisme, de quelque horizon qu'ils viennent. La désorganisation tactique de l'aile fédéraliste dans les débats est à l'image de son désarroi général au Canada.

L'ingénierie sociale dont le Canada aurait besoin pour se réformer sérieusement d'ici vingt mois est tout simplement absente. Il n'y a pas de formule efficace d'amendement de la constitution et les travaux du sénateur Beaudoin sur cette question préalable exigeraient de longs délais pour aboutir à un accord. Les grands partis fédéraux n'ont aucune vision commune du Canada et il faudrait une révolution culturelle pour que libéraux et néo-démocrates perdent leurs réflexes centralisateurs, eux qui se scandalisent en chœur de la moindre velléité du gouvernement du Québec de mener sa réforme des services de santé comme il l'entend, conformément à ses compétences constitutionnelles. L'establishment intellectuel canadien est tout aussi nationaliste que son correspondant québécois et ne peut en général tolérer un affaiblissement de son État préféré. Les premiers ministres des provinces, toujours capables de blocage, sont en retard d'une ou deux révolutions comme les récentes propositions de M. Clyde Wells l'illustrent jusqu'à la caricature. Enfin les promoteurs de réforme ont un lourd problème de crédibilité : M. Mulroney a le handicap de son impopularité et de la méfiance viscérale du Canada anglais à son égard ; et M. Bourassa, dont on se demande par quelle vue de l'esprit ses troupes le célèbrent comme un fin stratège constitutionnel, n'a que des échecs à son actif dans ce domaine. Sans instrumentation technique, sans entente quant au fond, sans leadership, le monde fédéraliste n'a pour lui que le nombre, un poids réel qui ne lui enlève cependant rien de sa lourdeur. C'est beaucoup lui demander, sans doute trop, que d'en espérer des entretiens harmonieux jusqu'au grand saut d'une réforme, d'ici quelques mois.

En voulant sauver le fédéralisme, le PLQ vient peut-être d'entrer à reculons dans un processus de démembrement qui lui échappera bientôt. C'est une façon assez torde de faire l'histoire.

LISE BISSONNETTE

## AFFICHAGE OBSCÈNE



Jeffrey Simpson

## L'Ouest en quête de changement

IMAGINEZ que la vice-première ministre Lise Bacon démissionne du cabinet de Robert Bourassa. Imaginez que, deux ou trois semaines plus tard, le ministre des Finances Gérard-D. Lévesque remette sa démission en disant qu'il ne peut plus travailler avec M. Bourassa. Il y aurait ensuite les départs de Claude Ryan, de Marc-Yvan Côté, de Pierre Paradis et de Daniel Johnson.

Bref, essayez d'imaginer la réputation politique qu'aurait le premier ministre Bourassa si onze — je dis bien onze — de ses ministres offraient leur démission, y compris quelques-uns des plus influents. Si vous arrivez à vous faire une idée sur ce scénario de désastre, vous pourriez comprendre ce qui se passe en Colombie-Britannique (j'écris depuis Victoria, capitale de cette province). Le premier ministre William Vander Zalm vient tout juste de perdre un ministre respecté, Mel Couveller (Finances), le plus ancien des membres du cabinet. C'est le onzième ministre à quitter le cabinet Vander Zalm.

La vie politique de Colombie-Britannique a souvent été très colorée et émotive. Les gens d'ici pensent souvent à la politique en termes de cirque ; ce qui se produit maintenant, c'est une farce. Alors que des élections doivent être décreées au plus tard cet automne — Vander Zalm a été élu majoritairement en 1986 — personne ne croit que le Crédit social puisse cette fois l'emporter.

La défaite du Crédit social implique que le leader néo-démocrate Mike Harcourt deviendra premier ministre avant la fin de 1991. Et si, comme on s'y attend, les conservateurs de Grant Devine sont défaits lors d'élections tenues cette année, le Canada se retrouvera avec trois gouvernements néo-démocrates — Ontario, Colombie-Britannique et Saskatchewan — alors que l'on en vient au stade critique du débat primordial sur l'unité nationale et sur la réforme de la constitution.

Mike Harcourt a un comportement amical. Il est considéré comme un néo-démocrate modéré ; réputation que lui ont valu ses années passées à la mairie de Vancouver. A son poste de chef de l'opposition, Harcourt a voulu faire prévaloir pour le NPD une image de gros bon sens. Bref, c'est un homme pragmatique.

MAIS il est aussi un Canadien de l'Ouest — ses ancêtres sont arrivés dans les Prairies il y a plus d'un siècle — qui exprime plusieurs des soupçons et des griefs que nourrit couramment l'Ouest. En l'interviewant la semaine dernière dans son bureau, je lui ai demandé de me parler de l'Ouest, de la constitution et du Québec.

« Ce qui devrait sauter aux yeux c'est que le changement le plus grand, dans l'après-Meech au Canada, ne s'est pas produit au Québec, ni en Ontario, ni dans les Maritimes. Il s'est produit dans l'Ouest », a-t-il dit.

« Quelle que soit votre attitude politique, un déclin s'est produit dans l'Ouest l'an dernier. Jamais plus le Canada central ne pourra réussir dans sa façon de bousculer, de faire chanter et de bluffer les gens de l'Ouest. Par Canada central, je veux dire l'Ontario et le Québec qui jouent à la routine du bon flic et du mauvais flic et qui disent « si vous n'acceptez pas ceci, le pays va s'effriter ».

Les gens de l'Ouest, croit Harcourt, ont été de « bons Canadiens » disposés, tout au long du débat sur Meech et des autres discussions constitutionnelles, à différer le temps où leurs demandes trouveraient une solution. « C'est du passé », déclare ce chef néo-démocrate. « Jamais plus nous ne jouerons à ce jeu. C'est le point de vue que je tente de véhiculer au Québec. Je ne suis pas certain que l'on veuille entendre ou que l'on daigne écouter, mais c'est un fait. »

L'OUEST est en quête de changements constitutionnels et économiques combinés. Quand je lui ai demandé ce qu'il mettrait de l'avant comme demandes spécifiques quand il serait premier ministre de Colombie-Britannique, Mike Harcourt a refusé de donner des détails.

« En tant que premier ministre, je ne m'engagerai pas dans un nouveau round de dialogue constitutionnel tant que le

peuple de Colombie-Britannique ne se sera pas exprimé en profondeur sur le Canada et sur le rôle de la Colombie-Britannique au sein du Canada. Ce qui implique, au minimum, une commission parlementaire bipartite qui avec les gens de Colombie-Britannique examinera l'avenir du Canada. »

Ceci paraît passablement simple. On compte huit commissions parlementaires, fédérales ou provinciales, qui depuis la mort du lac Meech ont mandat de rechercher l'avis des gens sur la constitution. Ce qui comprend le rapport Allaire dont le contenu faisait l'objet de discussions ces jours-ci au congrès du PLQ, à Montréal.



Mais jetons un coup d'oeil au calendrier. Si Harcourt devenait premier ministre de Colombie-Britannique en octobre ou en novembre, la commission qu'il envisage de créer ne pourrait conclure ses travaux avant la fin de l'hiver ou au début du printemps, en 1992. C'est de Colombie-Britannique que pourraient venir les délais au prochain round sur la constitution, ou la nécessité de suivre un calendrier fort serré, comme ce fut le cas pour le Manitoba durant le débat sur Meech.

« Nous voulons que ce pays refasse une confédération. Mais cela doit se faire sans que les gens de Colombie-Britannique se sentent coincés par la chronologie et forcés d'en venir à des accommodements », dit Harcourt.

On peut être sûr, étant donné la composition à la base du NPD, que M. Harcourt demandera que le prochain round sur la constitution donne satisfaction aux autochtones et aux groupements de femmes. De fait, M. Harcourt a été un opposant à Meech en raison de l'insuccès de Meech à satisfaire ces groupes, et à cause de la façon même de négocier autour de ce projet d'entente.

M. Harcourt pense-t-il que le Canada se scindera ? « Je pense que c'est peu vraisemblable... je suis d'un optimisme profond quant à l'avenir du Canada. Quand nous aurons traversé le processus de repenser le Canada, nous nous mettrons à regarder ailleurs dans le monde, à prendre en considération notre position avantageuse. La conclusion sera que nous sommes le pays le plus libre, le plus prospère et le pays le plus prometteur au monde... Je crois qu'il est important pour les Canadiens de tenir compte de ce que nous avons accompli dans cette aire géographique immense, difficile et peu peuplée. C'est une réalisation étonnante. Je crois que nous ne sommes pas assez fiers de ce que nous avons réalisé. »

EN RAISON de cette position avantageuse, les Canadiens travailleront avec vaillance pour modifier la Confédération et la rendre conforme aux réalités modernes. Le parti de M. Harcourt a souvent représenté une force centralisatrice au Canada, mais Mike Harcourt se dit ouvert à la décentralisation en ce sens que les services gouvernementaux devraient être gérés par les échelons les plus rapprochés du peuple. En bon néo-démocrate, il insiste sur l'existence de normes minimales pour l'ensemble du pays. Et le transfert de compétence pour l'administration (devolution) ? Pourquoi pas ? répond-il.

Il reste possible qu'un miracle se produise en Colombie-Britannique, empêchant M. Harcourt d'accéder au poste de premier ministre à Victoria. Ou que M. Vander Zalm démissionne et laisse la place à quelqu'un qui serait en mesure de restaurer promptement la crédibilité du Crédit social. Pour l'instant, presque tous, dans cette province, comptent les jours qui permettront à Mike Harcourt de revêtir le titre de premier ministre de Colombie-Britannique.

## LETTRES AU DEVOIR

### De la mesure s.v.p. !

L'ARTICLE de Daniel Latouche dans la page éditoriale du 16 février pourrait faire croire que ce commentateur ne lit pas les journaux ou ne comprend pas ce qu'il lit. Il essaie d'assommer les États-Unis par des procès d'intention et le rejet des réalités de la situation au golfe Persique.

L'huile du Koweït et de l'Irak que M. Latouche dit être la raison de la guerre n'est en aucune façon essentielle aux Américains qui ont accès à d'autres sources tout à fait suffisantes. L'auteur laisse de côté complètement jusqu'à aux trois-quarts de son article la cause première de la guerre : l'écrasement et le sacage d'un pays innocent. Selon lui, on devrait accepter cela : ce n'est pas, à ce qu'il juge, casus belli. Après tout, un petit pays devrait accepter de se laisser dévorer par un plus fort. Devrait-il peut-être remercier l'envahisseur ?

L'Irak, pays de 20 millions d'habitants, était devenu la 4e ou 5e puissance militaire du monde. On se souvient de la guerre terrible qu'elle livra à l'Irak pendant plusieurs années. La prise du Koweït était un pays de facilité. Devait suivre l'Arabie saoudite et peut-être la Jordanie. L'objectif final était Israël. Un nouveau dieu de la guerre dominait le Moyen-Orient sous peu.

C'est presque la première fois que les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité appuient une action commune de taille. Les Nations-unies ont mis l'Irak au ban de la civilisation et avec raison. Et une vingtaine de nations ont joint leurs forces armées à la coalition. « L'intensité de la riposte américaine » dont parle votre pigiste devrait se lire : « L'intensité de la réaction mondiale à l'attaque contre le faible Koweït ».

Peut-être que les Nations-unies vont enfin jouer le rôle qui devrait être le leur d'intervenir ici et là dans le monde, suivant les besoins, pour régler des situations qui alertent la terre entière : guerres fratricides causant des famines et la mort de millions d'innocents, par exemple. Cela ne veut pas dire une intervention militaire, mais souvent seulement l'arrêt de livraison d'armes aux adversaires et l'aide humanitaire. Si on peut transporter des armes très lourdes l'autre côté de la planète, on peut aussi bien assurer la livraison de nourriture aux pays lointains menacés par la famine. Il pourrait arriver qu'un contrôle serré des ventes d'armes soit un des résultats heureux du conflit du Golfe.

M. Latouche — sans doute que le soleil de Californie est responsable de cette lubie amusante — imagine les États-Unis intervenant au Canada pour assurer ses approvisionnements en matières essentielles, et, si je comprends bien ses allusions, pour empêcher la séparation du Québec ? Tout de même, un minimum de bon sens... Cette colonne de la page éditoriale du DE-

VOIR fera gémir, sans doute, les esprits équilibrés. Ça sonne faux et enfantin même. De la mesure, s.v.p.

John E. Vallillée  
Grand-Sault, 1er mars 1991

### Il faut se sortir de là

LE PAYS qui aura bientôt une dette de 400 milliards, c'est le nôtre ; le Canada. Peut-on affirmer que c'est encore notre pays. Arrivera-t-on à payer une telle dette ? On arrive même pas à payer son intérêt chaque année. J'aurai trente-deux ans bientôt, et l'idée que nous aurons tôt ou tard à faire les efforts pour payer cette dette m'angoisse énormément.

Les jeunes de mon âge s'intéressent peu aux problèmes politiques et économiques du pays ; parce qu'ils croient que d'un gouvernement à l'autre, c'est toujours du pareil au même. Mais bien pire encore, ils se croient impuissants à changer quoi que se soit, quand il s'agit des affaires du pays.

Et lorsque je prends conscience d'un problème aussi grave que celui de la dette canadienne, je me dis que quelque part, les gens que nous avons mis au pouvoir, montrent des signes d'impuissances.

Si le gouvernement doit sans cesse injecter du nouvel argent c'est pour satisfaire l'électorat en vue de se faire réélire. Mais l'heure n'est plus aux gâteries électorales, le moment est venu plus que jamais de se serrer la ceinture. Il faut que nous fassions le nécessaire pour nous libérer du carcan de cette dette.

Nous ne sommes pas encore le 531ème état américain, ni un pays du tiers-monde,

mais nous sommes sans contredit près d'être un pays qui ne s'appartient plus.

Les Canadiens s'imaginent-ils qu'une faillite nationale n'est pas possible ?

C'est à chacun de nous à pousser sur le gouvernement pour qu'il prenne les moyens pour nous sortir de là.

Le gouvernement pourrait commencer par couper les dépenses ; il pourrait favoriser la création d'emploi, amener les Canadiens à quitter l'assurance-chômage et le bien-être social.

Il pourrait privatiser le plus d'entreprises possibles ; mettre des tickets modérateurs pour les soins médicaux.

Il faut que nous les Canadiens, apprenions à appuyer notre gouvernement en place.

Aujourd'hui, j'entends l'opposition critiquer le budget Wilson en chambre. Quel enfantillage d'entendre des adultes responsables (l'opposition) critiquer les uns (le parti conservateur) parce que ces derniers essaient de prendre les moyens pour arriver à payer le déficit de la dette.

Il faut se sortir de là.

Alain Magnan  
Montréal, 4 mars 1991

### Le fédéralisme, rempart des droits et libertés ?

SELON M. André Ouellet, le fédéralisme est la meilleure (?) forme de gouvernement, le rempart (?) pour protéger les droits et libertés des individus, que ne le sont les États unitaires ; pointant ainsi injustement le Québec en marche vers son indépendance ; stigmatisant ses compatriotes québécois.

Affirmation fautive ! Affirmation injuste ! Affirmation partisane ! Quel contraste frappant, saisissant, inattendu que le témoignage suivant, témoignage judicieux, historiquement véridique :

« J'ai toujours cru, et je le crois davantage au fur et à mesure que j'apprends notre histoire, que le Québec est un endroit profondément démocratique et possède un dossier extraordinaire en ce qui a trait à l'innovation démocratique » (La Presse, 27 octobre 90).

Qui s'exprime ainsi ? Guy Bouthillier, Pierre Pascual, Lise Payette, Gilles Proulx ? Que non ! Royal Orr !

Que l'on me permette de rappeler toutefois, ne serait-ce que très succinctement, quelques faits historiques si peu reluisants qui ne sont point à l'honneur du fédéralisme canadien. Notamment, cette histoire honteuse des discriminations, des injustices criantes, flagrantes, racistes, à l'égard des Canadiens français, des Italiens, des Japonais, des Indiens et des Métis, et même des Chinois.

Léandre Fradet  
Québec, 27 février 1991

### LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa  
le 10 janvier 1910

Directrice  
LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef  
et directeur de l'information  
Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration  
André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints  
Jean Francoeur, Albert Juneau,  
Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information  
Pierre Cayouette, Jacques Chabot,  
Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS